

SPECIMEN

Cahiers du mouvement ouvrier

- Ryszard Rauba : indépendance et socialisme (Pologne)
- Discours de Jean Jaurès à Vaise (27 juillet 1914)
- Charles Dumas - Christian Racovski : les socialistes et la guerre
- Roman Rosdolsky : la révolution autrichienne trahie (deuxième partie)
- Interview de Maurice Nadeau (2005)

C
E
R
M
T
R
I



C.E.R.M.T.R.I.

Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie

Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine,
Frank La Brasca, Pierre Levasseur, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy, Jean-Marc Schiappa.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : www.trotsky.com.fr

E-mail : cermtri@wanadoo.fr.

Sommaire

- Présentation** p. 7
- **Ryszard Rauba : indépendance et socialisme** p. 9
 - **Friedrich Engels : préface à l'édition polonaise du *Manifeste communiste* (1892)** p. 15
 - **Le socialisme polonais vu par l'Encyclopédie socialiste**..... p. 17
 - **Maurice Martin : Jean Jaurès et la II^e Internationale** p. 19
 - **Nicole Perron : les causes de la guerre selon Jean Jaurès** p. 29
 - **Jean-Jaurès : le discours de Vaise (27 juillet 1914)** p. 33
 - **Charles Dumas-Christian Racovski : débat sur les socialistes et la guerre (1915)** p. 37
 - **Marc Teulin : Charles Dumas, chef de cabinet de Jules Guesde : rapport sur la Russie bolchevique (1919)** p. 53
 - **Roman Rosdolsky : la révolution autrichienne trahie (deuxième partie)**..... p. 57
 - **Jean-Jacques Marie : Beria... et les trotskystes !**..... p. 71
 - **Jean-Jacques Marie : le Guépéou et la deuxième fille de Trotsky**..... p. 75

- **Interview de Maurice Nadeau
par Jean-Pierre Plisson (2005)..... p. 77**
- **Maurice Nadeau vu par lui-même p. 81**
- **Notes de lecture p. 89**
- **Liste, par numéro et par thème,
des *Cahiers du Cermtri* parus p. 91**

CONSULTEZ LE SITE DU CERMTRI

**www.trotsky.com.fr
<<http://www.trotsky.com.fr>>**

**Consultez le blog
“l’histoire défigurée,
la géographie manipulée”**

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 96 à 128 pages)

Prix du numéro : **9 euros (+ 1,50 euro de port)**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

— France : **32 euros** ;

— Etranger : Europe : **35 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **40 euros**.

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Chèques à l’ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Présentation

Ce numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier* entame modestement la série des numéros consacrés en parties de plus en plus grandes à la Première Guerre mondiale.

La question est ici abordée à partir d'un débat entre le socialiste français Charles Dumas, chef de cabinet de Jules Guesde passé du marxisme dit « orthodoxe » au fauteuil de ministre d'Etat d'un cabinet d'Union sacrée, et Christian Racovski, dirigeant socialiste roumain et bulgare, futur président du Conseil des commissaires du peuple d'Ukraine et alors hostile à l'Union sacrée.

En 1918, Dumas se fera le chaud partisan de l'intervention des Alliés en Russie pour « rétablir la démocratie » à la sauce de l'impérialisme français. Les conférences des 2 et 9 décembre auxquelles il participe et dont nous reproduisons de nombreux extraits en témoignent. De l'Union sacrée à l'intervention militaire en Russie pour défendre les intérêts du capital, l'évolution est logique.

La deuxième partie de l'article de Roman Rodolsky sur la trahison de la révolution autrichienne par les sociaux-démocrates autrichiens (y compris par leur aile gauche dirigée par Otto Bauer) éclaire le chemin parcouru par les dirigeants sociaux-démocrates pour défendre leur Etat bourgeois et pour certains leur monarchie, leur roi, sa cour et sa liste civile...

La présentation faite par Maurice Martin de Jaurès rappelle les moments essentiels de son activité politique qu'éclairent et la reproduction de son discours de Vaise du 27 juillet et la présentation qu'en fait Nicole Perron. Jaurès, le « réformiste » qui jusqu'à son dernier souffle combat contre la guerre, c'est l'antithèse de Dumas le guesdiste, pitoyable agent de l'impérialisme français et de tous ceux qui osent se réclamer de lui pour couvrir leurs opérations guerrières de défense de l'impérialisme français... ou américain !

L'article de Ryszard Rauba évoque la naissance du Parti socialiste polonais et les débuts de son combat

pour l'indépendance de la Pologne asservie par la Russie tsariste alliée de la bourgeoisie française, et dont les Guesde et les Dumas étaient devenus pour cette raison les défenseurs acharnés. La préface d'Engels à l'édition polonaise du *Manifeste du Parti communiste* en 1892 donne à ce combat sa dimension européenne. C'est dans cette préface qu'Engels, condamnant à l'avance l'Union européenne et ses diktats, écrit :

« *Une collaboration internationale sincère de toutes les nations d'Europe n'est possible que si chacune d'elles est parfaitement autonome chez elle.* »

Ce numéro consacre enfin la place qui lui est due à Maurice Nadeau, intellectuel d'une rare honnêteté et qui, à sa façon personnelle, tout en abandonnant le combat politique auquel il ne voyait pas d'issue proche, est resté fidèle aux choix de sa jeunesse dans l'univers dans lequel il se mouvait.

Indépendance et socialisme

La Pologne démembrée...

A la fin du XIX^e siècle, les territoires du sud et de l'ouest de l'ancienne Pologne appartenaient à des monarchies constitutionnelles : les empires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie. Les territoires du centre et de l'est appartenaient à la Russie tsariste, monarchie absolue dirigée d'une main de fer par la dynastie des Romanov.

Cet état de choses semblait destiné à durer sans changement. On pouvait seulement penser que cette situation de la Pologne ne pourrait changer qu'à la suite de l'explosion d'un conflit armé entre les trois conquérants. Mais cette perspective paraissait bien éloignée.

Dès lors, mettre en avant dans l'activité politique le mot d'ordre de restauration de l'indépendance de la Pologne par les Polonais eux-mêmes semblait relever du vœu pieux, parfaitement irréalisable dans la pratique.

Malgré ces conditions géopolitiques défavorables, à la fin du XIX^e siècle, des représentants du mouvement socialiste qui se développait alors dans la Pologne du Congrès (l'ancienne Pologne) ont avancé l'exigence de l'indépendance — apparemment irréalisable — de la Pologne.

La création de l'Union des socialistes polonais à l'étranger

Du 17 au 23 novembre 1892 se tint à Paris un « congrès des socialistes polonais sous occupation russe ». Il se conclut par la constitution d'une Union des socialistes polonais à l'étranger (ZZSP).

Le groupe de militants rassemblés dans le ZZSP, Boleslaw Limanowski, Felix Perl, Stanislas Mendelson, Stanislas

Wojciechowski, avec Victor Jodko à sa tête, se donnait comme but premier la lutte pour « une république démocratique indépendante ». Il annonçait en même temps la création sur le territoire national d'un Parti socialiste polonais (PPS).

Marx et Engels pour l'indépendance de la Pologne

Il faut souligner que dans sa préface à l'édition polonaise du *Manifeste du Parti communiste*, Frédéric Engels, l'un des fondateurs du socialisme scientifique, affirmait en évoquant la question polonaise :

« La reconstitution d'une Pologne indépendante est une affaire qui ne concerne pas seulement les Polonais, mais nous tous (...). L'indépendance de la Pologne ne peut être conquise que par la lutte du jeune prolétariat polonais, et avec lui elle est en de bonnes mains. Car les travailleurs de tout le reste de l'Europe ont tout autant besoin de l'indépendance de la Pologne que les ouvriers polonais eux-mêmes. »

Friedrich Engels comme Karl Marx ne dissimulaient pas leur énorme sympathie pour la Pologne et pour le rétablissement de son indépendance. Rappelons pour le confirmer les propos que Marx tint en 1875 afin d'expliquer pourquoi la Première Internationale soutenait la restauration d'un Etat polonais indépendant :

« Il n'y a pas la moindre contradiction dans l'aspiration du parti ouvrier international à voir renaître le peuple polonais. Au contraire. C'est seulement quand la Pologne aura recouvré son indépendance, c'est seulement quand le peuple polonais indépendant pourra de nouveau disposer de lui-même, c'est seulement alors que son développement

interne pourra reprendre (...). Le partage de la Pologne est le ciment qui soude les trois grandes puissances despotiques : la Russie, la Prusse et l'Autriche. Seule la renaissance de la Pologne peut rompre ce lien et par là écarter les obstacles les plus grands qui se dressent contre l'émancipation sociale des peuples européens. »

On peut donc avancer que la position ouvertement favorable à l'indépendance de la Pologne prise par le fondateur du socialisme scientifique lui a donné une vigoureuse impulsion et a fortifié les socialistes polonais réunis à Paris à la fin de novembre 1892 dans la conviction que la lutte difficile dans laquelle ils s'engageaient alors avait un sens.

Pendant l'hiver 1892-1893, les premiers émissaires du ZSSP, Stanislas Mendelson et Stanislas Wojciechowski, pénètrent dans la zone russe de la Pologne.

“De fades rêveries ont remplacé l'action”

Stanislas Wojciechowski fait un tableau de la situation qui régnait à Varsovie au début de 1893 :

« J'ai trouvé tout à Varsovie dans un état tout à fait déplorable : le naufrage complet ; le découragement et le pessimisme à l'égard de la possibilité de mener une activité permanente. Toutes les personnalités de tous les groupes sont compromises (auprès de la police) et sont en proie au découragement (...). Des débris (...) s'agitent vaguement sans plan ni but défini, dans l'attente continue d'une retraite sur les rives de la Vistule (...). Tous les programmes, tous les types d'organisation sont épuisés ; tout s'est révélé impropre. »

Voilà ce que constatait Stanislas Wojciechowski avec une amertume visible. Il ajoutait :

« De fades rêveries ont remplacé l'action. Où que tu arrives (...), partout tu ne trouves que des âmes lasses. »

Malgré les difficultés énormes et une atmosphère indubitablement démoralisante, dès mars 1893, les premiers cercles du PPS commencent à mener leur activité clandestine dans la Pologne russe.

“Esquisse d'un programme du Parti socialiste polonais”

Deux mois plus tard, en mai 1893, l'organe du ZZSP, *L'Aube*, édité à Londres, publie un document rédigé par Stanislas Mendelson, l'éditeur et le rédacteur en chef du journal, sous le titre éloquent : « *Esquisse d'un programme du Parti socialiste polonais (PPS).* »

L'esquisse s'ouvrait sur la phrase suivante :

« Cent ans sont passés depuis que l'ancienne République polonaise, attaquée par les trois puissances voisines, n'a pas été en état de trouver en son sein une force suffisante pour résister à l'invasion. »

Cette affirmation soulignait clairement que pour l'auteur de l'« Esquisse », la perte de l'indépendance de la Pologne découlait de la faiblesse interne dont elle souffrait alors.

Evoquant ensuite les conséquences palpables de la disparition de la Pologne comme Etat, Stanislas Mendelson soulignait qu'« *avec cette disparition, le développement de nos rapports sociaux s'est interrompu et le pays tout entier souffre de l'incapacité de nos classes dirigeantes ; l'organisme politique du pays enserré dans des fers réagissait de façon purement passive à la bourrasque des transformations de la vie sociale et n'était pas capable de donner aux nouvelles forces populaires naissantes la puissance du développement nécessaire.* »

La nécessité de l'indépendance

Ainsi, pour Stanislas Mendelson, si à la fin du XVIII^e siècle l'Etat polonais n'avait pas perdu son indépendance, « le développement de nos rapports sociaux » n'aurait pas été freiné aussi brutalement. Mendelson considérait comme une condition sine qua non du développement nécessaire des rapports sociaux l'existence de facto d'un Etat polonais pleinement indépendant qui aurait rendu possible et garanti ce développement.

Il souligne un peu plus loin :

« *La rencontre plus étroite de la vieille Pologne décadente avec le despotisme oriental de l'Etat russe a réveillé le poulus quasiment engourdi de la vie et des besoins politiques. Même notre aristocratie terrienne privilégiée, si débile à la fin du XVIII^e siècle, incapable de s'habituer à une société russe alors à un très bas niveau de développement, prit plusieurs fois les armes pour tenter de trancher à la pointe de l'épée les liens honteux qui rattachaient la Pologne à l'empire des tsars.* »

D'abord l'occupation russe...

La formule mérite de retenir l'attention. Parfaitement conscient que trois Etats, la Prusse, la Russie et l'Autriche, s'étaient partagé l'ancienne République polonaise, Mendelson voulait par cela faire comprendre à ses lecteurs que ses réflexions et ses analyses s'appliquaient d'abord aux territoires alors soumis à l'occupation russe.

C'est pourquoi il souligne l'expression « occupation russe » en plus des expressions « occupation, autrichienne » ou « les trois occupations ».

En outre, il ne fait pas le moindre doute pour l'auteur de l'« Esquisse » que « *les classes possédantes polonaises, en déclenchant à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècles la lutte armée avec le tsarisme pour la libération du pays, désiraient, ce faisant, préserver à tout prix le statu quo social et politique, et en particulier la position privilégiée qu'elles s'étaient acquises depuis de nombreux siècles* ». Pour lui, ces classes « *ne voyaient dans la libération du pays que le maintien de leur rôle de chef du peuple, rôle qu'elles n'avaient depuis longtemps plus la force de remplir* ».

De nouvelles formes de la vie économique

En analysant sous l'angle social, politique et économique les événements qui se sont déroulés depuis la chute de la

première république jusqu'en 1893, date de publication de l'« Esquisse », Stanislas Mendelson parvient à la conclusion suivante : « *Une grande révolution sociale s'est opérée dans notre pays : l'effondrement de l'ancienne économie agricole et la naissance d'un nouvel ordre économique.* »

Il en déduisait : « *Les nouvelles formes de la vie économique créent de nouveaux besoins, propulsent de nouvelles couches et indiquent au peuple tout entier le nouveau, le futur chef de sa vie politique.* »

La classe ouvrière polonaise remplace la szlachta

La classe ouvrière polonaise — car c'est en elle que Mendelson voit « *le nouveau, le futur chef de la vie politique du peuple tout entier* » — devrait, selon lui, remplacer la szlachta (la petite noblesse) impuissante, politiquement banqueroutière. Il rejette l'idée que la banqueroute politique de la szlachta signifie « *la mort de la pensée révolutionnaire en Pologne (...). Comme par dérision pour la politique de résignation de la szlachta (...)* est apparue dans notre pays (...) une nouvelle idée révolutionnaire, l'idée du socialisme international », affirmait Mendelson, qui ajoutait avec un vif optimisme : « *Sous sa parole vivifiante s'éveille une Pologne populaire prête à l'action, de plus en plus consciente de ses buts et des voies à emprunter.* »

La Pologne nobiliaire appartient au passé

Mendelson concluait son introduction en évoquant les membres de la szlachta qui avaient pris part à l'insurrection de l'hiver 1863-1864 : « *Les représentants, inconscients de l'Etat, de la petite noblesse (...), n'avaient pas compris que c'est seulement sur les décombres de la Pologne nobiliaire que se dresserait une nouvelle Pologne à l'avenir assuré, à la force invincible, la Pologne socialiste.* »

Pour lui, la Pologne nobiliaire appartenait entièrement au passé. Son retour à

ses yeux était absolument exclu. L'avenir appartenait de façon absolument irréversible à une Pologne entièrement différente qui se dessinait à l'horizon, une Pologne socialiste.

De l'oppression et l'exploitation...

Dans ses réflexions sur les rapports sociaux dominants à la fin du XIX^e siècle, Mendelson souligne nettement : « *Comme partout les masses travailleuses sont chez nous livrées à l'exploitation capitaliste et la vie économique du pays est soumise comme partout à une spéculation individuelle débridée. Comme partout chez nous le nombre des expropriés ne cesse de croître, et le développement de l'économie capitaliste sape tout le secteur économique indispensable. Comme partout chez nous les masses travailleuses sont de plus en plus dépendantes d'une poignée d'exploiteurs nationaux et étrangers.* »

... à la conscience de classe...

En utilisant la méthode marxiste d'analyse des rapports sociaux, Mendelson parvient à la conclusion que, « *au sein de notre société* », se déroule une intense lutte des classes « *qui repose sur l'oppression économique ; les esclaves du capitalisme se soulèvent, se révoltent, d'abord en tant qu'individus opprimés, puis, au fil du temps, ils acquièrent la conscience de leurs intérêts de classe. Ils commencent alors à comprendre la nécessité d'instaurer de nouvelles formes de vie sociale commune et dès lors interviennent sur l'arène de la lutte non seulement au nom de leurs intérêts de classe quotidiens, mais au nom des intérêts du pays, et exigent une transformation complète des rapports sociaux.* »

Mendelson voulait persuader les travailleurs polonais qu'au-delà des intérêts de classe ouvriers existaient aussi des intérêts d'un rang supérieur. C'est pourquoi il soulignait d'un côté : « *Le Parti socialiste polonais est le représentant des intérêts du prolétariat* », et, de l'autre :

« *Seul un parti socialiste (...) est le représentant des intérêts nationaux et non de privilèges de classe (...). Lui seul peut sauver le pays de la politique suicidaire que nous imposent nos classes dirigeantes et notre petite bourgeoisie.* »

Intérêts de classe et intérêts nationaux

Il s'efforçait de convaincre les travailleurs polonais qu'entre les deux types d'intérêts cités ci-dessus, il n'y avait, malgré les apparences, aucune contradiction. « *Les intérêts du prolétariat et ceux du pays prenant en compte le profit qu'en tire le peuple tout entier, toute la société, (...) tous* » se recouvrent mutuellement. Ils sont carrément identiques.

Seuls les travailleurs polonais, à l'exclusion des classes possédantes polonaises marquées par l'égoïsme et l'esprit réactionnaire, et qui, selon Mendelson, s'étaient entièrement soumises aux « *conditions politiques imposées à nous par la Russie* », étaient prédestinés par l'histoire à « *obtenir pour le pays une existence nationale politique indépendante* » en rompant « *la coexistence paralysante avec le tsarisme* ».

Et avec un bel optimisme, Mendelson déclarait : les travailleurs polonais, grâce à leur anti-égoïsme et à leur position anti-tsariste conséquente, « *arracheront avec le slogan du socialisme ce que le démocratisme romantique n'a pas atteint et ne pouvait atteindre* ».

Des conditions favorables à la lutte ultérieure pour le socialisme

La conquête d'une « République démocratique indépendante » sous la direction du Parti socialiste polonais et sans l'aide des révolutionnaires russes devait signifier en pratique, selon Mendelson, la création de conditions favorables à la lutte pour le socialisme.

Grâce à la « *liberté totale de parole, de presse, de réunion et d'association* »,

les ouvriers polonais obtiendraient une liberté d'action illimitée dans leur Etat libéré des chaînes du tsarisme et auraient donc ainsi la possibilité de se renforcer politiquement.

L'utilisation des voies parlementaires

Dans la lutte pour le socialisme, dès l'étape de la « République démocratique indépendante », le Parti socialiste polonais pensait utiliser les voies parlementaires ou réformistes (« *le vote direct, universel et secret, la législation populaire* »). Mendelson affirmait à ce propos dans l'« Esquisse » :

« *Le Parti socialiste polonais, comme parti ouvrier indépendant, s'appuyant sur l'action collective des masses, obtiendra (...) sur le plan économique (...) la collectivisation progressive de la terre, des moyens de production et des moyens de communication.* »

La restauration de l'indépendance polonaise ne débouchera pas néanmoins sur la liquidation immédiate des rapports capitalistes dans la sphère de la production et de la propriété. Pendant un certain temps, grâce à l'utilisation de la voie parlementaire, il faudra parvenir à éliminer dans la législation du travail toutes les dispositions anti-ouvrières manifestement pathologiques.

Dans la « République démocratique indépendante », les ouvriers devraient en particulier obtenir la journée de travail de huit heures, un salaire minimum, à travail égal salaire égal pour les hommes et les femmes, des assurances garanties par l'Etat contre les accidents, la perte de travail, la maladie, la vieillesse, la création d'une inspection du travail élue par les travailleurs eux-mêmes et le droit de grève sans limitation.

Les créateurs du Parti socialiste polonais étaient certainement pleinement conscients que le socialisme ne sortirait pas de là comme un lapin d'un chapeau. Leur attitude devait être, selon Mendelson, marquée par un profond réalisme. Le PPS n'avait pas l'intention de jouer le rôle d'un « *architecte social sentimental* », mais « *d'une organisation politique consciente des masses travailleuses* ».

Achever la préparation à la lutte ultérieure

Pour résumer ces remarques ci-dessus, il faut souligner que, dans les conditions d'une République démocratique indépendante non encore socialiste aux frontières non définies dans l'« Esquisse », le prolétariat polonais devait consolider ses rangs, se renforcer, acquérir les connaissances indispensables grâce à « *l'instruction gratuite, obligatoire, universelle et intégrale* », mûrir et achever ainsi sa préparation à la lutte ultérieure.

Après avoir conquis son Etat, le prolétariat polonais ne devait pas se reposer sur ses lauriers. C'est seulement lorsqu'il disposerait d'une authentique et adéquate force politique qu'il serait en mesure d'obtenir le pouvoir politique, et cela sans qu'il soit nécessaire de recourir à des moyens dictatoriaux (la « dictature du prolétariat »).

L'obtention du pouvoir politique par le prolétariat polonais ne pourrait signifier qu'une seule chose : la réalisation, en pratique, de l'idée d'une Pologne indépendante, et donc la liquidation une fois pour toutes de tous les ordres et privilèges de classe dans l'Etat polonais.

Ryszard Rauba

Préface à l'édition polonaise de 1892 du Manifeste communiste

Le fait qu'une nouvelle édition polonaise du *Manifeste communiste* soit devenue nécessaire suggère diverses considérations.

D'abord il est remarquable que récemment le *Manifeste* soit devenu en quelque sorte un instrument de mesure du développement de la grande industrie sur le continent européen. Dans la mesure où la grande industrie s'étend dans un pays, on voit grandir chez les travailleurs de ce pays le besoin d'être éclairés sur leur situation de classe ouvrière face aux classes possédantes ; le mouvement socialiste se répand parmi eux et le *Manifeste* est de plus en plus demandé, de sorte que l'on peut mesurer assez exactement non seulement l'état du mouvement ouvrier, mais aussi le degré de développement de la grande industrie dans chaque pays au nombre d'exemplaires du *Manifeste* diffusés dans la langue nationale.

En ce sens, la nouvelle édition polonaise marque un progrès décisif de l'industrie polonaise. Et il ne peut faire de doute que depuis la dernière édition parue il y a dix ans, ce progrès s'est effectivement produit. La Pologne russe, la Pologne du Congrès, est devenue le grand district industriel de l'Empire russe. Alors que la grande industrie russe est éparpillée de façon sporadique — une partie sur le Golfe de Finlande, une partie au centre (Moscou et Vladimir), une troisième sur la mer Noire et la mer d'Azov, d'autres encore dispersées ailleurs — l'industrie polonaise est concentrée sur un espace relativement restreint et connaît les avantages et les inconvénients résultant de cette concentration. Les avantages, les industriels russes concurrents les ont reconnus en réclamant des barrières douanières contre la Pologne malgré leur ardent désir de transformer les Polonais en Russes. Les inconvénients — pour les

fabricants polonais et pour le gouvernement russe —, ils apparaissent dans la diffusion rapide des idées socialistes parmi les ouvriers polonais et dans la demande croissante du *Manifeste*.

Le rapide développement de l'industrie polonaise, qui a dépassé celui de l'industrie russe, est pour sa part une nouvelle preuve de la force vitale indestructible du peuple polonais et une garantie nouvelle de sa restauration nationale imminente. Or la reconstitution d'une Pologne indépendante et forte est une affaire qui ne concerne pas seulement les Polonais, mais nous tous.

Une collaboration internationale sincère de toutes les nations d'Europe n'est possible que si chacune d'elles est parfaitement autonome chez elle. La révolution de 1848 qui, sous l'étendard prolétarien, a seulement en fin de compte fait exécuter à des prolétaires combattants le travail de la bourgeoisie, a réalisé aussi grâce à ses exécuteurs testamentaires Louis Bonaparte et Bismarck l'indépendance de l'Italie, de l'Allemagne, de la Hongrie ; mais la Pologne qui depuis 1792 a plus fait pour la révolution que ces trois pays pris ensemble, on l'a abandonnée à elle-même lorsqu'en 1863 elle a succombé devant la puissance russe, dix fois supérieure. La noblesse n'a su ni conserver ni reconquérir l'indépendance de la Pologne ; et aujourd'hui celle-ci est pour le moins indifférente à la bourgeoisie. Et elle est pourtant une nécessité pour la collaboration harmonieuse des nations européennes. Elle ne peut être conquise que par la lutte du jeune prolétariat polonais, et avec lui elle est en bonnes mains. Car les travailleurs de tout le reste de l'Europe ont tout autant besoin de l'indépendance de la Pologne que les ouvriers polonais eux-mêmes.

Friedrich Engels
Londres, le 10 février 1892.

Le socialisme polonais vu par l'*Encyclopédie socialiste*

Le Parti socialiste polonais

Le Parti socialiste polonais, généralement désigné par les initiales PPS (Parti polonais socialiste) — initiales placées dans un ordre qui semble symboliser sa préoccupation nationale, est une des plus anciennes organisations socialistes de l'Empire russe. Dès 1883 on trouve des traces de son activité dans la région de Varsovie, alors de beaucoup la plus industrielle de tout l'Empire.

Le PPS depuis sa fondation, a toujours placé à la base de toute son action la lutte pour le rétablissement de l'indépendance nationale de la Pologne, continuant ainsi la tradition de tous les partis démocratiques nationaux qui, depuis le démembrement de cette nation infortunée, à la fin du XVIII^e siècle, n'ont pas cessé de formuler cette revendication en tête de leur programme. Il prétend se rattacher à tous les héros nationaux qui, depuis Kosciusko, confondirent toujours dans un même sentiment leur haine de l'oppresser étranger et leurs aspirations démocratiques. N'est-ce pas, disent-ils, la tradition de tous ces grands patriotes polonais du XIX^e siècle, pour la cause desquels le peuple de Paris se soulevait en 1848, et qui en retour donnait vingt ans plus tard à la Commune ses meilleurs généraux, les Dombrowski et les Wroblewsky, héros à la fois de l'indépendance polonaise et du premier soulèvement révolutionnaire du prolétariat ?

On sait que sur les 23 millions de Polonais, le plus grand nombre est actuellement partagé entre trois Etats : 12 millions se trouvent en territoire russe, 5 millions en territoire autrichien, 4 millions en territoire prussien. Près de 2 millions ont enfin émigré en Amérique.

Aussi le PPS s'étend-il également sur la Pologne russe, autrichienne et prussienne. Nous n'étudierons pour le moment que

son organisation dans la Pologne russe, « le grand-duché de Varsovie ».

Nous avons déjà indiqué la longue controverse qui depuis plus de vingt ans met aux prises les socialistes du PPS qui considèrent que « la tâche immédiate du prolétariat polonais est de renverser la domination russe dans les terres polonaises » et qui croient que « seule la suppression du joug étranger ouvrira au prolétariat polonais la voie vers sa complète émancipation » et les social-démocrates polonais qui soutiennent que le prolétariat polonais doit purement et simplement joindre ses efforts à ceux du prolétariat russe pour poursuivre avec lui le renversement du tsarisme.

C'est également ce dernier point de vue qui est adopté par le Bund — dans une large mesure — une organisation polonaise.

Cette situation du mouvement polonais — encore plus divisé que le mouvement russe — a encore été compliquée depuis cinq ans par la scission qui s'est produite au sein du PPS entre deux fractions qui s'intitulent l'une « *fraction révolutionnaire* », et l'autre « *fraction de gauche* ».

Cette dernière, en répudiant le terrorisme, en reprochant à l'autre section du Parti la prédominance donnée par lui à la lutte nationale, en affirmant sa volonté de lutter côte à côte avec le prolétariat russe, ne se trouve plus séparée que par des nuances infimes de la social-démocratie polonaise et du Bund, avec lesquels elle vient de former une alliance étroite pour les dernières élections à la quatrième Douma, que la fraction révolutionnaire prétendait boycotter. Cette coalition de forces socialistes est même parvenue à remporter une remarquable victoire à Varsovie où, pour la première fois, le siège a été conquis par un socialiste, Jagello.

Dans son congrès secret tenu en juin dernier à Varsovie et auquel assistaient

33 délégués, la fraction de gauche s'est particulièrement félicitée de son activité sur le terrain économique, où, d'accord avec les syndicats, elle a fait aboutir plusieurs grèves importantes. Elle a, d'autre part, organisé, pour protester contre les abominables massacres dont avait été récemment victimes les travailleurs de la Lena, en Sibérie, une grève générale de 24 heures, qui a réuni à Varsovie et à Lodz, plus de 30 000 ouvriers.

Le congrès a ainsi précisé sa tactique :

« La tâche la plus importante qui s'impose au parti est de créer une forte et vaste organisation, qui pourrait suffire à toutes les besognes créées par la vie et le mouvement ouvrier dans toutes leurs formes. »

L'action électorale doit être un des moyens d'étendre l'influence du parti et d'approfondir la conscience socialiste et révolutionnaire.

Le parti doit organiser, à propos de toutes questions politiques et sociales intéressant le mouvement ouvrier, des actives campagnes politiques et la campagne pour la liberté des coalitions en est la plus pressée.

Le parti doit prendre l'initiative et organiser la lutte économique et en même temps démontrer à la masse ouvrière que seulement les syndicats professionnels, libres et fonctionnant régulièrement et en contact immédiat avec la masse, peuvent conduire une action méthodique et efficace. C'est dans ce but que le parti doit faire un effort considérable pour créer des organisations et une presse professionnelle légale.

Le parti doit, dès que la nouvelle loi sur les assurances ouvrières sera promulguée, tout en démontrant les vices profonds de cette réforme, appeler la classe ouvrière à tâcher de prendre dans ses mains la gestion de ces caisses et de faire de ces institutions les noyaux d'action de la classe ouvrière.

Les coopératives de consommation, les institutions d'instruction, la presse périodique doivent toutes servir, outre leur but immédiat, comme moyens de propagande de classe et d'organisation socialiste. »

La « fraction révolutionnaire » prétend être aujourd'hui tout l'ancien PPS, depuis que l'autre fraction a, dit-elle, dans son

action, « renoncé à l'indépendance de la Pologne, idée principale de l'ancien PPS ».

Quoiqu'il en soit, elle ne groupe évidemment qu'une faible fraction des éléments que le PPS comprenait avant la scission, puisqu'il comptait alors (en 1907) 23 000 camarades organisés, alors que cette fraction n'en accuse plus que 3 500. Il est évident, d'ailleurs, que la répression gouvernementale et le fléchissement du mouvement révolutionnaire à sa suite, en Pologne, comme sur tous les points de l'empire, sont aussi des causes certaines de cette diminution de forces.

La fraction révolutionnaire du PPS a publié un grand nombre de journaux et de brochures dans ses imprimeries secrètes. Un coup assez sérieux lui a été porté par la découverte par la police, en septembre 1909, de son imprimerie centrale, qui possédait un moteur électrique.

Son principal organe est le *Rabotnik* (L'Ouvrier). Il faut encore citer le *Lodzianin* (Journal de Lodz) ; le *Gornik* (Le Mineur) ; *Na Barykady* (Aux barricades), à Varsovie ; *Brzask* (L'Aurore) ; la *Gazetta Ludowa* (Journal du peuple), etc.

Cette fraction polonaise qui a pratiqué avec acharnement le boycottage de la Troisième Douma, a une confiance quelque peu exagérée dans le terrorisme et a constitué une « organisation de combat ». Elle se flatte dans son rapport au Congrès de Copenhague, « d'avoir ainsi supprimé 175 instruments de l'autocratie, dont 67 mouchards ». D'autre part, 41 de ses membres furent fusillés sur les décisions des conseils de guerre de 1907 à 1910, et des centaines d'années de travaux forcés, de prison préventive, de déportation furent infligées à des militants.

D'après les chiffres qu'elle fournissait dans son dernier rapport officiel, la « fraction révolutionnaire » du PPS avait eu des recettes s'élevant pour les trois années de 1907 à 1910, tant pour « l'organisation de combat » que pour ses autres œuvres, à 335 000 francs, tandis que les dépenses atteignaient 327 949 francs, laissant par conséquent un solde de 7 206 francs (1).

(1) Rapport au Congrès de Copenhague, page 13.

Jean Jaurès et la II^e Internationale

Il y a peu d'hommes dont le destin personnel peut (ou aurait pu) faire basculer l'histoire mondiale dans un sens ou dans l'autre, pour le pire ou pour le meilleur.

Jean Jaurès est de ceux-là.

Que se serait-il passé s'il n'avait pas été assassiné le 31 juillet 1914, quatre jours avant le déclenchement de la Première Guerre mondiale ?

Aurait-il pu, par la seule puissance de son éloquence et sa force de persuasion, empêcher que s'engage cette folie meurtrière contre laquelle il s'est battu jusqu'à son dernier souffle ? Aurait-il évité que son parti — le Parti socialiste-SFIO — et la II^e Internationale ne sombrent dans le ralliement à la guerre et l'union sacrée, aussi bien en France qu'en Allemagne ?

Ces questions restent à jamais posées et resteront sans réponse !

Tout s'est pourtant joué en quelques jours, pendant lesquels Jaurès est devenu l'homme le plus insulté et le plus détesté de France, en premier lieu par la droite nationaliste qui rêvait de la « revanche » contre l'Allemagne après la défaite de 1870 et la perte de l'Alsace-Lorraine !

On connaît la suite et ses conséquences pour toute l'histoire du XX^e siècle.

Les héritiers actuels des « socialistes » qui se sont ralliés à la guerre en 1914 et même ceux des « va-t-en-guerre » de l'époque, reconnaissent maintenant que la Grande Guerre a été une immense « connerie » (Jacques Prévert).

Ceux-ci, qui auraient sans aucun doute hurlé avec les loups s'ils avaient vécu à cette époque, n'hésitent pourtant pas à se réclamer aujourd'hui de l'héritage de Jaurès — on l'a vu dans la campagne présidentielle de 2007 ! Certains hom-

mages posthumes sont un peu indécents, surtout lorsqu'on sait ce que fut le « vrai » Jaurès.

Un brillant intellectuel

Jean Jaurès est né en 1859 à Castres, dans le Tarn. Sa famille comptait plusieurs militaires, deux oncles et, notamment, Benjamin Jaurès, qui était amiral et sera même ministre de la Marine en 1889.

Mais ses parents, Jules et Adélaïde, exploitaient une petite ferme aux revenus modestes. « *On se débrouillait* », a-t-il écrit plus tard. Il a un frère plus jeune d'un an : Louis, qui deviendra également vice-amiral puis député après la guerre de 1914.

C'est grâce à l'école que cet excellent élève va connaître une ascension intellectuelle et sociale très brillante. Repéré par un inspecteur général, il devient boursier et peut suivre des études secondaires qui l'amènent à Paris au lycée Louis-le-Grand pour préparer le concours d'entrée à Normale Sup où il est reçu premier en 1878. Jaurès passe l'agrégation de philosophie en 1881 (troisième derrière Bergson, deuxième !) et demande un poste de professeur au lycée d'Albi pour se rapprocher de ses parents. Son père meurt en 1883 et il devient maître de conférences à l'université de Toulouse.

Les élections de 1885 (scrutin de liste départemental) lui permettent de devenir une première fois député — le plus jeune de l'Assemblée — sur une liste « républicaine ». Mais il a été élu grâce à sa parenté avec son oncle amiral et grâce à ses titres universitaires et, plus tard, il portera

un jugement sévère sur lui-même et sa première expérience politique nationale : « *Ignorant de toute chose, je ressentais un optimisme frivole et un malaise inexprimé.* » En 1889, il ne sera pas réélu député.

Entre-temps, en 1886, il s'est marié avec une jolie jeune fille de bonne famille, Louise Bois, catholique pratiquante qui fera baptiser leurs deux enfants et leur fera faire leur communion.

Il commence une collaboration avec le journal *La Dépêche*, où il tiendra pendant cinq ans une chronique littéraire (signée *Le lecteur*). Occupé à d'autres tâches, il continuera néanmoins de rédiger des articles périodiquement jusqu'en 1914, car même au plus fort des batailles sociales et politiques, il continue de dévorer les livres contemporains pour ses articles, et classiques pour entretenir son immense culture (Anatole France raconte qu'il l'a rencontré en juin 1914, lisant une pièce d'Euripide dans la version originale en grec !).

Et sur le plan politique, il est simplement conseiller municipal à Toulouse, ce qui lui permet de faire du « concret », et lui laisse le temps de faire sa thèse de doctorat de philosophie « *Sur la réalité du monde sensible* », et surtout sa thèse complémentaire sur « *les origines du socialisme allemand* », écrite en latin et après avoir lu Kant, Hegel et Marx directement dans le texte en allemand !

Evidemment, ce travail universitaire aura une grande influence sur sa pensée politique en lui permettant de comprendre que, dans la société industrielle, c'est la question sociale qui est désormais au centre de tout et que la « collectivisation de la production » est la solution pour éviter la concentration des richesses dans les mains d'un petit nombre de personnes aux dépens du plus grand nombre. En 1889, il se lie d'amitié avec Lucien Herr, le bibliothécaire de l'École normale supérieure, disciple de Marx et intellectuel socialiste qui a joué un très grand rôle dans sa formation politique comme dans celle de nombreux normaliens.

Un autre événement va marquer profondément son évolution politique : le massacre de Fourmies le 1^{er} mai 1891. La troupe a tiré sur la foule des ouvriers

du textile qui manifestaient pour les « huit heures de travail par jour », tuant neuf personnes dont deux enfants... Jaurès n'a pas pris position dans un premier temps, mais lorsqu'il apprend que c'est le militant socialiste local, Culine, organisateur de la manifestation, qui est rendu responsable du massacre par la justice, Jaurès est révolté : « *Je me considérerais comme un lâche si je n'affirmais pas que je suis uni à eux d'esprit et d'âme.* »

La rencontre avec le monde ouvrier

Et il ne va pas tarder à faire l'expérience concrète des grèves ouvrières, de la répression patronale et policière, bref, de la lutte de classe qu'il n'a rencontrée jusqu'alors que dans les livres. En 1892, à Carmaux, Jean-Baptiste Calvignac, un ouvrier mineur, est démocratiquement élu maire de la ville avec 65 % des voix. Mais il est licencié par le patron — le marquis de Solages — parce que, pour exercer son mandat de maire, il doit parfois s'absenter de son travail. Que signifie le suffrage universel si seuls les riches et les oisifs peuvent exercer un mandat démocratique ?

En fait, il s'agissait d'un prétexte pour lui faire payer les deux grèves que, depuis 1883, les mineurs de Carmaux avaient menées contre le patron qui affiche ouvertement ses engagements monarchistes. Dans une série d'articles de *La Dépêche*, Jaurès soutient Calvignac et exige sa réintégration.

Et lors d'un meeting à Toulouse, il rencontre pour la première fois Jules Guesde, l'un des fondateurs du Parti ouvrier français, l'une des nombreuses « sectes » rivales d'un socialisme français profondément divisé.

Jaurès décide de se présenter à Carmaux aux élections législatives de 1893 et il est élu député, mais cette fois sur un programme « socialiste ». Il commence également une collaboration au journal *La Petite République* et fonde avec un ami instituteur (Jean Roché), révoqué pour avoir soutenu Jaurès aux élections, un petit journal local : *Le Cri des travailleurs*.

Il s'installe également à Carmaux où il préside le Cercle d'études sociales — sorte d'école de formation — qui sert aussi bien aux syndicalistes qu'aux « socialistes » qui ne savent pas très bien à quel parti — il y en a quatre — il faut adhérer !

En 1895, une grève générale éclate à la verrerie de Carmaux, dont le patron — républicain ! — est Eugène Ressayeur. Jaurès devient « conseiller » des grévistes. Mais comme il pressent que la grève qui dure risque de se solder par un échec, il va soutenir le projet de quitter la verrerie patronale de Carmaux et de créer une coopérative ouvrière en s'exilant à Albi ! Il inaugure ainsi une forme originale, « proudhonienne », de socialisme réel ! Mais il faut de l'argent pour créer la « verrerie ouvrière d'Albi, la VO ». Il va emprunter 100 000 francs à Henri Rochefort, ancien communard, mais qui est devenu boulangiste et antisémite, puis il convainc les autres coopératives et les syndicats d'investir 100 000 francs... et la coopérative peut ouvrir.

Mais, face aux verreries capitalistes, la VO connaîtra les pires difficultés, exigera de très grands sacrifices de la part des ouvriers. Elle tiendra... Mais Jaurès comprendra les limites du « socialisme coopératif » au sein d'une société dont les patrons et les banquiers conservent les leviers de commande.

Il est aussi devenu le porte-parole des grèves ouvrières — notamment chez les mineurs, au Creusot, à Saint-Etienne, dans le Nord. Il est réclamé partout pour tenir des meetings. Il passe sa vie dans les trains ou sur les estrades, vit très modestement et ne s'accorde que quelques semaines de repos l'été dans la maison familiale.

En 1896, il participe pour la première fois à un congrès de l'Internationale à Londres...

A Paris, on découvre à la Chambre des députés un immense orateur qui allie le geste à la parole, les mains tendues vers le public, le corps qui plonge vers lui, ou le bras levé vers le ciel. « Ses adversaires, fascinés et admiratifs, écoutaient suspendus à ses lèvres le torrent de son discours qui roulait irrésistible,

éveillant les énergies, entraînant les volontés. »

Il est alors l'un des quarante députés socialistes à la Chambre... Mais qui n'appartiennent pas tous au même parti, certains étant même des « indépendants », comme Alexandre Millerand qui est le leader du groupe parlementaire !

Quel parti socialiste ?

Même s'il s'est présenté en 1893 sur un programme « guesdiste », il a présidé en 1896 à la création d'une coopérative ouvrière d'inspiration « proudhonienne » soutenue par une autre branche du socialisme français — que Guesde condamnait !

C'est le problème du socialisme français : quatre partis, des syndicats — qui fusionnent en 1895 en créant la CGT — des groupements divers... Comment s'y retrouver ?

Paradoxalement, c'est sa défaite aux élections de 1898, face au marquis de Solages et à cause de ses prises de position dans l'affaire Dreyfus (*voir plus loin*), qui va lui permettre d'œuvrer à ce qu'il conçoit comme fondamental : réaliser l'unité des socialistes en un seul parti.

La tâche va s'avérer particulièrement difficile ! D'abord, parce que la CGT est beaucoup plus révolutionnaire que les divers groupes socialistes rivaux mais qui sont très attachés à l'action parlementaire, surtout lorsque Alexandre Millerand accepte un poste ministériel en 1899 dans le gouvernement Waldeck-Rousseau, ce que Jaurès approuve !

La deuxième difficulté concerne précisément l'affaire Dreyfus. « *Dans l'affaire Dreyfus, Jaurès se révéla dans toute sa puissance. Contre Guesde et Vaillant qui considéraient l'affaire Dreyfus comme une querelle de coteries capitalistes à laquelle le prolétariat devait rester indifférent, Jaurès y voyait la lutte contre le cléricalisme, la réaction, la haine de race, l'aveuglement militariste, les intrigues sourdes de l'état-major, la servilité des juges, toutes les bassesses que peut mettre en action le parti de la réaction pour arriver à ses fins* » (Léon Trotsky, 1917).

Jaurès s'engage à fond

Ainsi, contre d'autres dirigeants du socialisme français, Jaurès s'engage à fond, prenant le relais d'Emile Zola après le départ de celui-ci pour se réfugier en Angleterre afin d'échapper à la condamnation qui a été prononcée contre son J'accuse.

Jaurès publie *Les Preuves* de l'innocence de Dreyfus et répond à l'avance aux critiques de son camp : « *Si Dreyfus est innocent, il est dépouillé par l'excès même du malheur de tout caractère de classe. Il est seulement un exemplaire de l'humaine souffrance en ce qu'elle a de plus poignant. Il est le témoin vivant du mensonge militaire, de la lâcheté politique, des crimes de l'autorité.* »

Il parcourt la France, de meeting en meeting, acquiert une renommée extraordinaire — et concentre contre lui la haine des antisémites, des nationalistes et des catholiques, ce qui est la raison principale de son échec aux élections de 1898.

Il trouve tout de même le temps de rédiger plusieurs livres, notamment une monumentale *Histoire socialiste de la Révolution française*, dans laquelle, sans négliger la place des grands hommes et le récit haletant des événements, il inaugure pour la première fois la place accordée aux phénomènes sociaux et économiques — synthèse entre Michelet et Marx.

En 1900, pour tenter de surmonter les divisions, il accepte une confrontation avec Guesde qui sera publiée dans une brochure : *Les deux méthodes*. Malgré les caricatures de leurs disputes, la discussion reste cordiale, mais n'aboutira pas.

Les désaccords sont clairs : outre les divergences sur l'affaire Dreyfus, Guesde est sur une position intransigeante : contre le « ministérialisme » de Millerand, contre l'indépendance (rivalité) des syndicats. Jaurès est plus réformiste, considérant que toute réforme, toute amélioration obtenue dans le cadre parlementaire est bonne à prendre. Il est pour « l'autonomie » des syndicats qui doivent agir sur leur propre plan.

En 1901, Guesde rompt les contacts et fonde son propre parti : le Parti socialiste de France.

Jaurès, dépité, rassemble ses partisans dans le Parti socialiste français et il est réélu député à Carmaux en 1902.

En 1903, il est élu vice-président de la Chambre des députés et se rapproche de certains radicaux avec lesquels il lui paraît possible de passer des alliances sur certaines questions : les droits de l'homme, la laïcité... Il permet également la réouverture de l'affaire Dreyfus qui aboutira à sa réhabilitation en 1906.

En 1904, il crée son journal : *L'Humanité*, journal socialiste, dont il est le directeur et dont il refusera toujours qu'il devienne l'organe officiel du parti, même après son unification en 1905. Son titre est tout un programme et le journal restera ouvert à toutes les tendances du mouvement ouvrier : syndicalistes... mais aussi aux dreyfusards et aux intellectuels. En 1914, il tire à 150 000 exemplaires.

Il participe à son deuxième Congrès de l'Internationale qui condamne le ministérialisme de Millerand. Jaurès se soumet, ce qui enlève l'un des principaux obstacles à l'unité des socialistes français, par ailleurs mis « en demeure » de s'unir par les dirigeants de l'Internationale.

1905 : la loi de séparation, l'unité du parti

C'est dans le combat pour la « séparation » de l'Église et de l'État — qui aboutira à la loi de décembre 1905 — que l'unité des socialistes va pouvoir enfin se réaliser.

Jaurès a joué un rôle de premier plan dans la bataille pour la laïcité de l'école et de l'État. C'est l'un des combats essentiels de toute sa vie. C'est une question de principe : la liberté de conscience (croire ou ne pas croire) est la première des libertés, parce qu'elle procède de l'exercice de la réflexion, de l'usage de la raison et de l'intelligence. L'État et l'école ne doivent pas reconnaître, enseigner, imposer une croyance religieuse ou philosophique, encore moins un « dogme qui ne fait pas appel à la seule raison ». Il ne sépare jamais la laïcité de l'État et celle de l'école, reprenant les formules

de Condorcet ou de Victor Hugo qui disaient que l'éducation de l'enfant a pour finalité la conquête de sa liberté, ce qui suppose « *l'émancipation de ses trois maîtres : le père de famille, le prêtre et le maître d'école lui-même* ».

Jaurès entame d'ailleurs une nouvelle collaboration régulière avec la *Revue de l'Enseignement primaire et primaire supérieur*, qui durera jusqu'à sa mort, ce qui montre l'attachement prioritaire qu'il accorde aux questions d'enseignement.

La séparation de l'Eglise et de l'Etat constituait un enjeu crucial pour les républicains. Depuis Napoléon Bonaparte (1801), la France vivait sous le régime du Concordat qui reconnaissait l'Eglise catholique comme « *la religion de la majorité des Français* » et lui donnait un rôle dominant dans la société française. Les lois scolaires de Jules Ferry (école gratuite, obligatoire et laïque) de 1881-1882 avaient entamé son influence, mais la loi Falloux de 1850 n'avait pas été abrogée et l'Eglise avait pu conserver « ses » écoles dans lesquelles elle dispensait un enseignement catholique. Et même — ce qu'on ignore souvent — dans l'instruction morale donnée dans les écoles laïques, les « devoirs envers Dieu » restaient toujours au programme !

Or l'Eglise catholique de la fin du XIX^e siècle était particulièrement conservatrice. Le pape Pie IX avait condamné les « *80 erreurs du monde moderne* » dans le Syllabus de 1864, réfutant tout ce qui constituait des progrès scientifiques, politiques et sociaux. En 1870, le Vatican proclame l'infailibilité pontificale en matière de foi et de mœurs. En 1890, du bout des lèvres, l'Eglise de France admet la République, mais, en majorité, les catholiques restent réactionnaires et monarchistes. Enfin, son comportement pendant l'affaire Dreyfus l'a gravement compromise aux côtés des pires antisémites (« *La Croix, le journal le plus antijuif de France* »).

Pour Jaurès, pour les radicaux et les républicains en général, défendre la République et les droits de l'homme impliquait de remettre l'Eglise à sa place — non pas interdite, mais ramenée à la sphère privée. Si les hommes souhaitent des cérémonies, des sacrements, des

rites, le mariage religieux ou les funérailles, c'est leur droit. S'ils veulent donner une instruction religieuse à leurs enfants en plus de l'instruction publique, ils en ont la possibilité.

Mais les institutions publiques et sociales doivent régir la vie en commun de tous les citoyens, sans considération de leurs opinions privées et de leurs croyances.

Le combat fut extrêmement rude et Jaurès eut d'abord à combattre les plus intransigeants de son propre camp (laïque), farouches anticléricaux comme Combes ou Clemenceau qui souhaitaient fermer les églises et interdire les manifestations du culte. Il réussit à rallier Aristide Briand qui présenta le projet à la Chambre.

Et il a surtout fallu combattre l'opposition du pape Pie X et des catholiques qui s'appuyaient sur les forces les plus conservatrices pour fomenter des troubles et préparer un coup d'Etat !

La loi de 1905 est donc une loi de compromis qui reconnaît l'Eglise comme une « association – loi 1901 » qui bénéficie de tous les droits démocratiques (expression, réunion...).

Article 1^{er} : « *La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes [...].* »

Article 2 : « *La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte [...].* »

Au cours de cette bataille — qui avait commencé dès 1903 — Jaurès a de nouveau acquis un prestige extraordinaire qui sera décisif pour permettre enfin l'unification des socialistes dans la SFIO au Congrès du Globe en avril 1905. Jaurès est minoritaire sur ses positions, mais son prestige personnel est tel qu'il va véritablement s'imposer comme le « chef » du parti, Section française de l'Internationale ouvrière : l'habitude a été prise (jusqu'en 1971 !) de l'appeler ainsi et cela suffit à souligner l'importance que l'Internationale a joué pour permettre à l'unité de se réaliser. Jaurès ne l'oubliera pas.

L'Internationale

Au fil des congrès de la II^e Internationale et en liaison avec les tensions qui se

multiplie entre les grandes puissances, notamment dans les conflits coloniaux, Jaurès a compris l'importance vitale des contacts et des relations nouées entre les différents partis socialistes de pays qui, pourtant, sont en conflit et parfois en guerre.

A la veille de sa mort et de la déclaration de guerre en 1914, il dira encore à Huysmans qui dirige l'Internationale : « *Même si la guerre devait tout balayer, maintenez à tout prix l'Internationale.* »

C'est grâce à elle qu'il va se débarrasser de ses préjugés — très répandus à l'époque — sur la supériorité de la culture gréco-latine et rompre avec les ambiguïtés sur la « mission civilisatrice » des métropoles coloniales. Il s'initie à d'autres cultures (Japon), fait un voyage en Amérique latine en 1911 (il apprend l'espagnol et le portugais pendant la traversée en utilisant sa connaissance de l'occitan !) et devient un farouche opposant à la colonisation en reconnaissant les qualités de la culture arabo-musulmane que les « *brutalités de la conquête ont écrasée* ». Il comprend que l'humanité est plurielle et riche de sa diversité... et il y a très peu d'intellectuels et d'hommes politiques qui partagent ce point de vue à l'époque.

En 1911, il a écrit *L'armée nouvelle* qui prend comme référence les soldats de l'An II, une armée de citoyens, et rejette la « caste des officiers » professionnels de la guerre.

Mais, hélas, le début du XX^e siècle est marqué par la multiplication des conflits et des rivalités (Turquie, Maroc, Balkans...). Jaurès cherche toujours les responsabilités des « fauteurs de guerre » et les condamne dans une formule qui les rassemble toutes : « *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage.* »

Jaurès pense aussi que « l'arbitrage » entre puissances peut jouer un rôle pour empêcher les conflits. Il soutient la conférence de La Haye en 1907 visant à établir une cour arbitrale — alors que cette initiative soulève des moqueries de toutes parts.

Mais il est surtout conscient que la seule force qui peut vraiment s'opposer à la guerre qui menace, c'est le prolétariat international. A Stuttgart, au congrès de

l'Internationale de 1907, Jaurès soutient Lénine et Rosa Luxemburg qui présentent une motion : « Guerre à la guerre » : grève générale au cas où les dirigeants politiques des Etats voudraient déclarer la guerre. Ce qui est confirmé en 1912, à Bâle, dans un manifeste. Jaurès tient un meeting, en français et en allemand, devant des milliers de personnes qui reprennent ensemble : « *Guerre à la guerre, Krieg gegen Krieg !* » Des manifestations ont lieu dans toute l'Europe.

En France, ce combat prend la forme particulière de la bataille contre la « loi des trois ans » de service militaire (1913) qui mobilise des milliers de travailleurs et qui permet le rapprochement des socialistes avec des radicaux « pacifistes » (Joseph Caillaux). En avril 1914, cette gauche est majoritaire aux élections et la SFIO réalise son meilleur score électoral en obtenant 103 sièges ! Non, la France n'était pas majoritairement chauvine !

Mais Poincaré — le président de la République — l'était, lui, et au lieu de faire appel à Caillaux pour former le gouvernement, il nommera Viviani (ex-socialiste) qui — dit-on — était un « mou », sans volonté face aux militaires.

Lorsque survient l'attentat de Sarajevo (28 juin 1914), personne ne pense que cet « incident » pourra devenir le prétexte à déclencher une guerre européenne — puis mondiale — et Jaurès ne l'envisage pas plus que quiconque. Ce qu'il ignore, c'est que le Kaiser et le tsar, en vertu des traités secrets qu'ils ont signés chacun dans leur camp, sont décidés à en découdre. Guillaume II déclare : « *Si nous ne frappons pas maintenant, la situation deviendra pire pour nous.* »

Jusqu'au 30 juillet, Jaurès pense encore qu'on peut éviter le pire et il fait pression sur le gouvernement français pour qu'il calme l'allié russe. Mais Poincaré a rendu visite au tsar le 23 juillet. Que lui a-t-il dit ? L'a-t-il assuré que la France était prête à faire la guerre ?

C'est donc le 31 juillet, lorsque l'Allemagne déclare « *l'état de danger de guerre* » et qu'il constate que le gouvernement français ne fait rien pour apaiser la situation, que Jaurès comprend que la

guerre est imminente. Il est reçu au ministère des Affaires étrangères et déclare son intention de combattre contre la guerre par tous les moyens possibles.

Au café du Croissant, quelques minutes avant l'assassinat, il déclare : « *Nous allons vous dénoncer, ministres à la tête légère, dussions-nous être fusillés !* », et il annonce qu'il va écrire « *l'article décisif par lequel il va dégager la responsabilité du parti* ».

Il n'aura pas le temps de l'écrire...

“Pourquoi ont-ils tué Jaurès ?” (Jacques Brel)

S'il est prouvé que l'assassin, Raoul Villain, un simple d'esprit, a effectivement agi seul pour éliminer un « traître à la patrie » et un « agent de l'Allemagne », que dire de la responsabilité de ceux qui ont poussé au meurtre par leurs paroles et par leurs écrits ?

« *M. Jaurès est le reptile du Kaiser* » (L'Action française).

« *Jaurès dans une charrette et un roulement de tambour pour couvrir cette grande voix* » (Charles Péguy).

« *Nous ne voudrions déterminer personne à l'assassinat politique, mais que M. Jaurès soit pris de tremblements* » (Charles Maurras).

« *Le monstre Jaurès fume encore* » (Maurice Barrès).

« *Ce qu'il faudrait, c'est une bonne guerre et la suppression de Jaurès* » (M^{me} Poincaré).

Et les caricatures qui le montrent avec un casque à pointe !

Or la crainte principale du gouvernement, c'est que l'assassinat provoque une émeute, une « *descente des faubourgs* » ! Tous ceux qui l'avaient insulté lui rendent immédiatement hommage, Poincaré, Viviani et même L'Action française qui écrit : « *C'est plus qu'un crime, c'est une faute* » !

Les funérailles de Jaurès se déroulent le 4 août 1914, le jour de la déclaration de guerre. La veille, les députés socialistes ont voté les crédits de guerre, à l'exemple des 110 députés sociaux-démocrates allemands qui font de même !

Les deux principaux partis socialistes ont renoncé à l'appel à la grève pour empêcher la guerre. Ils laissent isolés, « orphelins », les millions de travailleurs français et allemands qui, quelques jours auparavant, manifestaient contre la guerre à Paris comme à Berlin — notamment !

Sur la tombe de Jaurès, Léon Jouhaux, le secrétaire général de la CGT, osera dire : « *Avant d'aller vers le grand massacre, je crie notre haine de l'impérialisme et du militarisme (...). Mais nous nous levons pour repousser l'envahisseur (...), nous répondons présent à l'ordre de mobilisation générale* » !

C'est une capitulation sans combat. En Allemagne, le SPD s'est rallié — le premier — à l'union sacrée par peur d'être interdit et de perdre ainsi ses 110 députés et tout le bel édifice « social » qu'il avait construit (syndicats, bibliothèques, théâtres, magasins ouvriers, etc....).

En France, les parlementaires socialistes étaient presque tous des petits-bourgeois (professeurs, professions libérales...) qui, au fond, n'ont jamais été révolutionnaires — sauf dans quelques discours ! La crainte d'affronter l'Etat et l'armée les a fait tout accepter. L'intransigent Jules Guesde et quelques autres (Aristide Briand) entreront au gouvernement !

Et Jaurès, qu'aurait-il fait ?

Ses dernières déclarations sont claires, le 25 juillet : « *Il n'y a qu'une chance pour le maintien de la paix et le salut de la civilisation, c'est que le prolétariat rassemble toutes ses forces qui comptent un grand nombre de frères, Français, Anglais, Allemands, Italiens, Russes et que nous demandions à ces milliers d'hommes de s'unir pour que le battement unanime de leurs cœurs écarte l'horrible cauchemar.* »

Le 27 juillet, il manifeste contre la guerre à l'appel de la CGT avec 104 autres députés socialistes (20 000 personnes à Paris, 800 arrestations).

Le 28, il croit encore qu'un arbitrage diplomatique est possible et il écrit : « *C'est à l'intelligence du peuple, c'est à sa pensée que nous devons aujourd'hui faire appel si nous voulons qu'il puisse rester maître de soi, refouler ses paniques, dominer les énervements et surveiller la marche des hommes et des*

choses pour écarter de la race humaine l'horreur de la guerre. » Il appelle à un meeting contre la guerre à la salle Wagram pour le 2 août.

Le 31, il comptait dénoncer les « ministres à la tête légère », c'est-à-dire irresponsables, après avoir compris qu'il n'y avait plus de solution diplomatique possible.

Aurait-il appelé à la grève générale — ce que la CGT envisageait encore le 29 juillet ?

Ou aurait-il cédé, comme les autres, à la « pression patriotique » ?

On ne le saura jamais. Mais ce qui est sûr, c'est qu'il fallait le tuer pour déclarer la guerre !

Stefan Zweig, en 1916 : « *L'idée d'éviter la guerre entres ces deux puissances était devenue la pensée de sa vie, l'obsession de sa vie, et tout ce qu'il fit pendant les dernières années ne visait qu'à éviter cet instant. (...) Tant qu'il veillait, (la paix) était protégée. Et c'est seulement sur son cadavre que la guerre se déchaîna.* »

Léon Trotsky, le révolutionnaire russe, qui est intraitable avec les « capitulards » et les « socio-chauvins » comme Guesde (« *Descendez, Jules Guesde, de votre automobile militaire* »), lui rend un hommage en 1917 : « *Il y a maintenant un grand vide dans la vie politique de la France (...). Sa force puissante, naturelle, s'alliait à une douceur rayonnante envers les humbles qui était le reflet de la plus haute culture morale. (...) Jaurès tomba sur l'arène en combattant le plus terrible fléau de l'humanité et du genre humain, la guerre. Et il restera comme le prototype de l'homme supérieur.* »

Mais Trotsky pose, lui aussi, la terrible question : « *Un morceau de plomb a soustrait Jaurès à la plus grande des épreuves politiques. Peut-être la fin de Jaurès était-elle nécessaire à l'esthétique de sa renommée. Les grands hommes savent disparaître à temps.* »

Jaurès au Panthéon

Le procès de Raoul Villain a eu lieu au printemps 1919. La Première Guerre mondiale a provoqué une barbarie sans précédent, fait plus de dix millions de

morts et ruiné la plupart des pays d'Europe.

Mais la France est victorieuse et elle récupère l'Alsace-Lorraine et quelques colonies.

C'est bien la preuve que la guerre était justifiée et que Jaurès avait tort !

Conséquence : Raoul Villain est acquitté !

C'est comme si on assassinait Jaurès une deuxième fois.

Une énorme manifestation aura lieu le 6 avril 1919 pour protester contre l'acquittement de Raoul Villain. Anatole France, qui était au premier rang, apostropha certains manifestants en disant : « *Citoyens, ne dites pas : vive la France, dites : vive l'Internationale !* »

C'était un peu tard pour se souvenir qu'elle avait failli dans sa mission en 1914 !

Le gouvernement du Cartel des gauches transférera les cendres de Jaurès au Panthéon le 23 novembre 1924, dans un geste de « réconciliation nationale », pour tourner la page en quelque sorte ! Le processus de « récupération » de la mémoire de Jaurès commençait déjà.

Quant à Raoul Villain, réfugié aux Baléares, il a été contrôlé par hasard dans un hôtel par des anarchistes du camp républicain pendant la guerre civile espagnole en 1936.

Suspecté d'être un agent franquiste, il a été fusillé sur le champ !

Ce sont les républicains espagnols qui ont donc vengé la mort de celui qui aurait pu éviter cette folie meurtrière de 1914-1918, à l'origine de tous les drames et de toutes les dictatures du XX^e siècle.

Je ne sais pas si la pièce d'Euripide que lisait Jaurès, en grec, un mois avant sa mort était celle-ci : Les Troyennes ?

Mais il me plaît de penser que c'était peut-être le cas, car voici la dernière réplique de cette pièce :

*« Faites la guerre, mortels imbéciles,
Ravagez les champs et les villes,
Violez les temples, les tombes,
Et torturez les vaincus,
Vous en créerez
Tous. »*

Maurice Martin

Bibliographie

Harvey Goldberg : *Jean Jaurès*, Fayard (1970).

Madeleine Rebérioux : *Jean Jaurès, la parole et l'acte*, Gallimard (2007).

Didier Daeninckx : *Jean Jaurès : « Non à la guerre »*, Actes Sud (2009).

Rosa Luxemburg : « *Parteidisziplin* » (04/12/1914,) in *CMO*, n° 57 (mars 2013).

Le délégué (revue des DDEN), n° 221 : « *Jean Jaurès et l'émancipation laïque* » (2011).

Léon Trotsky : *Le Mouvement communiste en France*, éditions de Minuit, (1967).

Jean-Denis Bredin : *L'Affaire (Dreyfus)*, Fayard (1984).

Jean-Claude Lamoureux : *Les 10 derniers jours (26 juillet-4 août 1914)*, éditions Les nuits rouges (2013).

Ryszard Rauba : « *Le dernier article de Jean Jaurès* », in *CMO*, n° 58 (juin 2013).



Jean Jaurès, le 17 juillet 1913, prononçant son discours contre le projet de loi rétablissant le service militaire de trois ans.

Les causes de la guerre selon Jean Jaurès

Ce 25 juillet 1914, Jaurès est venu soutenir à Vaise la candidature de Marius Moutet dans une élection locale. Deux jours auparavant, l'Autriche donnait quarante-huit heures à la Serbie pour répondre à son ultimatum : la Serbie devait permettre à des fonctionnaires austro-hongrois de participer à l'enquête destinée à identifier les assassins de l'archiduc héritier autrichien commis à Sarajevo, en Bosnie, un mois plus tôt. Le refus serbe connu ce 25 juillet rendait plus immédiate la menace de guerre qui rôdait en Europe depuis 1898 et obligea Jaurès à improviser un autre discours.

Destinée à armer les militants ouvriers, de Vaise et d'ailleurs, contre la vague de chauvinisme qui n'allait pas manquer de déferler, cette analyse établit un lien étroit entre les affrontements pour la conquête de colonies (le dernier en date s'est déroulé en 1905-1911 autour de la question du Maroc) et ceux qui opposent l'Autriche-Hongrie à la Russie dans le partage des Balkans devenus disponibles aux convoitises de toutes sortes depuis que l'Empire ottoman se délite. Cette page à elle seule disqualifie tous ceux pour qui les causes du déclenchement de la Grande Guerre relèvent du « mystère », ce qui est la façon à la dernière mode de dédouaner les gouvernants européens, Nicolas II, Poincaré, Guillaume II et le « pacifique » Premier ministre britannique de toute responsabilité dans le déclenchement des furies de la guerre européenne.

De Fachoda à l'Entente cordiale franco-britannique

En 1898, un échange de propos bravaches à Fachoda entre le général britannique Kitchener et le capitaine français Marchand, tous deux en campagne pour conquérir le Soudan, avait déclenché dans les deux pays une campagne de presse hystérique ; on avait pu craindre le déclenchement d'une guerre franco-anglaise ! Moins de six ans plus tard, les deux gouvernements signaient l'Entente cordiale, liquidaient leur contentieux colonial, et la même presse britannique qui insultait le « caractère » français en 1898 déversait désormais ses injures sur les Allemands, qui « *se rendent odieux à toute l'Europe* » ! La passionnante étude de Rosmer éclaire les raisons de ce retournement spectaculaire.

L'Allemagne dynamique et ambitieuse inquiète ses rivaux

L'Allemagne a développé son industrie plus tardivement que la Grande-Bretagne et la France, mais elle a déployé un dynamisme industriel et commercial qui inquiète ses rivales. La Grande-Bretagne surtout, maîtresse du plus riche empire colonial et qui possède la première flotte au monde, observe avec inquiétude que les commis de commerce allemands lui arrachent en Amérique la-

tine des marchés qu'elle croyait lui être réservés ; elle ne peut accepter sans réagir le projet annoncé par Guillaume II en 1898 de bâtir une flotte de guerre : « *Notre avenir est sur l'eau.* »

Et voici la réponse du Foreign Office exprimée de façon officieuse dans la *National Review* :

« *L'Océan ne comporte qu'un seul maître. Nous nous sommes assurés dans le passé la souveraineté des mers et notre sceptre ne pourrait nous être arraché sans une lutte sanglante et désespérée.* »

L'Allemagne étant estimée la rivale la plus dangereuse, elle va être systématiquement encerclée sur le plan diplomatique : dès août 1899, le va-t-en-guerre Delcassé (qui sera notre ministre des Affaires étrangères sept ans durant) se rend à Saint-Petersbourg pour muscler une alliance franco-russe assez floue : il s'agit de « *maintenir en Europe l'équilibre des forces* ». Formule assez élastique pour admettre toutes les interprétations, celle des nationalistes français qui sont déterminés à provoquer la guerre en Europe pour reprendre l'Alsace-Moselle, celle des Russes avides d'élargir leur zone d'influence dans les Balkans et en Extrême-Orient.

Ce rapprochement diplomatique s'accompagne d'une excellente opération boursière pour les spéculateurs français chargés de placer — moyennant commission — les emprunts russes à la Bourse de Paris afin de permettre au tsar de préparer matériellement la guerre. Huit milliards seront versés entre 1898 et 1900.

Nul n'en voulait à l'intégrité territoriale de la Chine, il n'était question que de librement commercer selon le principe de la « porte ouverte », assurait Delcassé.

La guerre russo-japonaise de 1905 pour le contrôle de la Mandchourie apportera à ce mensonge impudent le plus net démenti.

L'Entente cordiale Grande-Bretagne, France et Russie contre le bloc germano autrichien

Entente floue dans les termes, mais rendue solide par le partage du butin : première étape franco-anglaise en 1904, la France renonce à toute prétention en Egypte, en échange elle aura les mains libres pour conquérir le Maroc ; seconde étape en 1907, l'accord anglo-russe est signé sur le dos de l'Iran désormais divisé en deux zones d'influence.

Les deux crises marocaines, Tanger en 1905, Agadir en 1911

Elles illustrent la solidité de l'alliance franco-anglaise et le cynisme des puissances. Dans les deux cas, le gouvernement allemand fait figure d'agresseur : à Tanger, en 1905, à Agadir, en 1911, Guillaume II défend les revendications des industriels et des banquiers allemands avec une arrogance toute prussienne, ce qu'explique le legs de l'histoire : dernier venu dans la course aux colonies, et face à deux empires bien décidés à lui refuser sa part, le Reich ne peut que recourir à l'intimidation. Il échoue devant le lobby militaire et colonial français : le député Etienne ravissait ses amis de l'Union coloniale en leur faisant miroiter les profits escomptés de l'exploitation du minerai de fer, des phosphates marocains et du marché qui s'ouvrirait aux filateurs de Roubaix et de Tourcoing.

Brigandage et mensonge vont de pair : l'Entente cordiale de 1904 était un iceberg dont la partie visible assurait que la France n'interviendrait que pour « assurer l'ordre » et qu'il n'était pas question d'établir un protectorat ; mais la partie immergée, les clauses secrètes prévoyaient le partage du Maroc entre la France et l'Espagne.

Négocié en 1905-1906 sous la houlette de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis,

le traité d'Algésiras affirmait le principe de la porte ouverte qui satisfaisait les Américains ; le gouvernement français recevait le droit d'assurer la police dans les ports, ainsi qu'une place prépondérante dans la Banque du Maroc. Etranglé par une dette croissante, et ébranlé par des divisions internes, le Maroc va perdre la souveraineté que lui garantissait Algésiras.

La puissance « civilisatrice » qui n'avouait pas encore son ambition conquérante au Maroc s'illustra en mars 1908 par le massacre d'un douar tout entier (150 hommes, femmes et enfants tués par la colonne d'Amade), en attendant l'expédition de Fès, en mai 1911, destinée à « rétablir l'ordre ». L'Allemagne allait-elle déclarer la guerre, comme voulait le faire croire la canonnière Panther ancrée en rade d'Agadir ? Le danger en fut écarté grâce à un nouveau maquignonnage conçu par Caillaux, l'homme de la haute finance devenu président du Conseil. Il désamorça la crise en négociant l'échange de compensations : laissez-nous le Maroc et prenez ce territoire entre le Cameroun et le Congo. Pendant ce temps-là, l'Italie arrachait la Tripolitaine à la Turquie affaiblie par la révolution « jeune turque »...

Les "Puissances" dans les Balkans : le devoir de protéger les peuples contre le sultan ?

Selon le traité de Berlin de 1878, les « Puissances », Angleterre, Autriche et Russie au premier chef, s'arrogeaient le droit de formuler au nom des petits peuples qu'ils prétendaient défendre contre l'oppresseur turc des revendications concernant la liberté religieuse, les réformes administratives et fiscales souhaitables pour moderniser un Empire ottoman archaïque et décadent. L'article 23 de ce traité prévoyait un redécoupage administratif des Balkans sur une base ethnique sous la direction d'un comité supérieur composé de musulmans et de

chrétiens en nombre égal, lui-même surveillé par les représentants des Puissances !

Ainsi naquirent de petits Etats formellement indépendants comme la Roumanie ou le Monténégro, d'autres disposant d'une autonomie relative, telle la Serbie gouvernée au nom du sultan par Obrenovic, mais totalement dépendante de l'Autriche sur le plan économique, ou encore la Roumélie orientale arrachée à la Bulgarie, administrée par un gouverneur chrétien nommé par le sultan avec l'accord des Puissances ! Ces petits princes étaient parfois d'origine étrangère : Carol de Roumanie était un Hohenzollern, Ferdinand de Saxe-Cobourg était officier dans l'armée autrichienne quand il fut choisi pour gouverner la Bulgarie, où il régna de 1887 à 1918 ; tous pions manipulés par les Puissances et que leur absence de légitimité engagea à surenchérir sur les forces belliqueuses locales. La combinaison des interventions intéressées des Puissances, des capitalistes étrangers avides de nouveaux marchés et des aspirations des peuples à conquérir leur indépendance fit des Balkans un « *nœud de vipères* » (1).

Convoitises territoriales et intérêts capitalistes

Derrière le panslavisme brandi par l'empire russe et dont se gaussa Jaurès dans ce texte, il y a la lancinante question des détroits : au nom de la « neutralisation » de la mer Noire défendue par l'Empire turc, mais surtout par la Grande-Bretagne, la flotte russe ne peut franchir ni le Bosphore ni les Dardanelles, ce qui revient à interdire aux exportateurs russes d'accéder à la Méditerranée, que l'Angleterre considère comme sa chasse gardée sur la route des Indes. La diplomatie russe utilise donc la Bulgarie comme un pion au service de ses propres ambitions en mer Noire.

Quant à la Serbie, avec ses 3 millions d'habitants et son absence de débouchés

(1) Selon l'heureuse formule de Trotsky, qui fut correspondant de guerre durant la première guerre balkanique de 1912.

maritimes, elle n'a qu'une économie strictement agricole totalement dépendante du marché autrichien, qui absorbe ses exportations constituées à 83 % par les porcs ! L'Autriche lui impose de faire contrôler la qualité de ce cheptel par ses propres vétérinaires. En suspendant ses importations de porc serbe en 1905, l'Autriche impose à la Serbie une guerre commerciale qui durera trois ans. Le projet de Grande Serbie, qui vise à rassembler tous les Slaves du sud, se heurte à l'opposition farouche de Vienne : il n'a pas qu'une dimension « ethnique », il vise à agrandir le marché potentiel d'une industrie capitaliste à venir et il lorgne sur des débouchés maritimes, Salonique (ce qui implique la guerre contre la Turquie, puis contre la Bulgarie en 1913) ou la côte Adriatique, ce à quoi s'oppose l'Autriche.

Fédération libre des peuples balkaniques incluant le peuple turc ou Ligue balkanique manipulée par l'empire russe ?

Pour conjurer les désastres de la guerre, la formule fédérale fut défendue à Belgrade par les socialistes des Balkans en décembre 1909, puis en octobre 1911. La ligue balkanique constituée à l'initiative de la Russie en 1912 poursuivait un tout autre but : la Bulgarie, la Serbie, le Monténégro et la Grèce s'unirent en 1912 pour arracher à la Turquie ses derniers territoires européens, et ce fut la première guerre des Balkans. Les désaccords entre les alliés quant au partage de la Macédoine motivèrent la deuxième guerre balkanique en 1913 !

C'est alors qu'on vit intervenir une troisième grande puissance, la France.

Poincaré le Lorrain, l'homme de la revanche sur l'Allemagne, promit à l'Etat russe en juillet 1912 que la France honorerait son alliance et se préparerait à la guerre en allongeant la durée du service militaire à trois ans (2).

Le correspondant de guerre Trotsky signalait le 6 octobre 1912 que Vienne avait bloqué quarante wagons de munitions du Creusot destinés à la Serbie, qui avait donc un nouvel « ami », le marchand de canons Schneider...

Pour persuader la Bulgarie de signer une alliance offensive avec la Serbie contre la Turquie, le gouvernement russe lui offrait 3 millions de roubles (3) et les banquiers français accordaient des prêts substantiels à la Russie et à la Bulgarie (4).

Grands et petits acteurs, militaires, banquiers, diplomates, tous avaient joué leur partition et tout était en place pour les carnages de Macédoine en 1913, répétition générale des carnages de la Somme et de la Champagne en 1914.

Nicole Perron

(2) Selon les Mémoires de Caillaux cités par Goldberg (*Jean Jaurès*, Fayard).

(3) Trotsky, *Les Guerres balkaniques*, p. 447 : précisons que le budget de guerre russe en 1912 est six fois supérieur à celui de l'éducation.

(4) Goldberg, p. 491.

Discours de Jean Jaurès prononcé le 25 juillet 1914 à Vaise, dans la banlieue de Lyon

(les intertitres sont de la rédaction)

L'engrenage des alliances

Je veux vous dire ce soir que jamais nous n'avons été, que jamais depuis quarante ans, l'Europe n'a été dans une situation plus menaçante et plus tragique que celle où nous sommes (...).

Ah ! citoyens, je ne veux pas forcer les couleurs sombres du tableau, je ne veux pas dire que la rupture diplomatique dont nous avons eu la nouvelle il y a une demi-heure signifie nécessairement qu'une guerre entre l'Autriche et la Serbie va éclater, je ne dis pas que, si la guerre éclate entre la Serbie et l'Autriche, le conflit s'étendra nécessairement au reste de l'Europe ; mais je dis que nous avons contre nous, contre la paix, contre la vie des hommes, à l'heure actuelle, des chances terribles et contre lesquelles il faudra que les prolétaires de l'Europe tentent les efforts de solidarité suprême qu'ils pourront tenter.

Citoyens, la note que l'Autriche adressée à la Serbie est pleine de menaces ; si l'Autriche envahit le territoire slave, si les Germains, si la race germanique d'Autriche fait violence à ces Serbes qui sont une partie du monde slave et pour lesquels les Slaves de Russie éprouvent une sympathie profonde, il y a à craindre et à prévoir que la Russie entrera dans le conflit ; et si la Russie intervient pour défendre contre l'Autriche la Serbie, l'Autriche ayant devant elle deux adversaires, la Serbie et la Russie, invoquera le traité d'alliance qui l'unit à l'Allemagne ; et l'Allemagne fait savoir par ses ambassadeurs auprès de toutes les puissances qu'elle se

solidariserait avec l'Autriche (...). Mais alors, ce n'est plus seulement le traité d'alliance entre l'Autriche et l'Allemagne qui entre en jeu, c'est le traité secret, mais dont on connaît les clauses essentielles, qui lie la Russie et la France. Et la Russie dira à la France : « *J'ai contre moi deux adversaires, l'Allemagne et l'Autriche ; j'ai le droit d'invoquer le traité qui nous lie ; il faut que la France vienne prendre place à mes côtés.* »

A l'heure actuelle, nous sommes peut-être à la veille du jour où l'Autriche va se jeter sur les Serbes ; et alors, Autriche, Allemagne se jetant sur les Serbes et les Russes, c'est l'Europe en feu, c'est le monde en feu (...).

Les responsabilités de la France

Je ne veux pas m'attarder à chercher longuement les responsabilités. Nous avons les nôtres (...), *nous avons dit que pénétrer par la force, par les armes au Maroc, c'était ouvrir à l'Europe l'ère des ambitions, des convoitises et des conflits, on nous avait dénoncés comme de mauvais Français et c'est nous qui avions le souci de la France* (1).

Voilà, hélas ! notre part de responsabilité ; et elle se précise si vous voulez bien songer que c'est la question de la Bosnie-Herzégovine qui est l'occasion de la lutte entre l'Autriche et la Serbie,

(1) Allusion aux deux crises diplomatiques de 1905 et 1911 qui ont accompagné la conquête du Maroc par la France aidée par la neutralité bienveillante du Royaume-Uni, l'Allemagne étant écartée du partage.

et que nous Français, quand l'Autriche annexait la Bosnie-Herzégovine, nous n'avions pas le droit ni le moyen de leur opposer la moindre remontrance, parce que nous étions engagés au Maroc et que nous avions besoin de nous faire pardonner notre propre péché en pardonnant les péchés des autres.

Et alors, notre ministre des Affaires étrangères disait à l'Autriche : « *Nous vous passons la Bosnie-Herzégovine, à condition que vous nous passiez le Maroc* », (...) et nous disions à l'Italie : « *Tu peux aller en Tripolitaine, parce que je suis au Maroc ; tu peux voler à l'autre bout de la rue, puisque moi, j'ai volé à l'extrémité.* »

Chaque peuple paraît à travers les rues de l'Europe avec sa petite torche à la main, et maintenant voilà l'incendie.

La duplicité de la diplomatie russe et la volonté brutale de l'Autriche

Les Russes vont peut-être prendre parti pour les Serbes contre l'Autriche et vont dire : « Mon cœur de grand peuple slave ne supporte pas qu'on fasse violence au petit peuple slave de Serbie. » Oui, mais qu'est-ce qui a frappé la Serbie au cœur ? Quand la Russie est intervenue dans les Balkans en 1877, et quand elle a créé une Bulgarie soi-disant indépendante, avec la pensée de mettre la main sur elle, elle a dit à l'Autriche : « *Laisse-moi faire et je te confierai l'administration de la Bosnie-Herzégovine* » (...).

Dans l'entrevue que le ministre des Affaires étrangères russe a eue avec le ministre des Affaires étrangères de l'Autriche, la Russie a dit à l'Autriche : « *Je t'autoriserai à annexer la Bosnie-Herzégovine à condition que tu me permettes d'établir un débouché sur la mer Noire, à proximité de Constantinople* » (...).

Si depuis trente ans, si depuis que l'Autriche a l'administration de la Bosnie-Herzégovine, elle avait fait du bien à ses peuples, il n'y aurait pas aujourd'hui de difficultés en Europe ; mais la cléricalité Autriche tyrannisait la Bosnie-Herzégovine ;

elle a voulu la convertir de force au catholicisme ; en la persécutant dans ses croyances, elle a soulevé le mécontentement de ces peuples.

Les gouvernements se ressaisiront-ils ?

Eh bien ! citoyens, dans l'obscurité qui nous environne, dans l'incertitude profonde où nous sommes, je ne veux prononcer aucune parole téméraire, j'espère encore malgré tout qu'en raison de l'énormité du désastre dont nous sommes menacés, les gouvernements se ressaisiront et que nous n'aurons pas à frémir d'horreur à la pensée du désastre qu'entraînerait aujourd'hui pour les hommes une guerre européenne.

La barbarie prévisible et annoncée

Vous avez vu, durant la guerre des Balkans, une armée presque entière succomber, soit sur le champ de bataille, soit dans les lits d'hôpitaux ; une armée est partie avec trois cent mille hommes, elle laisse dans la terre des champs de bataille, dans les fossés des chemins ou dans les lits d'hôpitaux infestés par le typhus, cent mille hommes sur trois cent mille.

Songez à ce que serait le désastre pour l'Europe : ce ne serait plus, comme dans les Balkans, une armée de trois cent mille hommes, mais quatre, cinq, six armées de deux millions d'hommes. Quel désastre, quel massacre, quelles ruines, quelle barbarie ! Et voilà pourquoi quand la nuée de l'orage est déjà sur nous, voilà pourquoi je veux espérer encore que le crime ne sera pas consommé.

Quel est le devoir des socialistes ?

Citoyens, si la tempête éclatait, tous, nous socialistes, nous aurons le souci de nous sauver le plus tôt possible du crime que les dirigeants auront commis, et en attendant, s'il nous reste quelques heures, nous redoublerons d'efforts pour préve-

nir la catastrophe. Déjà, dans le Vorwaerts, nos camarades socialistes d'Allemagne s'élèvent avec indignation contre la note de l'Autriche, et je crois que notre bureau international est convoqué.

Quoi qu'il en soit, citoyens, et je dis ces choses avec une sorte d'espoir, il n'y a plus, au moment où nous sommes menacés de meurtre et de sauvagerie, qu'une chance pour le maintien de la paix et le salut de la civilisation, c'est que le prolétariat rassemble toutes ses forces qui comptent un grand nombre de frères et que tous les prolétaires français, anglais, allemands, italiens, russes, et nous le demandons à ces milliers d'hommes, s'unissent pour que le battement unanime de leurs cœurs écarte l'horrible cauchemar (...).

C'est notre devoir à nous, à vous tous, de ne pas négliger une seule occasion de montrer que vous êtes avec ce Parti socialiste international qui représente à cette heure, sous l'orage, la seule promesse d'une possibilité de paix ou d'un **rétablissement de la paix.**



Christian Racovski

Les socialistes et la guerre

Présentation

En 1915, la Roumanie est encore un pays neutre ; elle n'entrera en guerre qu'en août 1916 aux côtés de l'Allemagne. Christian Racovski, membre du comité central du parti social-démocrate de Roumanie dont il était le principal dirigeant, se prononce d'emblée contre l'entrée de la Roumanie dans la guerre. Cette hostilité le pousse à participer au journal en russe créé par Martov à Paris puis bientôt dirigé par Trotsky, *Golos*.

Au début de 1915, le socialiste français Charles Dumas, chef de cabinet du ministre socialiste Jules Guesde, envoie une lettre à Racovski l'invitant à rejoindre le camp de la France en guerre. Racovski lui fait une réponse en français et publie les deux textes sous forme de brochure (en français) de quarante-huit pages à Bucarest. Le petit groupe des adversaires de l'Union sacrée en France (Rosmer, Monatte, etc.) reçoit cette brochure et décide de la reproduire pour aider à son combat.

Le nom de Charles Dumas — peu heureux de voir une lettre qu'il jugeait privée publiée — sur la couverture en facilite la diffusion publique. Charles Dumas exprimera sa mauvaise humeur dans les colonnes de *L'Humanité* (devenue un organe chauvin) du 23 juillet 1915 sous le titre : « *Pour prendre date* ».

Charles Dumas se rendra en Russie au lendemain de la révolution de février 1917 et sera un adversaire résolu de la révolution d'Octobre. Il accusera alors les bolcheviks d'être tout simplement des agents allemands.

Ses écrits de 1918-1919, son activité dans la propagande antibolchevique laissent supposer qu'il était passé du rang de chef de cabinet à celui d'auxiliaire des services secrets français.

En avril 1915, au moment même où il publie sa brochure à Bucarest, Racovski, à la demande du Parti socialiste italien, part à Milan participer à un grand meeting contre la guerre. En août 1915 se tient à Bucarest, à l'initiative du Parti social-démocrate roumain, une conférence des partis socialistes des Balkans, qui forment une Fédération social-démocrate des ouvriers révolutionnaires des Balkans comprenant les partis sociaux démocrates roumain, serbe, grec et bulgare (le parti dit « étroit », hostile à la guerre, la conférence excluant le Parti social-démocrate bulgare dit « large » qui y est favorable). En septembre 1915, il participe à la conférence de Zimmerwald contre la guerre. Il y occupe la même position que Trotsky pour une paix sans vainqueurs ni vaincus et s'affirme hostile au « défaitisme révolutionnaire » de Lénine qui l'accusait avant la conférence de se prononcer « *pour la défense de la patrie* ». En juin 1916, la police roumaine tire sur une manifestation contre la guerre d'ouvriers de la ville de Galatzi et tue huit manifestants. La police arrête un groupe de dirigeants sociaux-démocrates, dont Racovski, accusé d'avoir organisé une « rébellion ». La crainte d'une vague de grèves pousse le gouvernement roumain à libérer Racovski et ses camarades. Mais ce n'est que partie remise. Le gouvernement roumain entre dans la guerre en août 1916. En septembre, il jette Racovski en prison d'où il sera libéré par un régiment russe le 1^{er} mai 1917. La réponse de Racovski à Charles Dumas est six à sept fois plus longue que la lettre de ce dernier. Nous n'en publions que la moitié qui contient l'essentiel de l'argumentation de Racovski.

Les socialistes et la guerre

Discussion entre socialistes français et socialistes roumains

Charles Dumas
Ancien député
Chef du cabinet de M. Jules Guesde

C(hristian) Racovski
Délégué du Parti social-démocrate
de Roumanie au Bureau socialiste international

Deuxième édition
Bucuresti
Cercul de editură socialista
12, Str. Sft. Ionică, 12
1915

Au camarade C. Dabrajeanu Gherea
En hommage pour ses quarante années d'activité socialiste.

Préface

C'est dans le but d'apporter une contribution, aussi minime qu'elle soit, aux grands débats institués dès à présent au sein du Parti socialiste international, que nous livrons ces deux lettres à la publicité. Dans la période critique que traverse le socialisme, nous n'avons pas le droit de négliger le moindre fait ni d'ignorer tout avis qui pourraient être utiles, à la clarification de la question.

C. R.

Les socialistes français et la guerre Lettre de Charles Dumas

Paris.
Mon cher Camarade et Ami,

Je viens de lire l'interview que vous avez donnée à Homo dans *L'Humanité*.

Elle m'a apporté la satisfaction de voir que vous n'étiez point le germanophile que l'on prétendait.

On vous avait présenté comme complètement converti aux idées que s'en va prêcher par le monde cet autre Bülow de Guillaume II, que nous avons appelé autrefois le citoyen Sudekum, mais qui n'a pas, lui, l'excuse d'avoir été le chancelier de l'empire et de l'empereur.

Il ne m'en apparaît pas moins qu'entre votre conception et la nôtre il y a des différences essentielles et d'autant plus graves que vous basez votre neutralité sur les principes socialistes, et que nous, socialistes français, qui avons la certitude de n'avoir dans cette tourmente,

ni perdu la tête, ni abdiqué quoi que ce soit de nos principes, nous avons la préention justement d'avoir basé notre attitude sur ces mêmes principes et sur l'intérêt socialiste.

Je vous concéderai, si vous le voulez, le terrain où vous placez les responsabilités diverses des différentes nationalités. Avec vous hier, avec vous demain, je l'espère, nous serons unanimes à reconnaître que le régime capitaliste, quel que soit le cadre national dans lequel il évolue, est générateur de guerre. Je vous concéderai même, si vous le voulez, que la France capitaliste et bourgeoise a sa lourde part de responsabilités dans le conflit que préparent inévitablement les armements accumulés. Je vous concède d'autant plus volontiers ces choses qu'à l'heure où nous sommes, elles ne me semblent que d'un intérêt secondaire. Elles en auront un, évidemment, au lendemain de la guerre, comme elles en au-

raient eu à l'heure actuelle si la guerre n'était pas, mais la guerre est un fait, et c'est en face de ce fait qu'il convient de se placer pour examiner l'attitude que doivent adopter les partis socialistes.

La guerre, nous la subissons malgré nous, et malgré nous nous en subissons les conséquences et les résultats. Il ne me semble pas qu'il y ait à l'heure actuelle d'autre problème que de savoir quelle sera, pour le développement ultérieur du socialisme, la conséquence de la victoire de l'un ou de l'autre groupement des belligérants.

Les conséquences du triomphe allemand

Si ce sont les empires du centre qui triomphent, ce sera avec eux le militarisme et l'impérialisme austro-allemand qui triompheront ; il me semble qu'il serait singulièrement puéril d'attendre, comme le font certains socialistes démocrates allemands, la mort du militarisme et de l'impérialisme allemands, de son triomphe même.

Les régimes politiques trouvent, dans la victoire, des raisons de vivre et la justification de leurs principes. Ils n'en ont jamais trouvé jusqu'ici de se suicider, et les principes de l'impérialisme allemand, vous les connaissez comme nous ; ils se sont affirmés avec assez de netteté depuis sept mois ; c'est sur les bases de son militarisme que l'Allemagne entend imposer au monde sa domination et sa culture.

Ceci est un premier point. Il en est un autre qui ne peut pas vous être insensible à vous personnellement, mon cher ami. Non seulement la victoire des empires du centre laissera en l'état les problèmes des nationalités, mais encore par les conquêtes qu'ils espèrent faire, les aggravera.

Vous n'êtes pas sans savoir les difficultés que les haines et les querelles nationales opposent au développement du socialisme, — j'ai failli écrire, en pensant à vous, — et quelquefois à la liberté des socialistes.

Pour ma part, je vous déclare que je me refuse à concevoir une Europe sur laquelle pèserait demain la domination des hobereaux de Prusse triomphants, car la

victoire allemande serait leur victoire à eux. Tant de force, de brutalité et de haine seraient déchaînées, qu'il n'est pas douteux que, pour un demi-siècle au moins, tout développement de la démocratie et de la liberté serait arrêté en Europe.

Si les Français triomphaient...

Voulez-vous maintenant envisager avec moi les conséquences de la victoire des Alliés ?

Je suppose l'Allemagne, battue. Nous ne poursuivons, vous le savez, aucun but de conquête, et, de l'Alsace-Lorraine, nous pensons ce qu'en pensaient les plus glorieux d'entre les socialistes allemands, Bebel et le vieux Liebknecht, lorsque pour avoir protesté contre l'annexion ils durent, eux Allemands, subir plusieurs mois de forteresse.

Quant aux nationalités opprimées, nous les libérerons ; quant au militarisme, nous le renverserons ; quant à l'impérialisme et au droit que peut puiser dans la prétendue supériorité de sa culture un peuple à dominer les autres, c'est une idée que nous rayerons de la pensée européenne.

J'entends bien que vous avez peine à détourner vos regards de la Russie, mais ne vous semble-t-il pas que lorsque les Habsbourg et les Hohenzollern, qui constituent en Europe comme l'épine dorsale de la réaction, auront été abattus, et que la victoire des peuples démocratiques aura été assurée, ne vous semble-t-il pas que la réaction tzariste sera singulièrement peu étayée en Europe (1) ?

Je ne suis pas de ceux qui s'affligent de voir la Russie aux côtés de la France et de l'Angleterre, pas plus que je ne m'afflige de voir les royalistes français combattre pour une victoire qui rendra la République indéfectible en France.

La vie change le contenu des mots : une guerre qui jettera par terre deux dy-

(1) Et, en tout cas, plus le péril russe sera réel, plus le seul moyen de l'écarter sera pour les nations de se ranger à nos côtés, afin de le contre-balancer le jour de la paix.

nasties, qui libérera les nationalités, qui abattra le militarisme, cette guerre-là ce n'est plus une guerre, au sens où nous l'entendions autrefois. Il faut choisir entre les deux résultats ; et la neutralité, lorsque ce sont les destinées mêmes de l'humanité qui sont en jeu, ne peut se recommander dans l'histoire que du souvenir de Ponce-Pilate.

Le devoir des socialistes roumains

Il n'y a pas en Roumanie de possibilité d'une intervention aux côtés des empires du centre ; il n'y a donc pas de neutralité neutre ; la neutralité sert quelqu'un, ceux contre qui elle aspire à empêcher de marcher.

Vous m'excuserez, mon cher ami, de vous parler avec cette netteté ; ce n'est pas seulement à cause de nos si cordiales relations d'autrefois que j'ai cru pouvoir le faire, mais parce que nous sommes à une heure où tous les mots, tous les gestes, toutes les attitudes ont un sens et une portée historiques.

J'ai tenu à vous exposer comment le problème s'était posé devant les consciences des socialistes ; vous savez comment nous l'avons résolu. Nous avons conscience d'avoir été fidèles à la fois à nos traditions révolutionnaires et à nos espérances socialistes.

Avec mon cordial souvenir,
Ch. Dumas,
ancien député,
chef de cabinet de J. Guesde.

Réponse de Christian Racovski

Bucarest, en mai.

Mon cher Camarade et Ami,

En laissant pour la fin de ma réponse les questions de fait, comme celle de notre prétendu germanophilisme, je tiens, dès le commencement, à vider le différend théorique qui existe entre nous. Vous le reconnaissez vous-même quand vous déclarez explicitement que ce qui nous sépare actuellement ce n'est pas l'appréciation différente de tel ou tel événement, mais une conception différente de notre tactique socialiste.

Différences de théorie et de tactique

Dans mon interview, publiée dans *L'Humanité* du 17 mars, où j'affirme que « *les raisons d'ordre socialiste restent déterminantes pour l'attitude des socialistes des pays neutres* », vous avez vu, et avec raison, un reproche adressé aux socialistes des pays belligérants — donc aussi à vous socialistes français — de ne plus obéir aux mêmes principes que nous.

Saisissant cette critique dans toute sa gravité, vous essayez, au commence-

ment même de votre lettre, de la rejeter. Vous écrivez : « *Il ne m'en apparaît pas moins qu'entre votre conception et la nôtre il y a des différences essentielles et d'autant plus graves que vous basez votre neutralité sur les principes et que nous, socialistes français, qui avons la certitude de n'avoir, dans cette tourmente, ni perdu la tête, ni abdiqué quoi que ce soit de nos principes, nous avons la prétention justement d'avoir basé notre attitude sur ces mêmes principes et sur l'intérêt socialiste.* »

Je remarque ici même que ce n'est pas sans une certaine inquiétude que je vois apparaître sous votre plume ce terme nouveau dans le langage de nos discussions : *l'intérêt socialiste*.

Jusqu'à présent, l'intérêt socialiste se confondant avec l'application des principes socialistes, il n'était pas nécessaire qu'on lui fît les honneurs d'une citation spéciale. Ce n'est que le jour où les socialistes des pays belligérants ont trouvé que les principes seuls ne constituent pas un guide sûr, mais sont plutôt un guide gênant, qu'ils ont appelé à leur secours *l'intérêt socialiste*, différent des principes socialistes, et même *en contradiction avec ces principes*.

Nous allons discuter plus loin les motifs que vous invoquez pour votre justification et dont je reconnais d'avance toute la gravité ; nous allons voir aussi si votre tactique, en sacrifiant les principes, peut au moins se flatter d'être profitable à la classe ouvrière en France et à la cause du socialisme — nous allons discuter tout cela, mais au préalable je tiens à établir que vous employez une *tactique nouvelle* en contradiction évidente avec celle que vous avez suivie jusqu'à présent.

En ce qui concerne les socialistes allemands — dans leur majorité, tout au moins — vous constatez vous-même ce fait en leur adressant un juste reproche ; je ne discuterai pas cette question, étant d'accord avec vous.

Mais vous aussi, vous avez violé les règles établies par notre Internationale socialiste dans ses successifs congrès nationaux et internationaux.

Ne dites-vous pas vous-même, dans votre lettre, que vous étiez avec nous *hier*, que vous serez avec nous *demain*, mais qu'aujourd'hui vous n'êtes pas avec nous ? Or nous, c'est l'Internationale socialiste, telle qu'elle se manifestait dans ses résolutions. Nous, c'est-à-dire les partis socialistes des pays neutres, nous sommes, aujourd'hui, sur le même terrain sur lequel nous nous trouvions hier et que nous conserverons demain, même si nos pays étaient entraînés dans la guerre.

Je puis admettre qu'en faisant ce que *L'Humanité* a appelé la trêve des classes et ce que les socialistes allemands ont appelé, chez eux, la *paix civile*, vous avez eu les meilleures intentions socialistes, et que vous avez cru défendre *les vrais intérêts du socialisme*, mais il n'en reste pas moins vrai qu'aujourd'hui, comme à un ballottage quand le candidat socialiste, ayant obtenu moins de voix s'efface devant le candidat de la fraction bourgeoise la plus avancée, le parti socialiste français s'est effacé devant l'impérialisme français aux prises avec l'impérialisme allemand.

Voilà le fait incontestable.

La question qui se pose est de savoir si cette tactique nouvelle est vraiment profitable aux luttes du prolétariat.

Doit-on admettre comme inévitable et utile cette éclipse volontaire et com-

plète du socialisme, devant les nuages de la guerre ?

Doit-on considérer cet événement grave qu'est la guerre comme un incident électoral, pendant lequel le socialisme doit rester passif ?

Comment ! Au moment même où la responsabilité des classes dominantes éclate dans toute sa grandeur sinistre ; au moment où leurs fautes et leurs crimes accumulés aboutissent au fait le plus monstrueux, le plus antisocialiste et anti-ouvrier, devons-nous plier drapeau et renoncer à notre tâche, d'organiseurs de la lutte des classes ?

Oui, je comprends bien que dans l'accomplissement de cette tâche, nous devons mettre toute notre perspicacité, pour ne pas servir l'ennemi extérieur du socialisme ; je comprends que nous devons prendre nos précautions, faire nos réserves, mais d'ici à abdiquer notre volonté socialiste il y a une distance énorme.

Or, dans l'entrée des deux camarades socialistes dans le ministère Viviani, nous voyons précisément cette abdication du parti socialiste en France.

L'entrée des socialistes dans le ministère

Résolution de Kautsky

Résolution de Stuttgart

Je sais que vous pouvez vous prévaloir de la résolution du Congrès international de Paris de 1900, résolution dite de Kautsky qui autorisait, dans des circonstances exceptionnelles, l'entrée des socialistes dans un ministère bourgeois. Comme Kautsky l'a expliqué lui-même, plus tard, à Amsterdam, sous le terme de « circonstances exceptionnelles », il entendait justement « *l'hypothèse d'une guerre d'invasion* ».

Mais, voulez-vous vraiment invoquer cette résolution ? *Il faut vous rappeler alors que la résolution de Kautsky fut votée contre la volonté de l'unité socialiste révolutionnaire de France, dont les citoyens Guesde et Vaillant étaient les inspireurs les plus écoutés.*

Il faut vous rappeler également que la résolution de Kautsky *était une concession faite au ministérialisme socialiste* qui avait, en ce moment, un défenseur redoutable en la personne de Jaurès, dont l'autorité personnelle, déjà grande avant l'Affaire, était devenue immense après elle. Par son prestige personnel et par l'éloquence de sa parole ardente, Jaurès a désarmé l'Internationale, mais sans la convaincre. Ceux qui condamnaient ses idées sentaient leurs langues se paralyser quand il était question de le critiquer.

Je n'oublierai jamais une scène intéressante qui se passa à la commission des résolutions.

Au lendemain du vote de la résolution de Kautsky, Jaurès s'était empressé de triompher dans la *Petite République* et ceci malgré la consigne formelle qui interdisait aux socialistes français de se servir de la résolution de Kautsky comme d'une arme dans leurs luttes intestines. D'après le texte même de la résolution, celle-ci ne pouvait pas être interprétée comme la justification d'une tactique quelconque. C'est pourquoi, après l'apparition de l'article de Jaurès dans la *Petite République*, quelques délégués, parmi lesquels Kautsky lui-même, Plekhanov, Rosa Luxemburg, Clara Zetkin, etc., ont demandé la convocation, en séance extraordinaire, de la Commission des résolutions, pour remettre les choses au point. C'est Plekhanov qui, en prenant le premier la parole, a demandé, au nom de ses camarades, que la commission votât un ordre du jour exprimant son regret de l'usage que Jaurès avait fait de cette résolution. Mais, sur la seule déclaration de celui-ci, qu'il n'entendait pas se considérer lié par des consignes et qu'il revendiquait la liberté d'interprétation, les initiateurs de la réunion renoncèrent à leur projet. Une autre proposition tendant au vote d'un ordre du jour faisant mention de l'objet pour lequel la commission avait été convoquée, n'a même pas été mise au vote par le citoyen Vandervelde, qui présidait la séance.

Je rappelle ces faits, que Guesde certainement connaît, quoiqu'il n'ait pas assisté à cette séance de la commission, pour vous montrer que vous ne pourriez pas invoquer cette résolution que vous aviez, avec raison, désapprouvée.

D'ailleurs Jaurès, qui n'entendait pas que la participation au gouvernement bourgeois fût limitée au cas de la défense du territoire, relevait, plus tard et non sans ironie, le caractère légèrement nationaliste de l'interprétation que Kautsky donnait à sa résolution.

« *Lorsque j'ai entendu le citoyen Kautsky — disait Jaurès à Amsterdam — répéter qu'il acceptait la possibilité de la participation des socialistes dans le gouvernement central en cas de péril national, je me demandais si le ministérialisme devenait orthodoxe, à condition d'être compliqué de nationalisme et s'il était excusable pour un prolétaire de sacrifier la lutte des classes pour collaborer à la défense de cette même patrie, qui était administrée et surtout exploitée par la classe bourgeoise. Je me demandais si la liberté politique, la liberté individuelle, la possibilité d'organiser le prolétariat n'était pas pour le prolétaire d'un intérêt tout aussi essentiel que la patrie. Et je sens que, dans certaines circonstances, je ne pourrais pas suivre jusqu'au bout le ministérialisme nationaliste de notre camarade.* »

L'Internationale ne partagea pas le point de vue de Kautsky

Mais l'Internationale, elle non plus, ne partagea pas le point de vue de Kautsky pour des motifs différents de ceux de Jaurès. Quand la question de notre attitude en cas de guerre est venue devant les congrès de Stuttgart (1907), de Copenhague (1910) et de Bâle en 1912, les résolutions, votées à l'unanimité et soutenues vigoureusement par Jaurès lui-même, nous imposaient non pas l'abdication de notre volonté socialiste, non pas la passivité, mais bien au contraire, une activité socialiste intense.

« *Si une guerre menace d'éclater, dit la résolution de Stuttgart — reproduite textuellement dans le manifeste de Bâle — il est du devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés, il est du devoir de ses représentants dans les Parle-*

ments... de déployer tous leurs efforts pour empêcher la guerre, par tous les moyens qui leur paraîtront les mieux appropriés et qui varient, naturellement, selon l'acuité de la lutte des classes et l'état de la politique générale. Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, c'est leur devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique, créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter ainsi la fin de la domination capitaliste » (2).

Il est inutile de dire que l'Internationale, en votant cette résolution, n'a pas entendu imposer au parti socialiste des pays belligérants ni la grève générale, ni la désertion, ni aucun des moyens de sabotage de la défense nationale. On ne songea pas un seul instant que cette résolution nous conseillait de faire du « tolstoïsme » devant l'ennemi menaçant notre sol. Ce que la résolution de Stuttgart-Copenhague-Bâle imposait, mais d'une façon impérieuse, aux socialistes des pays en guerre, c'est de *ne pas aliéner ce qui leur reste de liberté de pensée et d'action, tout en faisant leur devoir comme soldats*. La résolution imposait aux socialistes de ne pas oublier qu'à part l'ennemi de l'extérieur il y a celui de l'intérieur, dont on doit faire cesser la domination. C'est dans l'*Almanach* même du Parti ouvrier français, dont vous, cher ami, deviez être plus tard un des militants, qu'Engels écrivait en 1891 — après les fêtes de Cronstadt — que dans l'intérêt même de la révolution les social-démocrates allemands étaient obligés de défendre, en cas de guerre, tout ce qu'ils avaient conquis jusqu'à présent, *sans s'incliner devant l'ennemi du dehors, ni devant celui de l'intérieur*.

C'est là la bonne et saine tradition socialiste.

Pourquoi ne l'avez-vous pas suivie ?

Pour quels motifs, vous, les membres de l'ancien Parti ouvrier français, vous les « guesdistes », les défenseurs écoutés et admirés à tous les congrès socialistes

internationaux et nationaux, *de la lutte des classes irréductible*, avez-vous préconisé et fait de l'abdication de classe ?

Est-ce parce que le sol de la France est piétiné par un agresseur insolent et arrogant ? Mais nos résolutions ont compté avec une telle éventualité. Elles ont prévu que même dans ce cas, nous ne pouvons pas oublier que nos ennemis sont deux et que si c'est un grand malheur pour le prolétariat de tomber sous un joug étranger, le malheur devient une véritable catastrophe si le prolétariat recule des positions qu'il a conquises sur la bourgeoisie, après une lutte continue d'un demi-siècle.

Les origines de la guerre. Les responsabilités

Je sais que pour justifier votre attitude, vous, les socialistes français — comme d'ailleurs les socialistes allemands, vous avez créé une littérature d'exégèse sur les origines de la guerre. Vous tenez beaucoup à vous placer dans le cas de *légitime défense*.

« *Ce n'est pas la France, mais l'Allemagne qui a voulu la guerre !* »

Les socialistes allemands répondent : « *Ce n'est pas l'Allemagne, mais la Russie et ses alliées qui ont voulu la guerre !* »

Hildebrand et, avec lui, ses autres collègues du Reichstag, assurent que, « *la veille de la guerre, le gouvernement a fait tout pour en empêcher l'explosion* ».

Avant la guerre, les socialistes de chaque pays considéraient de leur strict devoir de rechercher la responsabilité, aussi petite qu'elle soit, *de leur propre gouvernement, de leurs propres classes dominantes*.

Maintenant, pendant la guerre, les rôles ont été intervertis : les socialistes de France cherchent et insistent sur la responsabilité du gouvernement allemand ; ceux de l'Allemagne recherchent les responsabilités en Russie et chez les alliées de ce pays.

Je ne puis pas m'empêcher de relever ce que ce procédé a de nouveau et d'inquiétant.

(2) Nous avons eu la chance rare de publier dans la *Lupta* du 1^{er} mai de cette année une épreuve de cette résolution, texte français, corrigée par la main de Jaurès.

Je ne pense pas un seul instant à vous reprocher la tendance de fixer les responsabilités immédiates de la guerre. Loin de moi cette pensée. Ce que nous ne pouvons admettre, ce qu'aucun socialiste ne doit admettre, c'est *l'usage* que vous voulez faire des graves responsabilités qui tombent sur l'Allemagne. Ce que nous croyons contraire à la cause du prolétariat français et du socialisme international, c'est ce désir de *diminuer* ou même de masquer la responsabilité du gouvernement français en mettant en relief et même en exagérant celle du gouvernement allemand. C'est un point de vue qui n'est pas socialiste.

La question des responsabilités

Mais, puisque vous, cher ami, vous soulevez la question *des responsabilités*, permettez-moi, après discussion faite des intentions qui l'ont soulevée, de l'examiner à fond.

A quoi tenait la paix en Europe ? A l'équilibre des forces de la triple et de la double alliance. On savait depuis longtemps que la rupture de cet équilibre rendait la guerre possible et même probable. C'est de là que provenait sinon la sympathie, au moins la tolérance, que certains de nos militants, au courant de la politique extérieure, manifestaient pour le système des alliances. Parlant à l'enterrement de Pressensé du grand attachement de celui-ci pour la paix, Jaurès rappelait l'importance que de Pressensé attribuait au système des alliances actuelles. « *Qui dit alliance, dit un commencement de classement, un commencement d'ordre* »

Vous vous rappelez sans doute les protestations hypocrites du *Temps* et des autres organes de la presse revancharde française quand, après la mort d'Andréa Costa, on a su qu'à la question posée par celui-ci à Jaurès, s'il était de l'intérêt de la paix que l'Italie continue à rester dans la Triple Alliance, Jaurès aurait répondu affirmativement ?

Pourtant, c'était très naturel et très logique. Jaurès craignait que la sortie de l'Italie de la triplice pourrait pousser

l'Allemagne, par peur d'être encerclée, à faire la guerre *préventive*.

Pour le même motif, il cherchait à éloigner tout ce qui dans l'entente avec l'Angleterre aurait pu provoquer les susceptibilités et susciter les craintes de l'Allemagne. La dernière fois que je l'ai entendu parler, au meeting de Londres, à la veille de Noël 1913, lors de la réunion du Bureau socialiste international, il protestait contre les *jingoës* anglais, qui mettaient comme condition de l'entente avec la France — au moins la presse nationaliste française l'affirmait — le vote de la loi du service de trois ans et de nouveaux crédits pour l'armée. Jaurès protestait contre cette condition qui pourrait conduire à la guerre. C'est lui également qui, dans *L'Humanité*, conseillait souvent au gouvernement de la République de ne pas trop s'engager dans la voie de la politique russe en Orient, car la Russie n'avait pas renoncé à la conquête des détroits. N'est-ce pas Guesde, avant lui, qui, au Congrès d'Amsterdam, dénonçait l'alliance franco-russe en disant, dans son langage imagé, qu'elle est *grosse de guerre* ?

Mais cela c'est de l'histoire connue. Ce qui est moins connu chez vous et ce que nous, les socialistes des Balkans, connaissons parfaitement bien, c'est le concours *actif, continu* que votre diplomatie donnait à celle de la Russie, dans ses intrigues ténébreuses dans les Balkans pour créer ici le premier et le second bloc balkaniques avec la pointe dirigée contre l'Autriche et l'Allemagne.

D'ailleurs, la responsabilité directe et immédiate de la Russie dans cette guerre et, en quelque sorte, son dessein même de la provoquer, a été soupçonnée par Jaurès, comme le démontre le citoyen Pressemane dans un article paru le jour même de l'assassinat de Jaurès — et avant que son auteur ait connu la terrible nouvelle — dans le *Petit Limousin*.

Et, en effet, quand est-ce que la Russie aurait pu trouver une occasion plus favorable pour faire la guerre et avoir de son côté la France et l'Angleterre et presque toute la démocratie européenne ?

Je soupçonne que la diplomatie anglaise n'est pas non plus à l'abri de tout reproche, comme d'ailleurs nous le dé-

montre la campagne courageuse menée par nos camarades de l'Independent Labour Party. L'antagonisme entre l'Allemagne et l'Angleterre est trop ancien, trop connu ; l'alarme contre les progrès effrayants de l'industrie allemande, au détriment de l'industrie anglaise, l'intention attribuée à l'Allemagne de ravir l'empire colonial de l'Angleterre — sont des choses trop souvent agitées dans la presse anglaise pour que la diplomatie anglaise, quand le moment favorable se présente, c'est-à-dire quand l'Allemagne, par son arrogance agressive, soulevait l'Europe contre elle, n'eût cherché à en tirer profit. Elle multiplia doucement et dans l'obscurité des chancelleries les probabilités de guerre et donna même un petit coup d'épaule au militarisme, déjà prêt à jeter l'Europe dans l'abîme.

Je le répète et, par les temps qui courent, trop de précautions ne nuisent pas, j'espère que personne ne verra dans cette courte analyse de la politique des Etats de la Triple-Entente le désir d'alléger l'immense part de responsabilité qui revient, dans l'œuvre d'extermination qui se poursuit, à l'Allemagne et à l'Autriche. Mais la responsabilité ne se limite pas aux seules *grandes puissances*. Je trouve même que c'est un faux procédé et une mauvaise tactique qui nous font un tort énorme à nous, socialistes des pays balkaniques, que de chercher dans la presse socialiste étrangère à présenter les gouvernements des petits Etats, et en particulier des Etats balkaniques, comme autant de troupeaux d'agneaux innocents, de la naïveté, de la bonté et du patriotisme desquels abusent les ogres de la diplomatie européenne. Nous savons trop bien ce que vaut la *ménagerie balkanique* ; nous savons qu'il n'y a pas un seul gouvernement en Europe qui pourrait dire : ma conscience est tranquille. Tous ont contribué à l'incendie qui a embrasé monts et océans, les uns en y apportant des bûches, les autres du sarment. Quand nous tenons à ne pas exagérer les responsabilités individuelles, pour ne pas diminuer celles qui reviennent au régime capitaliste — vous-même, vous dites qu'il est *générateur de guerres*, — ce n'est pas, faut-il le dire, par dilettantisme de sophiste, mais par obéissance à la plus impérieuse nécessité

socialiste. Nous devons charger le capitalisme de tous les péchés, parce qu'ainsi nous pourrions soulever contre lui les tempêtes de la révolution prolétarienne. Et quand à la place de cette tactique de guerre des classes, on nous recommande de faire l'exégèse de la guerre, on enlève à notre parti la plus redoutable de ses armes de lutte. (...)

Socialistes allemands et socialistes français

(...) Tant que la bourgeoisie détient le pouvoir et peut déclencher cet appareil formidable, qui s'appelle la mobilisation et la guerre, elle possède la faculté de mettre le prolétariat entre deux feux, entre deux dangers, entre deux pièges : s'unir à l'ennemi intérieur contre celui du dehors et abdiquer ainsi son indépendance de classe et aliéner sa liberté d'action, ou refuser de marcher à la guerre et devenir ainsi le complice indirect de l'ennemi extérieur.

Dans leurs délibérations, nos congrès nationaux et internationaux ont envisagé le problème sous ses deux aspects et en rejetant tous les moyens qui pouvaient jeter le prolétariat dans une extrémité — en rejetant par exemple la grève générale, quand elle ne peut pas être proclamée dans tous les pays belligérants, — ils ont laissé à l'appréciation du parti socialiste, dans chaque pays, le choix de la meilleure tactique, pour tenir le prolétariat à la même distance des deux pièges, des deux dangers ; une tactique qui constituerait le *dosage* le plus juste entre les deux nécessités : la défense du socialisme contre l'ennemi extérieur et sa défense contre l'ennemi intérieur.

Je vous avoue qu'au début de la guerre, aussi bien dans le vote des crédits en Allemagne que dans le vote des crédits en France, je n'ai pas vu une déviation radicale à l'ancienne tactique socialiste. Certains mêmes d'entre nous ont cru à la présence d'un de ces résultats paradoxaux du mécanisme parlementaire qui a amené, plus d'une fois, les socialistes à des votes en apparence contradictoires avec leurs principes. Nous avons cru à une faute, mais pas à une déviation.

Je me rappelle les circonstances qui amenaient le parti socialiste français, sous le ministère de Léon Bourgeois, à voter contre l'urgence de la suppression des lois scélérates — urgence demandée par les réactionnaires dans l'espoir de renverser ledit ministère. Plus tard, sous Waldeck-Rousseau, certains socialistes durent voter l'ordre du jour Magniaudé condamnant les idées collectivistes.

En ce qui concerne plus particulièrement l'attitude des socialistes allemands le jour du 4 août, avant même que nous ayons reçu les journaux, les bruits qui nous étaient parvenus disaient qu'ils avaient voté les crédits parce qu'ils englobaient également une somme de trois milliards destinée aux familles des mobilisés,

Plus tard, nous avons compris la véritable signification de ces actes.

La régénération du pays par la collaboration des classes

Quand nous avons appris que les socialistes allemands, tout en connaissant la violation de la neutralité de la Belgique, n'ont pas protesté, par respect pour le protocole parlementaire et pour « l'Union nationale » ; quand nous avons pris connaissance des articles chauvins du *Hamburger Echo* et d'autres journaux socialistes allemands, et que nous avons connu l'intimité qui commençait à exister entre les socialistes et les partis au pouvoir ; quand nous avons lu le discours de Hildebrand qui cherchait à mettre à la charge du « jugement sain et pratique » ce que vous mettez à la charge de « l'intérêt du socialisme » ; quand nous avons lu surtout l'inconcevable discours de Heine qui proclame Guillaume II infailible et invitait le prolétariat allemand à se fier au Syllabus de ce nouveau Pie IX ; quand nous avons appris comment Scheidemann, sommé par les partis de l'ordre, a désavoué Ledebour pour sa courageuse protestation contre la mesure barbare du général Hindenburg ; quand nous avons appris enfin que la démocratie socialiste allemande commençait à escompter la régénération du pays par la *collaboration des classes*, nous

nous sommes dit : le 4 août n'est pas un incident, mais le triomphe d'une tactique nouvelle. D'ailleurs, les révisionnistes des *Sozialistische Monatshefte* le déclaraient eux-mêmes avec orgueil : le 4 août est la date d'une nouvelle orientation du socialisme allemand.

En ce qui concerne l'attitude des socialistes français, elle ne nous est apparue sous son vrai jour que plus tard, quand nous les avons vus entrer dans le ministère et faire leur campagne pour entraîner les socialistes des pays neutres à la guerre, en les taxant de « germanophiles », s'ils manifestaient leur volonté de rester fidèles à la véritable tactique socialiste ; quand nous avons appris les commentaires qu'ils faisaient aux résolutions de la Conférence de Londres, ainsi que leur silence à la Chambre au moment où Viviani dénaturait leur pensée ; quand nous avons appris enfin l'opposition qu'ils mettaient à toute tentative d'entente et de rapprochement avec les socialistes allemands et lu le discours de Sembat à Marseille, qui ressemble énormément à ceux que prononçait Millerand au temps de l'Exposition de 1900 ; quand nous avons su, entendu et appris tout cela, nous nous sommes dit : le « ministérialisme » ressuscite en France et, ce qui est grave, il triomphe maintenant avec le concours de ceux qui, à Amsterdam, étaient ses plus irréductibles adversaires. (...)

Illusions dangereuses : la guerre actuelle nous apporte de nouvelles guerres

Il est vrai que vous, socialistes français, vous considérez la guerre actuelle de la France et de ses alliés comme une guerre d'une nature exceptionnelle qui se distingue des guerres ordinaires, non seulement par l'étendue de son théâtre, par le perfectionnement des engins, par l'immensité des masses en action, par le manque absolu de tout scrupule dans les rapports d'Etat à Etat, mais encore par son but même. Le triomphe de la France et de ses alliés est présenté comme un bond énorme vers le progrès et la civilisation.

Vous dites :

« *Quant aux nationalités opprimées, nous les libérerons, quant au militarisme, nous le renverserons ; quant à l'impérialisme et au droit que peut puiser dans la prétendue supériorité de sa culture un peuple à dominer les autres, c'est une idée que nous rayerons de la pensée européenne.* »

Empruntant à Hervé son « thermo-cautère », vous fouillez toutes les plaies de l'Europe en croyant les guérir. Vous traversez la Méditerranée en proclamant la liberté de races, dites inférieures.

Mais si la guerre peut apporter à l'humanité tous ces bienfaits que nous, les anciens « guesdistes », nous croyions irréalisables *tant que les producteurs ne seront pas maîtres des moyens de production*, pourquoi avons-nous été et sommes-nous encore les adversaires de la guerre ?

Si la guerre, faite par des capitalistes contre des capitalistes, peut amener la liberté de l'humanité entière, ce n'est pas : « *A bas la guerre !* », mais bien : « *Vive la guerre !* » qu'il fallait crier. Au lieu de combattre la guerre, il faudrait, au contraire, nous proclamer ses plus zélés champions.

Réhabilitation de la guerre ?

Comment vous y prenez-vous pour opérer cette réhabilitation de la guerre ? Quelles sont vos raisons pour en faire l'apologie ?

Je comprendrais votre optimisme si vous, socialistes français, pouviez être maîtres de la future conférence de la paix.

Mais, dans le ministère actuel, les socialistes n'ont que deux représentants. Etes-vous sûrs qu'à la fin de la guerre, quand la présence des socialistes ne sera plus nécessaire pour donner à la bourgeoisie l'autorité sur le prolétariat, la presse bourgeoise ou un M. Chaumet ne provoqueront pas un incident, machiné d'avance, pour débarquer ces *gêneurs* ?

Etes-vous certains qu'au cas où votre programme serait embrassé par le gouvernement français, il sera également ad-

mis par celui d'Angleterre ? Et de la Russie, qu'en pensez-vous ? Va-t-elle souscrire à votre programme de libération des peuples, de suppression du militarisme, de renversement de l'impérialisme et d'extirpation de la conscience européenne de la prétendue supériorité des races ?

En tout cas, ce que nous voyons nous rend très sceptiques.

Nous assistons à une soumission de volontés, mais elle s'exerce dans un sens contraire à vos désirs.

Ce n'est pas la majorité bourgeoise du ministère qui cède et qui se rétracte devant la minorité socialiste, mais bien au contraire ; ce n'est pas la France qui impose son idéal démocratique à l'Angleterre, mais c'est l'Angleterre qui obtient le concours de la France, pour maintenir sa domination sur des centaines de millions d'habitants appartenant à des races inférieures. Enfin, ce n'est pas la Russie qui se soumet à la volonté de ses alliées occidentales, mais ce sont celles-ci qui abdiquent devant le tsarisme.

La preuve n'est pas loin à chercher. La diplomatie franco-anglaise a capitulé devant la Russie dans la question de Constantinople et des détroits. Hervé lui-même a capitulé et il ne reste plus de défenseur en France, pour la neutralisation des détroits, qu'une partie des socialistes. *L'Humanité*, qui publiait dans les numéros des 19 et 20 mars, les deux articles successifs de Moutet et de Renaudel protestant contre l'aplatissement devant la Russie, nous fournit la preuve indirecte de la capitulation que je dénonce.

Le principe des nationalités a essuyé un autre échec dans la question de l'Adriatique, dont la côte de l'Istrie et de la Dalmatie, peuplée par des Serbes et des Croates, a été cédée, paraît-il, par la Triple-Entente à l'Italie. Un million de Slaves, peut-être même un million deux cent mille, qui jouissent encore aujourd'hui, en Autriche, d'une large autonomie, devront faire connaissance avec le nationalisme intolérant des Italiens qui se flattent d'être les meilleurs assimilateurs en Europe. (...)

La question de l'Alsace-Lorraine

Vous proclamez, comme un but à atteindre, la réannexion à la France de ses deux anciennes provinces. Mais ce serait un acte de violence comme il le fut en 1871, mais en direction opposée. Les Français subissaient alors la violence des Allemands vainqueurs ; aujourd'hui, ce seront les centaines de mille d'Allemands, immigrés en Alsace, qui subiront de ce fait la violence du vainqueur français.

Pour les socialistes, il n'y a qu'une solution juste et en même temps pratique : l'autonomie complète des deux provinces devant constituer à l'avenir un Etat tampon entre l'Allemagne et la France.

Je sais que vous, socialistes français, vous proposez la consultation préalable de la population, à l'aide d'un référendum.

Or il existe des questions dont la solution est imposée par une série de circonstances et qui ne doivent pas être soumises aux surprises d'un plébiscite dont la sincérité serait contestée, en tout cas.

Dans une question pareille, ce n'est pas seulement l'opinion de la majorité, plus ou moins accidentelle, qu'on doit prendre en considération, mais aussi celle de la minorité, et l'on doit envisager également la répercussion que l'une ou l'autre de ces solutions aurait en Allemagne ou en France. Il ne s'agit pas de satisfaire momentanément tel ou tel vœu, mais de prévenir des conflits futurs.

C'est pourquoi je considère la solution, que vous mettez à tort sous le patronage de Liebknecht et de Bebel, comme une solution nationaliste et funeste à la paix future de l'Europe et aux rapports futurs du socialisme allemand et français.

Le *plébiscite* dont parlent les socialistes français sera d'ailleurs une formalité superflue si, d'après l'avis d'Hervé, on doit exclure les Allemands immigrés depuis 1871 et dont le chiffre, d'après certains camarades français, monterait aujourd'hui à 400 000 hommes, et comprendre, au contraire, tous les émigrés qui ont quitté, en 1871 et postérieurement, les deux anciennes provinces françaises.

Je ne crois pas, d'autre part, que vous soyez pour les Alsaciens-Lorrains d'ori-

gine allemande plus tolérants que les Allemands ne l'ont été pour ceux d'origine française. La France, comme l'Allemagne, comme l'Italie, est un Etat *national*, homogène, et ne peut pas, de ce fait, tolérer des éléments d'autre nationalité. Je n'oublierai jamais que sous le ministère Combes on avait dénoncé comme un véritable crime contre l'Unité nationale française le fait qu'en Bretagne le catéchisme était lu en langue bretonne. Combes s'empresse même de l'interdire d'une façon expresse. Ce fait, extraordinaire si on le considère au point de vue de la liberté individuelle, apparaît naturel si l'on prend en considération le caractère profondément unitaire et centraliste de l'Etat français.

Je puis dire, sans crainte d'exagération, qu'après la guerre, si le plan de la « libération des nationalités » tel que la triple — maintenant quadruple — entente le conçoit, triomphe, il y aura en Europe une plus forte oppression nationale, comme il y en a eu davantage dans les Balkans après les deux guerres balkaniques. Il ne faut pas être, par exemple, grand prophète pour prédire que les Serbes et les Croates qui passeront sous le joug de l'Italie n'auront, même pas en partie, l'autonomie dont ils jouissent à l'heure actuelle, sous la domination autrichienne. (...)

La haine du tsarisme

Or la haine du tsarisme russe est une tradition dans l'Internationale. Nous, particulièrement, les socialistes des Balkans, nous avons été élevés dans cette haine. Nos maîtres socialistes n'ont jamais cessé de nous dire : « *Chez vous, en Orient, il y a une rude et difficile tâche à accomplir. Dans l'intérêt de l'Internationale, vous devez lutter contre la politique de conquête de la Russie.* » « *Vous avez un écueil grave à éviter à tout prix : en faisant du socialisme, tâchez de ne pas faire le jeu de la Russie* », m'écrivait en 1896 le vieux Liebknecht, celui qui, pour son attachement à la France, avait été appelé « le Français ». Les camarades russes nous disaient la même chose. En s'adressant en 1894 aux socialistes des Balkans, Plekhanov leur disait : « *Vis-à-vis de la*

Russie tsariste, le socialisme international a un seul et unique devoir : de la tenir dans l'isolement le plus complet. » En proclamant au Congrès de Marseille que la Russie est l'échiné de la réaction en Europe, Guesde ne nous invitait-il pas à la lutte sans merci contre le tsarisme russe ?

Pourtant, et nous demandons qu'on nous rende cette justice, s'il y a eu des social-démocrates qui ont insisté sur ce que l'Internationale ne s'égaré pas sur cette seule piste pour oublier que la menace de la paix de l'Europe orientale réside en Autriche également, ce sont les socialistes des Balkans. Les camarades qui étaient à la Conférence du Bureau socialiste international de Bruxelles, en octobre 1912, savent combien nous avons tenu à ce que chaque impérialisme ait sa part de blâme et combien nous avons insisté en vue de présenter le danger pour l'*universalisation* de la guerre, alors localisée entre la Turquie et le bloc balkanique, comme venant du côté de l'Autriche. Nos arguments ont probablement produit une certaine impression, car l'année suivante, au mois de décembre, à Londres, le citoyen Vaillant me déclarait s'être rappelé plus d'une fois nos avertissements, que les événements venaient de confirmer et qu'ils confirment actuellement encore davantage. Il ne faut pas qu'à présent nous nous égarions de nouveau, cette fois, sur la piste autrichienne et allemande et que nous perdions de vue les conquêtes que la Russie prépare au sud, avec le concours de ses alliés. Les Russes à Constantinople, c'est sûrement l'anéantissement de l'indépendance des Etats balkaniques. Leur territoire se réduirait alors au hinterland nécessaire à la défense de Constantinople et des détroits.

Les Russes à Constantinople, c'est l'anéantissement de l'indépendance des Etats balkaniques

Tant que la sécurité de l'actuelle capitale des Turcs était menacée au nord, par

la Russie, les Balkans et le Danube étaient ses lignes de défense naturelle. Mais si Constantinople devient russe, il ne sera plus menacé du nord-est mais du nord-ouest, du côté de l'Allemagne. Dans ce cas, la ligne naturelle de défense n'est plus formée par les Balkans et le Danube, mais bien par les Carpathes ; une loi stratégique impose que toute extension de la Russie vers le sud soit accompagnée d'une extension correspondante vers l'ouest. Pouvons-nous avoir, dans ce cas, des sympathies pour la Russie ? Pouvons-nous lui souhaiter des succès ?

Vous reconnaissez d'ailleurs vous-même le danger russe. Seulement, vous nourrissez l'espoir de le tenir en frein avec le concours de l'Angleterre et des futures Républiques qui s'élèveront à la place de l'Allemagne et de l'Autriche vaincues. Mais ne croyez-vous pas que le tsarisme russe, qui a précisément prouvé ne pas méconnaître ses vrais intérêts, déjouera vos combinaisons ? Ne pensez-vous pas qu'au premier danger menaçant son pouvoir, Nicolas II s'empressera de conclure la paix avec ses bons et anciens amis Guillaume II et François-Joseph ?

Ce que nous voulons c'est que personne ne triomphe ; ce que nous désirons c'est que l'Allemagne soit rejetée du nord de la France et de la Belgique et que l'ours du nord soit forcé de rentrer dans sa tanière.

Mais ces sympathies et antipathies n'engagent nullement notre action déterminée par les seuls intérêts de la classe ouvrière, distincts de ceux de la bourgeoisie. Si nous admettions la théorie du moindre mal, si nous nous étions déclarés prêts à chaque conflit à entrer en guerre, pour celui des adversaires en lutte, dont le triomphe nous paraissait le moins nuisible, notre parti serait devenu l'annexe des partis bourgeois. Vous savez bien que pour déterminer notre attitude vis-à-vis de bourgeois en lutte ou en guerre, *ce qui doit nous préoccuper ce ne sont pas les différences qui les séparent, mais bien celles, beaucoup plus grandes, qui nous séparent d'eux.*

Notre “germanophilisme” et l’hypocrisie des “francophiles”

Mais il paraît que notre lutte pour la neutralité stricte et loyale est présentée comme une preuve de germanophilisme, et cela parce que notre neutralité profiterait actuellement à l’Allemagne.

Ce n’est pas sérieux.

Qu’auriez-vous dit si quelqu’un vous faisait remarquer à vous socialistes français que vous devriez cesser vos protestations contre l’expédition au Maroc, parce que votre neutralité profiterait indirectement au sultan ?

Au début de la guerre, notre lutte pour le maintien de la neutralité vous a profité, à vous également, car à ce moment-là, l’entrée de la Roumanie en action ne se serait faite qu’au profit de l’Allemagne — à laquelle nous lie un traité d’alliance.

Maintenant, une grande partie de nos réactionnaires sont francophiles, mais c’est parce qu’ils espèrent obtenir de la France une plus grande part de la proie future. Si la balance de la victoire fléchit de nouveau et sensiblement, du côté des Allemands, vos alliés en Roumanie changeront de sentiments en moins de vingt-quatre heures. Et alors nous, les socialistes roumains, nous, qui avons déclaré, dès le début, que nous ne pouvons être ni pour l’impérialisme allemand, brutal et arrogant, ni pour le tsarisme russe, nous qui considérons de notre honneur d’être toujours avec le socialisme et avec les vaincus, serons alors les seuls défenseurs de la France républicaine, comme au début de la guerre, quand nos « francophiles » trouvaient à la *République tous les torts et accusaient les socialistes français, et Jaurès en particulier, d’avoir préparé le désastre de leur pays.* (...)

Guerre et réaction

La campagne pour la guerre, chez nous, a eu encore d’autres résultats. Je ne parlerai pas des conséquences désastreuses de la politique équivoque de

notre gouvernement pour les ouvriers et pour les paysans, je ne relèverai que des mesures du gouvernement. La guerre a facilité le vote de plusieurs lois dirigées contre la classe ouvrière. Comme exemples : la loi sur le contrôle des étrangers, qui fait de l’espionnage une institution d’Etat et de la dénonciation un devoir de citoyen ; la loi sur l’assistance des mobilisés qui, après avoir fixé un secours ridicule de 20 francs par mois pour les ouvriers de la ville et de 15 francs pour ceux de la campagne, a imposé à la classe ouvrière, pour recueillir les fonds nécessaires, des taxes qui n’ont pas d’analogues même dans les pays belligérants. Les cartes postales sont taxées par un timbre supplémentaire de cinq centimes ; les notes des restaurants dépassant un franc paient un impôt de dix centimes et celles au-dessus de deux francs — la progression s’arrête ici — de vingt centimes.

Mais il y a pire encore.

Vous savez que nous avons, en Roumanie, le régime électoral le plus arriéré et que, d’autre part, nos paysans vivent dans les conditions agraires existant en France à la veille de la Révolution. Après la dernière révolte des paysans, nos gouvernants ont trouvé impossible le maintien de cet état de choses et durent penser à accorder un nouveau régime électoral et à donner de la terre aux paysans. Les événements de la guerre apparaissent aux hobereaux roumains comme un moyen propice pour s’arrêter dans la voie des réformes. M. N. Filipesco a déclaré, avec sa brutalité habituelle, à la réunion du comité exécutif du parti conservateur : « *Le parti conservateur doit se mettre à la tête du mouvement pour l’unité nationale, pour pouvoir ensuite combattre avec plus d’autorité la réforme électorale et la réforme agraire !* » Le peuple roumain doit donc faire la guerre, car c’est le plus sûr moyen d’enterrer les réformes ! Et vous voulez que nous soyons pour la guerre ? Je comprends que dans certaines circonstances on soit forcé — comme c’est le cas chez vous — de subir le voisinage et la collaboration des Drumont, des Barrès, des Meyer, des Maurras, mais quelle aberration que d’aller chercher et de provoquer cette collaboration ?

Deux socialismes

Non, nous ne sommes pas d'accord avec vous et vous ne pouvez pas nous convaincre de faire de bonne grâce, chez nous, ce que vous êtes forcés de subir chez vous.

Nous sommes et nous restons les partisans de la bonne et vieille tactique de la lutte des classes et nous répudions de toutes nos forces celle de la collaboration des classes.

Je prévois votre observation : vous direz que, vous aussi, vous ne renoncez pas à la lutte des classes, et que c'est l'intérêt socialiste qui vous force à faire cette déviation passagère.

Mais ne voyez-vous pas, mon cher ami, le coup que vous portez au passé glorieux de ce socialisme français dont vous faites partie ?

Les possibilistes ne disaient-ils pas eux-mêmes qu'ils sont pour la socialisation des moyens de travail, mais que la réalisation de ce but ne pourra se faire que progressivement ?

Le ministérialisme socialiste français ne jurait-il pas qu'il resterait fidèle au principe de la lutte des classes ?

De quel droit avez-vous combattu l'un et l'autre ?

C'est parce que vous vous rendiez bien compte qu'on ne peut pas faire certaines concessions sans compromettre l'avenir même du socialisme.

Non, il n'est pas exact de dire que maintenant encore nous professons le même principe de la lutte des classes,

mais que nous différons seulement dans son application, les conditions n'étant pas identiques dans tous les pays.

Le Parti ouvrier indépendant suit en Angleterre une tactique toute différente de celle du Parti socialiste anglais, quoique les deux partis travaillent sous le coup des mêmes événements et dans le même milieu.

La preuve, c'est que les partis socialistes des deux pays belligérants, alliés, suivent deux tactiques différentes. C'est ainsi que les députés socialistes serbes et les députés socialistes russes ont refusé de voter les crédits de guerre, et que le contraire est arrivé en France.

Entre leur tactique et la vôtre il y a plus de différence qu'entre la vôtre et celle des socialistes allemands. Donc, nous ne sommes pas en présence de deux tactiques, mais en présence de *deux socialismes*.

Voilà la vérité.

Nous, les socialistes roumains, nous voulons rester avec le socialisme révolutionnaire, qui fut hier la source de votre force, et nous voulons continuer à l'avenir la lutte contre la guerre et contre l'opportunisme.

Avec salutations amicales,

C. Racovski,

Délégué de la Roumanie au Bureau
socialiste international

(Les intertitres sont du document original ou de la rédaction des CMO.)

Charles Dumas, chef de cabinet de Jules Guesde : rapport sur la Russie bolchevique (1919)

Le parcours ultérieur de Charles Dumas éclaire la position belliciste qu'il prend dans sa discussion avec Racovski. De la fin 1917 à la fin 1918, il passe un an en Russie comme représentant de la France en guerre. Il y agit comme un agent du gouvernement. Le 2 décembre 1918, il présente un rapport devant le Comité national d'études sociales et politiques, dont le secrétariat est situé 45, rue d'Ulm, c'est-à-dire... à l'École normale supérieure, et qui porte un vif intérêt à la question russe.

Charles Dumas commence à déclarer à son auditoire :

« Je me permettrai tout d'abord de solliciter votre indulgence. Je me trouve dans un état de fatigue extrême ; je reviens de Russie où j'ai passé toute une année. »

Il affirme d'emblée qu'il va intervenir « contre les bolcheviki » (comme il dit) tout en assurant son lecteur qu'il n'avait pas « a priori » d'antipathies contre eux. D'ailleurs, il affirme : « J'ai été en France l'ami personnel de Lénine qui me rappelait lui-même au mois de janvier de l'année dernière que c'était moi qui l'avais initié aux choses de la politique française », ce dont, à ma connaissance, nul historien ne s'est aperçu.

“Des masses grises”

Il affirme ensuite :

« La Russie, 180 millions d'hommes, se compose en immense majorité de ce que les Russes appellent d'un mot qui est une image très juste de la réalité, les masses grises, c'est-à-dire plus de 100 millions de

moujiks dont la plupart n'ont aucune conscience des valeurs ni de l'existence de la civilisation occidentale et dont un pourcentage qui atteint de 80 à 90 % ne sait ni lire ni écrire (...). Tel est le milieu dans lequel a été déchaînée la révolution. Par là vous comprendrez peut-être avec quelle rapidité et comment il a été possible à une formule politique comme le bolchevisme — si on peut appeler le bolchevisme une formule politique — de se répandre et de gagner les couches générales de la population. »

“Lénine est un aventurier du socialisme, mais Trotsky est un aventurier tout court”

Il poursuit :

« Les chefs du mouvement bolchevique, ceux qui le tiennent en main, qui ont une valeur intellectuelle et, ce qui était tout en Russie, une valeur de volonté, ne sont que deux : il y a Lénine, il y a Trotsky.

Lénine (...), personnellement, c'est un homme charmant ; il est de relation extrêmement agréable et d'une éducation parfaite ; il n'y a certainement pas une seule tache dans sa vie privée. Et si nous abordions le domaine de la politique, il faudrait dire de lui — je vous demande pardon d'employer une expression aussi brutale et aussi violente — qu'en politique il est une cynique canaille. C'est un homme qui ne recule de-

vant aucun moyen lorsqu'il s'agit d'atteindre le but qu'il se propose. Il a une mentalité de fanatique et son intelligence, qui est moyenne, a des œillères ; lorsqu'il croit avoir trouvé la solution d'un problème, il va droit devant lui sans s'occuper des obstacles qui peuvent se rencontrer sur son chemin et contre lesquels il butera en cours de route. Il est doué d'une immense ambition personnelle (...).

De Trotsky je ne dirai pas grand-chose. Je l'ai résumé dans une formule très simple : Lénine est un aventurier du socialisme, mais Trotsky est un aventurier tout court. Je ne crois pas à la sincérité des convictions de Trotsky. »

Dans l'intérêt de la guerre

« Je suis de ceux, continue-t-il, qui, à leur arrivée en Russie, ont pensé qu'il n'était pas impossible, dans l'intérêt de la guerre, de s'entendre avec les bolcheviki. Les bolcheviki étaient au pouvoir ; ils étaient les seuls qui semblaient, au moment de Brest-Litovsk, vouloir opposer quelque résistance à l'Allemagne. Je disais alors : puisqu'il faut faire la guerre, il importe peu qu'on la fasse avec Dieu ou avec le diable, pourvu qu'on la fasse contre les Allemands.

On a dit que l'on aurait pu s'entendre avec les bolcheviki. Moi-même j'ai tenté d'en convaincre Trotsky la veille du jour où il est allé à Brest-Litovsk pour signer ou plutôt pour ne pas signer le traité de paix avec l'Allemagne. Je ne veux pas m'étendre sur les propos que nous avons échangés ; cela serait beaucoup trop long. Mais je suis persuadé que si nous avions fait un effort ou une tentative pour nous entendre avec les bolcheviki, nous n'aurions pas obtenu les résultats que nous désirions. Je suis arrivé à cette conclusion très rapidement : d'abord je me suis aperçu qu'il y avait parmi les bolcheviki trop d'agents allemands pour que tout ce que nous pourrions tenter avec les bolcheviki ne fût pas immédiatement connu de nos ennemis ; ensuite, nous avons les déclarations les plus formelles de bolcheviki

eux-mêmes, disant que jamais, tant que la République des soviets existerait, les Alliés ne pourraient obtenir d'eux qu'ils consentent à entrer en guerre avec l'Allemagne. »

La politique intérieure...

Charles Dumas évoque ensuite la politique intérieure du gouvernement bolchevique.

Il commence par la politique militaire en affirmant étrangement : *« Les bolcheviki ont rétabli les valets d'armées, fonctions réservées aux esclaves dans les armées antiques. »* Il cite une phrase de Trotsky — surtout déclamatoire et guère suivie d'effet par ailleurs — affirmant que dans l'armée nouvelle les bourgeois seront utilisés pour les corvées : *« Ils seront astreints à servir l'armée, non pas avec le fusil, mais avec le balai. »* Il s'indigne : *« Comme socialiste, je proteste encore avec la dernière énergie contre une formule qui n'a rien de commun avec le socialisme : elle remonte peut-être à Artaxerxès ou à Tamerlan ; mais elle ne remonte pas aux principes du socialisme moderne. »*

Puis il dénonce la politique de logement des bolcheviki qui, en pleine guerre civile, modifient la répartition du maigre parc de logements hérité de la Russie tsariste et mettent à la disposition d'ouvriers quelques centaines de vastes logements divisés entre plusieurs familles. Il la dénonce en affirmant : *« Le socialisme n'a pas besoin d'aller habiter dans le nid des autres ; il a sa maison à bâtir. »*

Il ajoute à cette dénonciation un fait grotesque qui n'est, à ma connaissance, attesté nulle part ailleurs, dont Dumas ne donne pas la moindre référence, sans parler même de la moindre date, et qui appartient évidemment au trésor de la propagande des Blancs.

« Une manifestation de l'esprit de haine la plus grossière et la plus méprisable éclate dans une décision que Trotsky un jour avait prise. Il était entendu que sur toutes les maisons des bourgeois on mettrait une feuille jaune et que quiconque voudrait pourrait en-

trer et faire ce qu'il lui plairait des choses et des habitants.

Plus tard on a fait mieux ; on a organisé le pillage systématique. Celui qui a donné le mot d'ordre du pillage c'est Lénine. (...) Lénine disait à une réunion des ouvriers : "Allez dans les maisons de la classe riche et vous trouverez tout ce dont vous avez besoin." (...) A l'heure actuelle, les pillages doivent être réalisés à un tel point que je ne pense pas qu'il reste encore un seul meuble dans un appartement. »

Après cette citation de Lénine, elle aussi truquée et bien entendu sans référence ni date, sans même l'évocation d'un « témoin », il dénonce le viol des libertés publiques, la liquidation de la liberté de la presse, la répression. « *Les bolcheviki, écrit-il, ont massacré avec une férocité, avec des raffinements d'atrocités épouvantables ; ils procèdent sans ordre. Un jour, on décide d'arrêter tous les officiers, c'est-à-dire 30 000 personnes...* », décision parfaitement imaginaire !

Pour une intervention

« *On a dit et on dit qu'il faut laisser les Russes se débrouiller seuls pour établir un régime normal en Russie. Cela est impossible. La masse russe est dans un état d'incapacité complète de lutter contre le bolchevisme. Les Russes en sont incapables parce qu'ils n'en ont pas les moyens ; ils n'ont pas d'armes ; non seulement ils n'ont pas d'armes mais ils sont brisés moralement et physiquement par la guerre, par la révolution et par la terreur. Imaginez qu'en France la bande Bonnot se soit emparée du pouvoir, qu'elle ait désarmé toute la population et qu'elle ait armé tous ses ennemis et que l'on dise aux Français : "Vous allez maintenant vous arranger pour constituer un meilleur gouvernement." Ce serait une chose impossible.*

Si vous comptez sur les Russes pour renverser le bolchevisme par leurs propres forces vous commettez une erreur formidable. Cela est impossible.

Nous aurions le droit d'intervenir au nom des principes humanitaires (souligné par moi). Ce qui se passe là-bas est

effroyable ; la famine qui règne est atroce ; les gens meurent de faim et tombent dans les rues. Il n'est personne parmi ceux qui étaient il y a quelques semaines en Russie, soit à Moscou soit à Petrograd, qui n'ait vu à ses côtés tomber des gens inanimés. On s'en approchait, ils étaient morts. On les ramassait et on ne les ramassait pas, car on est arrivé à une sauvagerie telle que la vie humaine et la mort ne sont plus rien.

Le régime bolchevique continue à fonctionner avec autant d'atrocité. Je dis que dans ce cas, le seul principe d'humanité nous donnerait le droit d'intervenir en Russie (souligné par nous). Mais je ne veux même pas y avoir recours.

La formule qui déclare qu'il est impossible d'intervenir dans les affaires intérieures d'un pays est une formule prescrite dans l'état du monde que l'on veut créer demain » (souligné par moi).

L'exposé de Charles Dumas est suivi le même jour par celui de Fernand Grenard, consul général de France à Moscou, qui conclut par une énumération de trois « griefs contre le bolchevisme ». Il feint de s'interroger : « *Pourquoi tolérer le despotisme des bolcheviki plus que celui du Prussien ou du Turc ?* », et résume ses trois griefs par une formule qui reprend la thèse de Dumas : « *Voilà, je crois, des raisons suffisantes pour justifier en droit une intervention.* »

Lors de la réunion suivante du Comité national d'études qui poursuit la discussion engagée par les rapports de Dumas et Grenard, et en présence et avec la participation active de ces deux derniers, un certain Eck, russe, qui précise : « *J'ai été socialiste, je le reste plus que jamais* », affirme sans ambages : « *Ceux qui disent que le principe de non-intervention est un principe périmé et mort ont raison. (...) Cette guerre avec son idée de nécessité d'une Société des nations, a fait comprendre d'une manière plus décisive que le principe de non-intervention dans les affaires intérieures d'un pays est un principe mort avec lequel on ne doit plus compter.* »

Charles Dumas et les emprunts russes

A cette seconde réunion du 9 décembre, Charles Dumas joue les matamores :

« J'étais à Moscou lorsque nous avons fait le débarquement trois mois trop tard. Si on avait marché à ce moment avec trois trains blindés seulement et 4 000 et 5 000 hommes, on aurait pris Moscou... » « On », c'est l'impérialisme français et des banques.

Puis il indique le danger du bolchevisme : la révolution internationale.

« Leur armée est destinée à venir en aide aux soulèvements intérieurs qu'ils créeraient grâce à leur propagande dans les autres pays. Ils espèrent que l'Allemagne, avec Liebknecht, ou dépassant même Liebknecht, ira au bolchevisme et ils préparent une alliance avec cette Al-

lemagne nouvelle qu'ils dirigeront contre l'Entente. »

D'agents allemands hier encore, selon Dumas, les bolcheviks se transforment soudain, en une semaine, en agents de la révolution en Allemagne qu'ils voudraient étendre à toute l'Europe !

Il avance enfin un argument à ses yeux décisif :

« Il ne faut pas oublier que nous avons des intérêts considérables en Russie ; nous avons 17 milliards et nous avons nos emprunts. (...) Nous ne pouvons pas perdre 17 milliards de notre patrimoine, fussent-ils nationalisés par un autre pays. »

Le consul général Grenard conclut avec l'assentiment général : *« La question des modalités de l'intervention peut se poser. Mais la question elle-même du principe de l'intervention ne se pose pas. »*

Marc Teulin

Roman Rosdolsky :

La situation révolutionnaire

en Autriche en 1918

et la politique des sociaux-démocrates

(deuxième partie)

Dans le précédent numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier* (n° 58), nous avons publié la première partie de l'étude de Roman Rosdolsky sur la révolution autrichienne de 1918 et son étranglement par la social-démocratie. Il y évoque les grèves révolutionnaires qui éclatent en Allemagne et en Autriche en janvier 1918, que le social-démocrate de gauche Otto Bauer décrivait lui-même en termes lyriques... avant de contribuer à leur défaite organisée par la direction de son propre parti. *« La masse gigantesque des grévistes, la passion révolutionnaire farouche de leurs assemblées de masse, l'élection des premiers conseils ouvriers dans les assemblées de grève, tout cela conféra au mouvement un caractère révolutionnaire grandiose et éveilla parmi les masses l'espoir de pouvoir transformer immédiatement la grève en révolution, de s'emparer du pouvoir et d'imposer la paix. »* Cette grève générale éclate en effet pendant que se déroulent les négociations de paix à Brest-Litovsk entre les délégations autrichienne et allemande d'un côté, et de l'autre, la délégation soviétique conduite par Trotsky dont elle nourrit ce que les adversaires de ce dernier appelle « les illusions » dont les faits cités par Rodolsky montrent que les prétendues illusions étaient fondées. La victoire de la grève générale en Autriche, son écho en Allemagne alors soulevée par une grève massive à Berlin auraient évidemment changé la donne de ces négociations et modifié le cours de la révolution en Russie... Le récit de la collaboration de classe très étroite entre les cercles dirigeants de la monarchie et les sommets de la social-démocratie autrichienne se prolonge et se conclut — au détriment de la classe ouvrière autrichienne, hongroise... et russe — dans cette seconde partie de l'analyse historique de Rosdolsky.

IV - La gauche social-démocrate d'Otto Bauer face au "moment présent"

En revanche, quelle fut l'attitude de la « gauche » social-démocrate dirigée par Otto Bauer durant les journées de janvier ? Celle-ci fut-elle au moins capable de se faire une idée claire de la situation historique et des tâches qui en découlaient ?

Il suffit ici de renvoyer au livre d'Otto Bauer, *La Révolution autrichienne*. Il y est dit à propos de la grève de janvier : « *Nous avions voulu que la grève fût une grande démonstration révolutionnaire. Nous ne pouvions pas vouloir la transformation de la grève en révolution. C'est pourquoi il nous fallut faire en sorte que la grève se terminât avant que la famine n'eût contraint les grévistes à la capitulation — qu'elle se terminât de manière à consolider la force et la confiance des masses* » (1).

Le lecteur sait déjà ce qu'il faut penser de la « grande démonstration révolutionnaire » « voulue » par Adler, Renner et Seitz. Il sait également de quelle manière la confiance des masses fut « renforcée » par le pacte de Seidler conclu avec Seitz. (Aucune emphase creuse ne peut remédier au langage sobre des rapports ministériels.) Aussi la question est-elle seulement de savoir pourquoi *Otto Bauer* ne pouvait pas vouloir « la transformation de la grève en révolution ».

Les troupes ennemies sont-elles trop fortes ?

Pour des raisons multiples. Certes, dit-il, il est juste que le mouvement de janvier éveilla dans les masses « *l'espoir de pouvoir transformer immédiatement la grève en révolution, de s'emparer du pouvoir et d'imposer la paix* ». Mais la douche froide suit immédiatement cette constatation : « *A vrai dire, c'était bien une illusion. Les commandements militaires réussirent à envoyer d'importantes forces dans les régions touchées par la grève. Des troupes roumaines,*

ruthènes et bosniaques uniquement, avec lesquelles les grévistes ne pouvaient communiquer, des recrues intimidées que leurs chefs tenaient solidement en main. Il ne faisait aucun doute que ces troupes fussent suffisamment fortes et sûres pour écraser dans le sang toute tentative des masses de poursuivre la grève jusqu'à un acte de violence révolutionnaire » (2).

Nous allons à nouveau consulter les dossiers. Dans le procès-verbal du Conseil des ministres, réuni le 28 janvier 1918 sous la présidence de Toggenburg, on peut lire : « *A la demande de M. le ministre de l'Intérieur, le préfet de Vienne décrit le mouvement de grève en Basse-Autriche, et souligne le fait qu'au début du mouvement, les autorités politiques et le préfet de police de Vienne ne disposèrent d'aucun moyen pour intervenir de manière énergique et avec succès... Le préfet de police de Vienne décrit le cours du dernier mouvement de grève en soulignant le fait que les effectifs de la garnison ne s'élevaient primitivement qu'à 15 compagnies, et qu'ils furent renforcés depuis par deux bataillons. Cependant, pour le maintien de l'ordre public, ou pour la répression d'éventuels désordres, il aurait fallu disposer de 10 000 hommes — ceci d'autant plus que les travailleurs (de Vienne — R. R.) avaient beaucoup d'armes, et qu'ils ont accès aux armes de l'arsenal.* » « *Quant à la force de la garnison, le colonel Klose (ministère de la Guerre — R. R.) déclare que les effectifs s'élèvent à présent à 7 000 hommes* (3), et

(1) *Op. cit.*, p. 65.

(2) *Ibid.*, p. 64.

(3) Cf. *Archives de guerre*, AOK, op. Abtlg., 675 ex 1918, dossier : « Renforts sur les arrières (cartes d'état-major, janvier, octobre), carte 1 : renforts au 31-01-1918 ». Nous voyons par cette carte que « l'armée en campagne » a mis « à la disposition » des autorités viennoises jusqu'au 31-01-1918 sept bataillons, à savoir un bat. du RI 93 (des Tchèques et des Allemands) un bat. du RI 37, (des Hongrois), deux bat. du RI 44 (des Hongrois) et trois bat. du régiment des fusiliers 15 (des Tchèques et des Allemands). En tout, environ 4 500 hommes.

qu'ils atteindront dans 3 ou 4 jours le chiffre de 10 à 11 000 hommes » (4).

Alors qui croire ?

Alors qui croire ? Le gouverneur de la Basse-Autriche et le préfet de police de Vienne constatèrent, deux semaines après l'éclatement de la grève générale, qu'ils n'avaient disposé « d'aucun moyen » pendant les journées critiques de la grève, voire même que le nombre de soldats nécessaires à la « répression d'éventuels désordres » était insuffisant le 29 janvier encore. O. Bauer, en revanche, vit affluer dès les premiers jours de la grève « d'importantes forces », dans toutes les régions de l'Autriche et de la Hongrie touchées par la grève. Forces qui suffisaient amplement pour « écraser dans le sang » toute violence des masses. (Que de choses un théoricien austro-marxiste lucide n'est-il donc pas capable de prévoir ?)

Cependant, nous ne voulons pas polémiquer avec l'auteur de *La Révolution autrichienne* sur les forces des garnisons de Vienne et d'autres villes d'Autriche. Il va évidemment de soi que, dans une situation révolutionnaire aiguë, tout gouvernement essaiera de concentrer des troupes, de les envoyer dans des régions particulièrement menacées, etc. (Faire dépendre la révolution du fait que le gouvernement ne procède à aucune concentration de troupes, signifierait la repousser aux calendes grecques) (5). En conséquence, ce qui importe, c'est seulement la question de savoir s'il peut utiliser les troupes déjà concentrées, si elles sont disposées à tirer sur les insurgés. Et cela ne peut être déterminé, en dernière analyse, qu'au moment même de l'insurrection, donc par l'action révolutionnaire (6) !

“Une série de mutineries qui suivit la grève de janvier”

Pour O. Bauer, il n'y a assurément « aucun doute » à avoir quant à la fidélité des troupes autrichiennes à l'égard du gouvernement. Il faut cependant se demander d'où donc Bauer tenait aussi

exactement que les prétendues recrues « roumaines, ruthènes et bosniaques » envoyées dans les régions touchées par la grève étaient vraiment « tenues solidement en main par leurs chefs » — et donc « suffisamment sûres » pour « écraser dans le sang » la grève généra-

(4) MDI, N° 2396 ex 1918. Cf. le rapport consacré à l'éventualité d'une nouvelle grève générale, présenté par l'attaché de presse du ministère des Affaires étrangères, Von Praznovszky, le 29-01-1918 : « *Au cours de la conversation privée (avec Seidler — R. R.) qui s'en suivit, je vins à parler du rapport présenté sur l'évolution défavorable de la grève et je confiai au président du Conseil combien il serait souhaitable que la position déjà très délicate de V[otre] E[xcellence] à Brest-Litovsk ne soit pas rendue encore plus difficile par des nouvelles alarmantes en provenance de l'arrière. Le président du Conseil se saisit aussitôt de la question, et me pria de faire savoir à V. E. qu'il avait demandé aussi bien à Sa Majesté qu'au ministre de la Guerre de concentrer des troupes à Vienne et aux alentours, afin que l'on pût au besoin intervenir énergiquement contre les grévistes. C'est la raison pour laquelle une attitude de faiblesse, comme lors de la première grève, ne sera plus nécessaire. Le président du Conseil semblait très optimiste, étant donné la concentration des troupes déjà effectuée — chose qui, à mon humble avis, ne paraît pas tout à fait justifiée dans le lourd climat actuel* » P.A.I. 320.

(5) « *Camarades, s'écria Jos Strasser, un allemand des Sudètes d'extrême gauche révolutionnaire, en raillant en 1918 les austro-marxistes viennois, camarades, la révolution sociale longtemps annoncée ne peut avoir lieu, ne voyez vous pas en effet l'agent de police, là-bas au coin de la rue ?* »

(6) Il serait utile, à cet endroit, de renvoyer à un parallèle russe presque contemporain. Lorsque les bolcheviks préparèrent l'insurrection d'Octobre, Zinoviev et Kamenev avertirent leurs camarades « *qu'au moment présent surtout, il serait des plus nuisible de sous-estimer les forces de l'adversaire (...). Les forces de l'ennemi sont plus grandes qu'il ne semble. C'est Petrograd qui décidera de l'issue de la lutte ; or, à Petrograd, les ennemis du parti prolétarien ont accumulé des forces considérables : cinq mille junkers très bien armés, parfaitement organisés, désirant ardemment (en vertu de leurs positions de classe) et sachant se battre ; ensuite, l'état-major les détachements de choc, les cosaques, une fraction considérable de la garnison, puis une très grande partie de l'artillerie, disposée en éventail autour de Petrograd. En outre (...) nos adversaires tenteront presque certainement de ramener des troupes du front.* »

Il faut cependant préciser, à l'honneur de Zinoviev et Kamenev, que les « *junkers, bataillons de choc et cosaques* » étaient effectivement sur place, et non pas seulement dans l'imagination surchauffée des deux dirigeants du parti... Néanmoins, Zinoviev et Kamenev commirent une erreur grave, car « *non vérifiées dans l'insurrection, ces forces seraient apparues beaucoup plus menaçantes qu'elles ne l'étaient (plus tard — R. R.) en réalité. Voilà la leçon qu'il faut incruste profondément dans la conscience de chaque révolutionnaire !* » Trotsky, *Les Leçons d'Octobre*, Maspero, Classique rouge, 1971, p. 30.

le politique des travailleurs, qui s'étendait dans d'importantes régions de l'Autriche et de la Hongrie ! O. Bauer n'écrit-il pas, deux pages plus loin seulement : « *l'effet produit par la grève sur l'armée fut encore plus lourd de conséquence (...). L'effervescence des troupes se manifesta par une série de mutineries qui suivit la grève de janvier. Des troupes slovaques à Judenburg, serbes à Funfkirchen, tchèques à Rumburg, magyares à Budapest, se mutinèrent. A Cataro, dans les premiers jours de février (donc tout juste une semaine et demie après l'échec de la grève générale !), une grève des travailleurs des arsenaux s'étendit à la marine de guerre. L'équipage des navires de guerre hissa des drapeaux rouges, séquestra les officiers et exigea la conclusion de la paix sur la base des "14 points" de Wilson* » (7).

O. Bauer nous raconte tout cela. Et pourtant il ne faisait « aucun doute » pour lui que les mêmes troupes impériales et royales aient été « suffisamment sûres » pour écraser toute insurrection révolutionnaire à peine deux semaines auparavant ! (D'où la curieuse conclusion qu'il en tire, selon laquelle il a d'abord fallu que la grève générale soit défaite, pour que les troupes gouvernementales deviennent infidèles...) Certes, durant les journées critiques de janvier, O. Bauer pouvait peut-être avoir eu l'impression que les troupes stationnées à Vienne et ailleurs étaient effectivement fidèles au gouvernement. L'erreur est humaine. Mais rien ne l'autorise, cinq ans plus tard, à présenter de telles impressions personnelles comme des faits incontestables et ne souffrant aucun doute, dans un livre qui se veut une œuvre d'historien, et qui a été prétentieusement dédié à « L'École de Marx du monde entier » (!). Il s'agissait « d'impressionnisme politique » de la plus pure espèce.

Une théorie fautive pour une mauvaise excuse

Comme s'il ressentait la faiblesse de sa position, O. Bauer avance d'autres arguments encore : « *Même si le militarisme autrichien, dit-il, n'avait pas disposé*

d'assez de forces pour se défendre contre une insurrection révolutionnaire, ce qui fut possible en octobre 1918 ne l'aurait pas été en janvier 1918 (lorsque le pouvoir échut à la social-démocratie sans qu'elle y soit pour rien). Car à l'époque de Brest-Litovsk, l'impérialisme allemand était précisément à l'apogée de sa puissance. L'armée russe s'était complètement désagrégée depuis la révolution d'Octobre. La gigantesque armée du front de l'est était devenue disponible. Le militarisme allemand pouvait jeter, en quelques semaines, un million d'hommes de l'est à l'ouest. Au moment où le militarisme allemand disposait d'une armée de réserve plus importante que jamais, durant toute la guerre, la révolution autrichienne n'aurait pu signifier autre chose que l'invasion de l'Autriche par les armées allemandes. Les armées allemandes auraient occupé l'Autriche (...). Et puisque dans le même temps la révolution aurait disloqué le front sud, les armées de l'Entente venant du sud se seraient heurtées, sur le territoire autrichien, aux armées allemandes entrant de force par le nord. L'Autriche serait devenue le théâtre de la guerre » (8).

En Autriche, seule une révolution "conçue par les autorités" est possible

La méthode dont se sert ici O. Bauer est très simple : pour prouver que la grève de janvier était vouée à l'échec, il construit le modèle d'une révolution limitée à l'Autriche, confrontée à un puissant ennemi extérieur, lequel serait lui-même immunisé contre toute secousse révolutionnaire. Un enfant serait capable de démontrer que ladite puissance étrangère réprimera de toutes façons la révolution autrichienne isolée... En janvier 1918, la puissance étrangère, c'était

(7) Bauer, *op. cit.*, p. 66.

(8) *Op. cit.*, p. 64.

l'Allemagne de Guillaume II, en 1919-1920, l'Entente (9), dans les années 1933-1934, le fascisme italien et allemand. D'où il résulte qu'en Autriche, seule une révolution « concédée par les autorités » est possible, c'est-à-dire une révolution tolérée par l'étranger capitaliste... Certes : l'impérialisme de Guillaume II était une puissance redoutable, même huit mois avant sa fin (et malgré la grève générale gigantesque qui ébranla l'Allemagne deux semaines après la grève autrichienne de janvier — et que Bauer ne juge pas devoir mentionner dans son étude). Mais il l'était aussi, entre autres, parce que les « socialistes majoritaires » et l'USPD (Parti social-démocrate indépendant allemand) firent tout pour maintenir dans les masses populaires allemandes la mentalité de l'obéissance aveugle, ou du moins de la passivité : « *On oublie en temps opportun que la ligne ferme du parti, sa résolution inflexible* — écrit Lénine en 1917 — *sont également un facteur de la situation, en particulier dans les moments révolutionnaires aigus* » (10). C'est précisément dans cet oubli que réside la méthode historique austro-fataliste d'O. Bauer.

Cependant, il n'y avait pas que les méchants Allemands impériaux pour freiner l'élan révolutionnaire de la « gauche » autrichienne. Il y avait aussi les méchants Tchèques : « *Rien ne fut pour nous symptôme plus important que l'attitude de la classe ouvrière tchèque*, confie O. Bauer à ses lecteurs. *Seule Bünn, où les centralistes, rattachés aux syndicats viennois, avaient la direction, fut touchée par la grève. Tout le grand territoire tchèque, sous l'hégémonie de la social-démocratie tchèque, ne bougea pas (...). Apparemment, les dirigeants de la révolution nationale tchèque ne souhaitaient pas la participation des ouvriers tchèques à la grève. Alliés de l'Entente, ils ne pouvaient souhaiter une grève qui serait une démonstration en faveur de la paix avec la Russie soviétique... Ils pouvaient encore moins souhaiter la transformation de la grève en révolution, car durant toute la guerre, leur tactique fut déterminée par la conviction selon laquelle toute révolu-*

tion tchèque ne pourrait que conduire à l'occupation de la Bohême et de la Moravie par les troupes impériales allemandes, tant que l'impérialisme allemand ne serait pas battu » (11).

L'attitude du mouvement ouvrier tchèque

Pendant la grève de janvier, « *rien n'était donc symptôme plus important que l'attitude du mouvement ouvrier tchèque* » pour l'état-major social-démocrate de Vienne ! Or il faut poser la ques-

(9) Nous pensons notamment à *Bolchevisme et social-démocratie*, d'O. Bauer (1920), où celui-ci cherche à démontrer l'impossibilité d'une révolution sociale en Europe centrale. Les arguments dont il se sert pour ce faire sont tellement embarrassés qu'il est tout à fait pénible de polémiquer contre eux. D'abord, commence O. Bauer, l'Autriche est un pays bien petit, et les Alliés nous écraseraient certainement en l'espace d'une semaine. — Mais personne ne pense à faire une révolution autrichienne isolée ; il s'agit plutôt de la révolution en Europe centrale, c'est-à-dire avant tout de la révolution allemande dans son ensemble ; — Bien d'accord, soupire O. Bauer, mais avez-vous considéré toutes les difficultés d'une entreprise aussi insensée ? En Russie, les paysans et les intellectuels avaient un état d'esprit révolutionnaire, tandis qu'en Allemagne et chez nous, ils sont franchement contre-révolutionnaires !

— Nous ne l'ignorons pas non plus — rétorque l'adversaire imaginaire de la discussion à O. Bauer — Mais la classe ouvrière allemande n'est-elle pas aussi incomparablement plus nombreuse, plus organisée, plus formée, etc., que celle de la Russie ? — C'est vrai, répond Bauer, mais avez-vous également pensé aux Anglais et aux Français ? Qu'arrivera-t-il, si ceux-ci ne sont pas avec nous, mais se retournent contre nous ? Encore que cela ne serve à rien non plus, en fait. Car une révolution européenne nous couperait de toutes les importations d'Outre-mer, et l'Europe ne peut survivre une semaine sans les matières premières d'Outre-mer ! (Ce qui n'a pas empêché la social-démocratie d'apporter son soutien à la guerre mondiale, qui a complètement paralysé la « division internationale du travail » à laquelle Bauer attache une si grande importance ; mais ce qui est fait est fait, à quoi bon se reprocher d'anciens péchés ?) En y regardant de près, nous devons nous rendre à l'évidence que nous ne pouvons nous permettre aucune révolution socialiste en Europe, que nous devons, pour la faire, attendre les Américains... ! Car, « *sans coton américain, sans cuivre américain, sans laine australienne, sans caoutchouc africain, l'Europe occidentale et centrale ne pourra travailler* ». *Cosa perduto...* (on peut vérifier tout cela au § 11 de l'ouvrage d'O. Bauer (pp. 72-77). Nous nous sommes seulement permis de réduire l'argumentation tortueuse et tourmentée de Bauer à son véritable contenu).

(10) Manque dans l'original (*note des CMO*).

(11) Bauer, *op. cit.*, pp. 64-65.

tion suivante : cet état-major fit-il quoi que ce soit pour entraîner le mouvement ouvrier tchèque « hésitant » à se rallier à la grève révolutionnaire ? A cette fin, a-t-on jamais envoyé des émissaires, publié et distribué largement des proclamations de combat ? Les annales de l'histoire n'en font pas état (12). Ce que les annales ont retenu, en revanche, c'est l'aveu de V. Adler devant le baron Flotow : « *C'est une chance que la grève ne touche que la Basse-Autriche et les régions alpines, et qu'elle ne se soit pas étendue à la Bohême et à la Moravie* » (13). Ce qui n'empêchait pas Ellenbogen, qui avait participé à la réunion avec Flotow, d'attaquer violemment, une semaine plus tard, les sociaux-démocrates tchèques au Parlement : « *Vous autres alliés de la bourgeoisie ! Traîtres à la lutte des classes ! Vous osez encore vous manifester ! Comme des chiens muets, vous avez assisté sans bouger au mouvement des travailleurs viennois !* » (souligné dans l'original) (14).

L'emportement véhément d'Ellenbogen fut provoqué par cette remarque du député social-démocrate tchèque, Bechný : « *La masse (des travailleurs viennois — R. R.) a manifesté contre les dirigeants. Les dirigeants ont trahi le mouvement !* »

Cette "gauche" qui s'aligne

Notre récit relatif à l'attitude de la « gauche » pendant les journées de janvier serait incomplet si nous ne mentionnions pas le communiqué ci-après, paru dans l'*Arbeiter-Zeitung* :

« *Calomnies sur O. Bauer. — Quelques journaux bourgeois n'ont pas peur de se ridiculiser en répandant le bavardage stupide selon lequel la grande grève générale fut "manigancée" par le camarade professeur O. Bauer. Messieurs les bourgeois ne peuvent tout simplement pas comprendre le mouvement élémentaire des travailleurs. Ils s'imaginent que quelqu'un doit les avoir "provoqués". Ils prennent pour des "provocateurs" ceux qu'on appelle les "extrémistes de gauche", un petit groupe d'étudiants et de jeunes ouvriers qui n'auraient pas été capables de manigancer un mouvement de masse aussi*

puissant. En outre, ils confondent les "extrémistes de gauche" avec ce qu'on appelle "la gauche", qui est un courant de pensée au sein de notre parti. En réalité, notre "gauche", dont se réclament notoirement une série de nos camarades les plus éprouvés, n'a évidemment rien à voir avec les "extrémistes de gauche". Mais le savoir politique de nos journaux bourgeois ne suffit naturellement pas pour distinguer ces deux courants. Il est vrai que tout juriste qui ignore la différence entre marxisme et syndicalisme (!) ne serait pas reçu à l'examen d'Etat. Mais cela n'empêche pas les ignorants qui ont entendu qu'O. Bauer était un "homme de gauche", un auteur marxiste, de croire qu'il fait partie des "extrémistes de gauche" fondamentalement syndicalistes (!). Voilà sans doute l'origine des rancœurs puérils sur O. Bauer. Mais puis-

(12) On apprend, en revanche, dans l'*Arbeiter-Zeitung* du 2 février 1918 qu'au congrès régional du Parti social-démocrate de la Basse-Autriche, Kirchleder de Göslabruck s'opposa à la direction du parti dans les termes suivants : « *On craint une saignée, mais cela est-il autre chose ? Il demande ensuite s'il est vrai, comme l'affirme le député Tomaschek, que l'on ait repoussé le soutien offert par les Tchèques.* (Cris : ce n'est pas vrai du tout !)

Cf. le rapport suivant du haut commandement de l'armée : « *Evolution de la grève au 20-1-1918 : comm. milit., section Vienne, Brunn inclus : état de la grève inchangé. — Région Mähr. Ostrau : six mines en grève. On s'attend à grève générale pour lundi. — Prague : plusieurs assemblées aujourd'hui. Pilsen : arrivée aujourd'hui de délégués de Vienne avec ordres de la part de l'organisation centrale. — Prague et Pilsen : on s'attend à grève générale* » (archives militaires, AOK, op. Abt, 1918, K. 654, informations de grèves). Les Tchèques semblent donc bien avoir offert leur soutien.

(13) *Op. cit.*, cf. p. (pas précisé dans l'original — note des CMO).

(14) *Arbeiter-Zeitung*, le 23-1-1918. — La note suivante, rédigée par le chef de cabinet au ministère des Affaires étrangères, Wiesner, montre où menait alors la haine des Tchèques nourrie par la direction du parti social-démocrate : « *Note confidentielle. — 9 juin 1917. Le député Seitz m'a fait savoir aujourd'hui par téléphone qu'il tenait à attirer l'attention sur le fait que l'affirmation des socialistes nationalistes tchèques (le parti de Benesch — R. R.) selon laquelle ils participeraient à la conférence socialiste internationale de Stockholm, n'était pas conforme à la vérité. Selon lui, ils n'y seraient pas admis, ce qu'ils n'étaient pas sans ignorer. Aussi pouvait-on se demander ce qu'ils cherchaient réellement à faire à l'étranger* (souligné dans l'original). Il se sentait, poursuivit-il, dans l'obligation de nous en informer, sans vouloir par ce biais influencer sur notre décision (concernant l'autorisation des passeports — R. R.). On put entrevoir que Seitz voulait dire que ces gens noueraient à l'étranger des relations de haute trahison, et qu'ils ne voulaient que nous duper » P.A.I., 958, « Les délégués tchèques à Stockholm », fol. 7.

qu'en dépit de leur bêtise ils ont été répandus, nous tenons à dire expressément qu'O. Bauer n'a pas eu la moindre part à l'éclatement ou à la "manigance" de la grève, et qu'il approuve entièrement l'attitude de la direction du parti à l'égard du déroulement et de la fin de la grève » (15).

Combattre l'extrémisme de gauche

La note citée est révélatrice, malgré son jargon journalistique désagréable. Elle montre en effet comment O. Bauer (qui a vécu la révolution russe comme prisonnier de guerre, et à la fin comme invité du soviétique de Petrograd (16) et qui après son retour en septembre 1917 fut temporairement en opposition à la majorité du parti) (17) conclut la paix avec cette majorité pour combattre avec elle l'extrémisme de gauche (prétendument syndicaliste) en janvier 1918, lorsque la situation en Autriche commença à évoluer vers une véritable révolution.

Ainsi donc, la mise en garde de 1916 de Rosa Luxemburg s'est vérifiée à son propos : « Au fait, qu'est-ce qui n'est pas concevable pour un penseur à l'imagination puissante ? "A notre avis, le capitalisme est concevable même sans expansion." A notre avis, l'évolution moderne est également concevable sans la découverte de l'Amérique et de la voie maritime pour l'Inde. En y réfléchissant, l'histoire humaine est également concevable sans capitalistes. (Finalement, le système solaire est concevable sans le globe terrestre). La philosophie allemande est peut-être concevable sans le pédantisme métaphysique. Une seule chose paraît proprement inconcevable : que dans la phase de l'impérialisme, un marxisme officiel aussi "théoricien" ait pu dans son rôle d'avant-garde spirituelle du mouvement ouvrier, conduire à d'autres voies qu'à ce fiasco misérable de la social-démocratie que nous constatons aujourd'hui au cours de la guerre mondiale" (18).

Rosa Luxemburg ne pouvait tirer que des conclusions théoriques de la "faillite de la social-démocratie" lorsqu'elle écrivit cela. Ce sont de toutes autres conclusions, des conclusions pratiques, que devaient en tirer les classes dominantes des deux monarchies.

Ainsi par exemple le ministre de l'Intérieur, le comte Toggenburg, qui résuma les expériences acquises lors de la grève de janvier de la manière suivante, dans un ordre transmis aux autorités de la police le 28 janvier 1918 : « D'abord, il faut agir sur les ouvriers et rétablir le calme par l'intermédiaire des représentants du parti social-démocrate. Là où les extrémistes ont le dessus, où des revendications irréalisables sont avancées, il s'agit de rompre les négociations, d'en informer les dirigeants, et de procéder à la reprise du travail forcée. » Et ailleurs encore : « Lors de grèves, il s'agira dans un premier temps de tenter une négociation à l'amiable par l'intermédiaire des dirigeants ouvriers, puisque ceux-ci s'efforcent eux-mêmes de terminer la grève, pour se protéger contre les éléments radicalisés. Jusqu'à présent, le rétablissement de l'ordre a été obtenu de cette manière presque partout » (19).

(15) *Arbeiter-Zeitung*, le 25-1-1918.

(16) « Le Lt Bauer a passé le dernier mois de sa captivité seulement assigné à résidence à Petrograd, par l'entremise des membres du Conseil des ouvriers et des soldats qu'il connaissait » (déposition d'O. Bauer lui-même, extraite de son rapport sur la situation russe fait aux autorités militaires au poste 7 de contrôle de Sassnitz) — P.A.I. 1042, Baden, le 4-10-1917, n° 23 289.

(17) Voir l'article de Bauer : « Würzburg und Wien » (in *der Kampf* (le combat), nov.-déc. 1917, p. 320-8), dans lequel Bauer se plaint de « la tendance typiquement autrichienne à ne pas faire apparaître les contradictions, mais au contraire à les dissimuler », et où nous lisons au sujet de la social-démocratie autrichienne : « Ici, où dès avant la guerre, la conception réformiste de la lutte des classes avait dominé le parti, la politique de Scheidemann trouva un terrain encore plus favorable que dans la classe ouvrière du Reich, qui avait une formation marxiste beaucoup plus solide. Le "jour de la nation allemande" ne fut nullement salué avec autant de jubilation qu'en Autriche, précisément. » Et plus loin : « Il était triste de voir le vieux, Adler, prendre, pour la première fois depuis plus de trois ans, la parole au Parlement et de le voir exhorter avec douceur et sagesse les Tchèques à renoncer, de grâce, à leur souveraineté nationale ! Comme si la fonction de la social-démocratie était de protéger la structure historique de l'Etat contre les forces révolutionnaires nationales et de recommander une sage modération aux peuples qui en venaient à s'insurger contre l'appareil historique d'Etat » (pp. 324, 326).

— Cf. la lettre de V. Adler du 14-11-1917, adressée à K. Kautsky : « Toutes les choses sont bien plus faciles maintenant que Otto (Bauer — R. R.) est ici. Bien entendu, il est encore un peu bolchevik et il devra se réadapter à l'ancien milieu. » *Op. cit.*, p. 646.

(18) R. Luxemburg, *L'Accumulation du capital* (II). Critique des critiques ou : ce que les épigones ont fait de la théorie marxiste. In *œuvres IV*, petite collection Maspero, p. 219.

(19) M.D.I. N° 2396, ex 1918.

V - La révolution dévoyée

Voilà pour ce qui est de la direction social-démocrate de l'époque. Qu'en est-il de la *masse ouvrière* ? La décision d'arrêter la grève, lisons-nous dans Bauer, « *rencontra une résistance farouche de la part des masses pénétrées de passion révolutionnaire. On la combattait au cours de gigantesques assemblées tumultueuses. Dans la plupart des usines, on ne reprit le travail que le mardi, dans beaucoup d'autres le mercredi seulement, voire le jeudi* » (20). (Au lieu du lundi, comme le souhaitait la direction !).

Savoir terminer une grève

De nombreux témoignages de l'époque montrent qu'O. Bauer n'exagère absolument pas. Ainsi, par exemple, un rapport de police, daté du janvier 1918, où il est dit : « *Dans l'arrondissement d'Ottakring, l'arrêt de la grève doit, selon des informations confidentielles, être définitivement fixé pour le 22 janvier, lors de nouvelles discussions convoquées pour le 21 janvier sur la reprise du travail. Cependant, dans quelques assemblées, on éleva de vives protestations contre les décisions prises, on qualifia les délégués de "traîtres", on les appela "délégués impériaux et royaux". Ainsi, notamment, dans l'assemblée du Lahner's Saal, 18, Michaeler-strasse, qui réunissait environ 600 personnes... On prit position encore plus violemment contre la décision des délégués lors d'une assemblée au foyer des travailleurs à Favoriten. Dans cette assemblée de plusieurs milliers d'ouvriers, notamment d'ouvriers des arsenaux, c'est à peine si on laissa les orateurs — dont le député Pölzer qui défendait le point de vue officiel du parti — placer un mot. On les traita de "traîtres" et de "voleurs", et on justifia la nécessité de poursuivre la grève par le fait qu'il ne fallait pas abandonner les camarades hongrois entrés en grève* » (21).

L'*Arbeiter-Zeitung* de l'époque montre le revers de la médaille. Certes,

elle aussi devait faire état des assemblées tumultueuses où de nombreux orateurs de l'opposition avaient pris la parole. Mais, à en croire l'*Arbeiter-Zeitung*, il s'agissait seulement d'« étudiants », ou de « jeunes personnes ne faisant partie ni de l'organisation, ni de la classe ouvrière », et qui en outre se caractérisaient souvent par des nez un peu busqués (la direction du parti joua même la carte antisémite !) (22). En conséquence, là où c'était possible, « *les délégués (...) les expulsèrent très rapidement du local, avant qu'ils n'aient pu achever leurs menées malheureuses* » (23). La direction du parti se défendait comme elle le pouvait.

Trahi et vendu

C'est que tout son pouvoir, politique et organisationnel, toute son influence étaient en jeu. Les mots d'ordre de la révolution d'octobre 1917 exercèrent un formidable pouvoir d'attraction, et il y avait en Autriche un groupe de « socialistes révolutionnaires » dirigé par le futur fondateur du Parti communiste d'Autriche, Franz Koritschoner (24), groupe qui propageait ces mots d'ordre parmi les masses. L'un des nombreux appels

(20) *Op. cit.*, 65.

(21) *Rapport de la préfecture de police de Vienne*, Z. 52356/K (archives administratives).

(22) Cf. la communication suivante, parue dans l'*Arbeiter-Zeitung* du 22-1-1918 : « *Landstrasse. L'assemblée prit par moments un cours très tumultueux (...). M. Rudolf Grossmann (Damas), connu comme anarchiste, avait pénétré dans l'assemblée accompagné de tous ses partisans, recrutés parmi les étudiants et des réfugiés juifs polonais. L'assemblée admit que non moins de six de ces messieurs prennent la parole, et ils déclenchèrent évidemment une véritable campagne contre le parti et ses délégués (...). Bien entendu, (!), ces réfugiés juifs polonais se prononcèrent tous contre la reprise du travail.* »

(23) *Mitteilungen an die Aibciter* (Informations ouvrières), n° 2 (20-1-1918). — Cf. *Arbeiter-Zeitung* du 22-1-1918 : « *Währing : ... Un service d'ordre veilla à ce que des éléments non qualifiés ne puissent plus venir troubler l'assemblée comme lors de la réunion de samedi, et que la volonté des travailleurs organisés pût s'exprimer.* »

(24) On connaît la fin tragique de Franz Koritschoner. En 1940, il fut livré à la Gestapo par le NKVD, et mourut dans la prison de la Gestapo de Vienne.

qu'il distribua, qui porte le titre caractéristique : « *Trahi et vendu* », montre comment il le fit. On y lit : « *Le combat pour imposer la paix générale immédiate, combat que le prolétariat de la Basse-Autriche a commencé de façon si magnifique et auquel les ouvriers des autres pays de l'empire se sont ralliés, a été trahi honteusement par la direction du parti et par un prétendu "conseil ouvrier", au profit du gouvernement de l'Etat de classe capitaliste. En réponse aux revendications des travailleurs, le gouvernement n'a rien eu à offrir que des promesses en l'air, des mots de consolation futiles et des phrases creuses. Les dirigeants qui se disent "socialistes-démocrates" n'ont rien eu de mieux à faire qu'à ramener les ouvriers sous le joug de l'oppression capitaliste. Il est évident aujourd'hui pour tout ouvrier conscient que cette lutte a décliné dès le commencement aux instances du parti, qui l'ont freinée dès le début en excluant du mouvement les secteurs de la classe ouvrière les plus décisifs, à savoir les cheminots, les ouvriers du gaz et de l'électricité. Et, au lieu de faire progresser le mouvement à l'exemple de nos frères russes, au lieu de constituer un véritable conseil ouvrier qui s'emparerait de tout le pouvoir, ces commis du gouvernement ont ouvert aussitôt des négociations avec ce dernier, et ont battu en retraite avant que le vrai combat ne se soit engagé.* »

“Un seul mot d'ordre pour vous : la révolution socialiste”

« *Travailleurs et travailleuses ! poursuit l'appel, si nous voulons nous libérer de l'exploitation capitaliste, de l'asservissement de l'Etat militariste, si nous ne voulons pas la guerre éternelle, mais une société de paix, nous devons nous libérer en premier lieu de ces gens qui nous trahissent et nous vendent à chaque occasion, qui livrent nos intérêts au capitalistes et à l'Etat ! Si nous voulons briser les chaînes de la tyrannie, nous devons tout d'abord écarter les gens qui veulent nous mettre dans de nouvelles*

chaînes. Au diable la discipline et l'obéissance aveugle ! A bas les bavardages sur la responsabilité et la cohésion ! Que chacun ait la conscience de la solidarité !

Il ne faut plus rien attendre des "représentants ouvriers" actuels ! Unissons-nous en groupes de lutte locaux ! Que ces comités discutent des questions à l'ordre du jour, qu'ils se coordonnent avec les camarades des autres groupes, afin qu'en naisse une nouvelle organisation de lutte et d'émancipation !

Ce n'est pas le dernier combat ! Préparons-nous à de nouvelles luttes, qu'il faudra mener sur des bases tout à fait différentes. Il n'y a qu'un seul mot d'ordre pour vous : la révolution socialiste. Les socialistes révolutionnaires de Vienne (25). »

On le voit : les socialistes révolutionnaires ne se trompaient pas sur le rôle véritable joué par la direction social-démocrate, même s'ils sous-estimaient l'immense difficulté des tâches qui les attendaient. Il est bien vrai que ce qui avait été autrefois vertu — l'organisation et la discipline exemplaires de la classe ouvrière autrichienne — lui fut à ce moment fatal. Il est également vrai que la direction du parti a abusé du désir d'unité et de cohésion. Néanmoins, il était tout à fait faux de ne pas voir qu'il ne s'agissait pas tout simplement de jeter par-dessus bord les organisations ouvrières politiques et syndicales construites au travers de dizaines d'années de lutte, mais qu'il fallait les *conquérir* par un travail opiniâtre. Cette « maladie infantile » des socialistes révolutionnaires permit à la direction du parti d'avoir beau jeu et de regagner la confiance des masses ouvrières, ébranlée par son attitude pendant la grève de janvier, et de les maintenir sous son influence. Ceci d'autant plus qu'après les événements de janvier, la majorité du parti, obéissant à la nécessité du moment, céda la direction à la « gauche » regroupée autour d'O. Bauer (et plus tard autour de Fr. Adler également). Celle-ci réussit à conjurer le danger d'une nouvelle radicalisation des ou-

(25) Verw. Arch. M.D.I., 22 im Gen., Nr 2075 ex 1918.

vriers par une habile combinaison de pratique réformiste et de phraséologie révolutionnaire. (Exemple qui illustre l'importance capitale qui revient, dans des périodes historiques critiques, à des

personnalités dirigeantes, et qui montre comment celles-ci peuvent largement influer sur l'évolution de la situation dans un sens positif ou négatif.)

VI - Les conséquences historiques de la faillite des directions social-démocrates

Nous pouvons conclure à présent nos réflexions sur la grève de janvier. Nous avons déjà mentionné le fait que juste quinze jours après l'éclatement de la grève générale autrichienne, l'Allemagne de Guillaume II fut également saisie par une puissante vague de grèves, qui se prolongea pendant plusieurs jours et conduisit même à la publication du décret « d'état de siège renforcé », et à des morts à Berlin. Nous n'avons pas l'intention de décrire le cours de ce mouvement. Il suffit de constater qu'il a été lui aussi transformé en défaite par les deux partis sociaux-démocrates d'Allemagne (26), grâce aux confusions qui régnaient dans la tête des « chefs révolutionnaires » dirigeant la grève (27).

L'isolement de la Russie soviétique

En résumé, on peut dire, à propos de la vague de grèves révolutionnaires déclenchées en Autriche et en Allemagne par les pourparlers de paix de Brest-Litovsk, que *dans les deux pays la décision dépendait de la social-démocratie*. Dans la situation politique intérieure et extérieure exacerbée de l'époque, il n'y avait que deux possibilités : la révolution et le renversement des deux monarchies, ou leur sauvegarde temporaire *aux dépens de la Russie soviétique, hors d'état de se défendre militairement*. La social-démocratie des deux pays choisit la seconde. La voie des armées allemande et autrichienne vers l'est était alors ouverte (28).

Il est aisé de mesurer l'immense déception que cette attitude des partis ouvriers des puissances centrales a été pour les bolcheviks russes. Le 5 février 1918 encore, le conseil des ouvriers et des soldats de Petrograd s'adresse aux conseils ouvriers de Berlin et de Vienne dans un appel où on peut lire, entre autres :

(26) Cf. Richard Müller, *Vom Kaiserreich zur Republik* (de l'Empire à la République), 1924, pp. 109-110.

(27) Là encore, on peut le prouver de manière irrécusable par le matériel d'archives officiel allemand. Nous nous limitons ici à reproduire trois brèves notes que nous empruntons à la série de dossiers « Arbeitseinstellungen in Deutschland vom Februar 1905 bis 4. Februar 1918 » (arrêts de travail en Allemagne de ...), t. IV et V (*Archives du ministère des Affaires étrangères*). Ainsi, dès le 1-2-1918 (début de la grève générale), le ministère des Affaires étrangères télégraphia à la délégation allemande à Brest-Litovsk : « *Le haut commandement informe confidentiellement que la rédaction du Vorwärts s'est ravisée, qu'elle a fait une déclaration des plus léniifiantes, selon laquelle elle souhaitait tout faire pour que le calme et l'ordre fussent rétablis. De plus, la direction s'est offerte sua sponte à soumettre tous les articles se référant à la grève à la censure préalable (...)* » (N° 437). Le 2-2-1918, d'autre part, la délégation prussienne à Munich rapporte le fait suivant, sur la session du Parlement bavarois du 31-1- (année manquante dans l'original — note des CMO) : « *Ce qui apparut en particulier, ce fut la reconnaissance de M. Von Dandl (président du conseil de Bavière — R. R.) vis-à-vis des sociaux-démocrates, pour avoir pris en main la direction du mouvement et l'avoir ainsi conduit dans des eaux paisibles (...)* » Et enfin, on lit dans un document du ministère des Affaires étrangères, daté du 8-2-1918 : « *Selon une communication confidentielle de M. Südekum (car le bien connu Südekum opérait dans le bureau de la fraction des socialistes majoritaires en tant qu'agent secret au service des Affaires étrangères, espionnant ses propres camarades de parti — R. R.), la dernière séance de la fraction social-démocrate s'est très bien déroulée : on était unanime pour condamner la grève (...)* » (AA 546).

(28) « *Une fois la crise de la grève générale surmontée,*

« Frères d'armes ! Par les grèves, les manifestations et la constitution de conseils d'ouvriers et de soldats, vous avez démontré que la classe ouvrière d'Autriche et d'Allemagne ne permettra pas aux bourreaux et aux usurpateurs d'imposer une paix annexionniste honteuse à la République socialiste des soviets (...). Le sort des pourparlers ne sera pas réglé à Brest-Litovsk, mais dans les rues de Berlin et à Vienne, et dans d'autres villes autrichiennes et allemandes. Il sera réglé dans les conseils ouvriers de Berlin et de Vienne.

Frères ! Nous croyons fermement que vous allez entreprendre tout ce qui est en votre pouvoir pour que les pourparlers de paix, ouverts entre le gouvernement ouvrier et paysan russe et le gouvernement Kühlmann, se terminent par des pourparlers entre le gouvernement ouvrier et paysan russe et le gouvernement allemand de Liebknecht » (29).

Les immenses espoirs dans le mouvement révolutionnaire du prolétariat allemand

Cet appel signé de Zinoviev reflète les immenses espoirs que les bolcheviks ont alors placés dans le mouvement révolutionnaire du prolétariat allemand et autrichien. Bientôt cependant, après l'échec définitif de la grève générale et l'avance des troupes allemandes vers l'est, ces espoirs durent céder la place à la plus amère déception. On peut mesurer la profondeur de cette déception en lisant la déclaration que fit Trotsky le 22 février 1918, c'est-à-dire quatre jours après le début de l'avance allemande :

« De notre part, peut-on lire, nous avons fait tout ce que nous avons pu. Nous refusons de signer le traité de paix, et par là même nous invitons la classe ouvrière allemande à nous soutenir immédiatement. Mais le prolétariat allemand, induit en erreur et endormi par les dirigeants de son parti, se révéla trop faible et trop peu résolu encore pour nous apporter ce soutien. C'est pourquoi il nous contraint à faire une ul-

time tentative pour sauvegarder la paix pour notre pays — dans les conditions qui résultent du rapport de forces actuel... C'est sans doute une humiliation, mais ni plus ni moins que les humiliations que doivent subir les grévistes lorsqu'ils sont forcés d'accepter les conditions des capitalistes » (30).

Ce sentiment d'amertume et de déception se manifeste cependant le plus clairement dans un tract distribué en mars 1918 par la « Ligue Spartacus » (Spartakusbund), et qui porte le titre significatif : « Le soldat allemand bourreau de la liberté. » Nous y lisons :

« Un territoire deux fois plus grand que toute l'Allemagne a été arraché par la violence à la révolution Russe. La Courlande, la Livonie, l'Estonie et la Li-

le haut commandement de l'armée put rétablir l'ordre tel qu'il l'entendait d'abord à l'est. Le général Ludendorff se mit à pratiquer une politique napoléonienne à l'est, qui étendrait le pouvoir de l'Allemagne jusqu'en Finlande et au Caucase » (Rosenberg, *op. cit.*, p. 201). Le lecteur ne s'étonnera guère d'apprendre qu'O. Bauer, ces jours-là, rejeta la faute de l'avance allemande vers l'est sur... les bolcheviks ! Dans son article « Die Bolchewiki und wir » (les bolcheviks et nous) (in *Der Kampf*, mars 1918, p. 143), nous lisons à ce propos :

« Il serait injuste de rendre les bolcheviks seuls responsables de la désorganisation de l'armée russe. Cette désorganisation s'explique plutôt par le bas niveau culturel de la masse des soldats, fatiguée de la guerre, analphabète et dominée par les instincts les plus primitifs, incapable de comprendre la nécessité de la défense du pays et de la révolution contre l'ennemi extérieur, et de remplacer la vieille discipline mécanique brisée par la discipline volontaire et démocratique d'une armée révolutionnaire. Il est cependant vrai que les bolcheviks, par la méthode de leur agitation contre la guerre et contre le corps d'officiers contre-révolutionnaires, excitèrent les instincts les plus primitifs des soldats et favorisèrent la décomposition de l'armée. Ils ont ainsi contribué à désarmer la Russie et à renforcer le pouvoir de l'impérialisme allemand en Europe. »

Il est certain que la social-démocratie autrichienne ne s'est jamais rendue coupable de la désagrégation de la discipline à l'armée. Ce qui lui importait, c'était de ne pas « exciter » les « instincts » des soldats, mais de les dompter. Aussi pouvait-on lire encore dans l'*Arbeiter-Zeitung* du 28 mars 1918 lorsqu'elle se rappela, sous l'impression de la grande offensive allemande en France de mars 1918, le « jour de la nation allemande », et qu'elle sombra dans une ivresse patriotique :

« Que de grandeur humaine, que de force morale dans ce triomphe sur ses propres instincts ! Que de capacité dans l'homme simple à soumettre l'aspiration à la vie et au bonheur à la volonté morale, au commandement du devoir ! » (Article intitulé : « Grandeur humaine ».)

(29) Document en possession de l'auteur.

(30) P.A.L., 1053, fol. 338-41.

thuanie, ainsi que la malheureuse Pologne, sont à présent annexées sans aucun scrupule. En Ukraine, la soldatesque allemande se conduit comme dans une colonie africaine. Les troupes allemandes entrent en Finlande... Ainsi l'Allemagne est-elle aujourd'hui devenue le gendarme de la réaction capitaliste dans toute l'Europe, et le prolétaire allemand en uniforme le bourreau de la liberté et du socialisme ! Où va-t-on encore l'envoyer pour rétablir "l'ordre" ? Que les ouvriers socialistes de Norvège, de Suède, de Suisse et de Hollande prennent garde ! Qu'ils ne se rebiffent surtout pas contre la guerre et la réaction, et surtout qu'ils n'organisent ni grèves générales ni révolutions ! Car les prolétaires allemands leur passeront peut-être demain sur le corps, sur ordre de l'impérialisme allemand, pour rétablir "l'ordre" comme ils le font déjà aujourd'hui en Russie. Tout cela peut encore se produire. Pourquoi pas ? Après tout, ce que nous venons de vivre ?

Le monde est aujourd'hui sans dessus dessous. En 1848, des hordes de moujiks asservis envahirent, sur ordre du tsar, l'Europe occidentale pour étrangler la révolution bourgeoise. Aujourd'hui, 70 ans après, des prolétaires sociaux-démocrates et des militants syndicaux allemands marchent sur l'est et le nord pour étrangler la révolution socialiste. Aucune classe dans l'histoire mondiale n'a connu de tragédie aussi terrible, n'a fait preuve d'ignominie aussi profonde, et ne s'est imposée humiliation aussi infâme ! » (31).

A quel point ces phrases doivent nous paraître d'une actualité inquiétante et honteuse, à nous qui avons connu l'invasion hitlérienne de l'Est !...

Les détours de la révolution mondiale

Les grandes époques exigent de grands hommes. Malheur à elles si elles ne rencontrent que « d'excellentes médiocrités » qui, n'étant nullement à la hauteur des tâches qui leur incombent, jouent à cache-cache avec l'histoire et cherchent à s'en sortir par divers tours de passe-passe et compromis. Alors se

dessine ce tableau fait d'incapacités, de duplicités et de mystifications dont l'observateur ne sait à présent s'il doit rire ou pleurer.

Ce qui importe véritablement, c'est de comprendre le sens historique des événements. Car la non-adéquation d'une tâche historique aux forces humaines disponibles peut signifier deux choses : ou bien que la tâche était historiquement prématurée, ou bien que l'histoire a dû choisir des détours pour assurer sa réalisation.

Seulement d'un détour historique

Aujourd'hui, un demi-siècle plus tard, il ne peut guère y avoir de doute qu'il s'agissait seulement d'un détour historique. En effet, les processus révolutionnaires engendrés par les deux guerres mondiales, et qui à présent s'emparent de continents entiers, ne connaîtront plus de répit. Quelles que soient les voies détournées qu'ils doivent emprunter, ils confirment uniquement, en dernière analyse, que le vieil ordre économique capitaliste est historiquement dépassé, et qu'il doit céder la place à de nou-

(31) Müller (*op. cit.*, 198. Cf. aussi l'appel, reproduit par Müller, adressé par la XII^e Armée russe aux soldats allemands : « L'histoire clamera plus tard que le prolétariat allemand a marché contre ses frères russes, et qu'il a sacrifié la solidarité internationale », *Ibid.*, p. 197. On peut lire des réflexions analogues dans l'écrit posthume de Rosa Luxemburg *La Révolution russe* (in : *Œuvres II, écrits politiques 1917-1918*, Maspéro, 1969, Pcm, pp. 89-90) : « On peut comprendre tout ce qui se passe en Russie ; c'est une chaîne inévitable de causes et d'effets qui a pour point de départ et clef de voûte la carence du prolétariat allemand et l'occupation de la Russie par l'impérialisme allemand. (...) Les socialistes gouvernementaux allemands peuvent bien proclamer haut et fort que la domination des bolcheviks en Russie n'est qu'une caricature de la dictature du prolétariat. Si ce fut ou si c'est le cas, c'est uniquement parce qu'elle fut le produit de l'attitude du prolétariat allemand, elle-même caricature de la lutte de classe socialiste. Nous sommes tous soumis à la loi de l'histoire et l'on ne peut introduire l'ordre socialiste qu'à l'échelle internationale. Les bolcheviks ont montré qu'ils pouvaient faire tout ce qu'un parti vraiment révolutionnaire est capable d'accomplir dans les limites des possibilités historiques. Qu'ils ne cherchent pas à faire des miracles ! Car une révolution prolétarienne exemplaire et parfaite dans un pays isolé, épuisé par la guerre mondiale, écrasé par l'impérialisme, trahi par le prolétariat international serait un miracle. »

velles formes de production. Sans doute, l'époque de sa relèbe se prolongera-t-elle sur plusieurs décennies, et révélera-t-elle de nombreux stades transitoires et formes intermédiaires qui, pour les dirigeants de la révolution d'Octobre, étaient absolument inconcevables. En ce sens, l'isolement imposé à la révolution russe après la Première Guerre mondiale s'est révélé être historiquement fatal, et les peuples ont encore aujourd'hui à en souffrir. Ainsi les masses laborieuses de l'Union soviétique qui ont osé lancer le premier assaut ont dû payer un prix terriblement élevé pour l'industrialisation de leur pays, réalisée dans les conditions les plus difficiles qui se puissent concevoir : au bout d'une dizaine d'années déjà, elles avaient été dépossédées des der-

niers restes de leur pouvoir, et avaient été assujetties à l'arbitraire d'une domination bureaucratique et totalitaire dont elles ne se sont pas encore libérées. Et le peuple allemand ? A lui aussi, le refus, en 1918, du message de paix et d'amitié de la révolution russe fut fatal. Il devint rapidement la victime de la tyrannie hitlérienne et dut se voir imposer pour la deuxième fois « le rôle de bourreau de la liberté en Europe ». Vraiment, « l'histoire universelle est le tribunal universel ».

**Traduit de l'allemand
par Stanislas Ache**

**(Les titres et les intertitres
sont de la rédaction
de *Critique communiste*
ou des *Cahiers du mouvement ouvrier*.)**

Beria... et les trotskystes !

Une grotesque invention bureaucratique

Le 26 juin 1953, Lavrenti Beria, est arrêté sur ordre de Khrouchtchev et de Malenkov. Du 2 au 7 juillet se déroule un plénum du comité central du PCUS entièrement consacré à « discuter » — en son absence — des accusations portées contre l'ancien chef du Guépéou-NKVD (la police politique), organisateur, du fond de son bureau de Moscou, de l'assassinat de Trotsky, puis de la déportation des peuples du Caucase, maréchal de l'armée, membre du bureau politique, chef du comité atomique soviétique, puis ministre de l'Intérieur et alors premier vice-président du Conseil des ministres. Après quoi commence l'instruction de son procès, confiée au procureur Roudenko, ancien procureur soviétique au procès des chefs nazis à Nuremberg, en 1946.

On vient de publier à Moscou un énorme volume de 1 088 pages comportant les documents essentiels de cette instruction : *Poliburo i dielo Beria*. On y découvre des perles de l'invention policière bureaucratique.

Beria protecteur des trotskystes ?

Le 3 août 1953, discutant la résolution adoptée le 7 juillet par le plénum du comité central sur « *les actions criminelles de Beria contre le parti et l'Etat* », les instances du parti communiste d'Azerbaïdjan dénoncent... la protection prétendument accordée par Beria aux trotskystes. « *En 1927, Beria reçut un arrêté de la conférence spéciale du Guépéou concernant l'expulsion de Tbilissi en Sibérie de 30 trotskystes fieffés : Okoudjava, Doumbladze, Tsvitsivadze, Iachvili et d'autres. Beria proposa d'accompagner ces trotskystes à Moscou à un groupe de cadres de la Tcheka, dont*

Koboulov et Safronov, à qui il ordonne de ne pas les empêcher de se promener lors des arrêts aux gares. Les trotskystes sont envoyés à Moscou en train express dans un wagon de première classe, puis, au lieu de la Sibérie, sont expédiés à Tachkent. Avant de monter dans le train à Tbilissi, les trotskystes organisèrent un meeting antisoviétique » (1).

Les bureaucrates azerbaïdjanais reprennent à l'évidence une recommandation venue de Moscou puisque leurs réunions ont été impulsées par deux bureaucrates venus de Moscou, Choubine, chef du secteur des organes du parti, des syndicats et des komsomols du comité central du PCUS, et A. Trofimov, inspecteur du comité central du PCUS.

Beria en liaison avec les trotskystes par l'intermédiaire d'un des organisateurs directs de l'assassinat de Trotsky !

Il ne s'agit pas là d'un excès de zèle de bureaucrates obtus. Le 17 août 1953, le procureur Roudenko rédige une note sur Naoum Eitingon, vieux cadre du NKVD, qui s'était hissé jusqu'au grade de général-major avant d'être arrêté en octobre 1951 avec une demi-douzaine de cadres juifs de la Sécurité d'Etat, accusés de complot sioniste pour prendre le contrôle de la Sécurité. L'un des principaux titres de gloire policiers d'Eitingon était d'avoir été, sous les ordres de Beria, l'un des organisateurs de l'assassinat de Trotsky en août 1940. Il avait été décoré pour ces hauts faits. Aussi ne peut-

(1) *Poliburo i dielo Beria*, p. 257.

on, sans un haut le cœur, lire en conclusion de la note de Roudenko les lignes suivantes : « *Sur ordre de Beria, Eitington organisait les liens avec les trotskystes et les représentants d'autres partis hostiles à l'étranger* » (2).

Pendant plusieurs semaines, Roudenko et ses sbires tentent de donner consistance à cette ahurissante fabrication policière : l'homme qui a chapeauté de Moscou l'organisation de l'assassinat de Trotsky était un complice des trotskystes !

Ainsi, le 26 août, l'adjoint de Roudenko interroge Bogdan Koboulov, l'un des enquêteurs les plus brutaux, on peut même dire les plus sauvages, de l'entourage de Beria. L'enquêteur l'interroge sur un de ses anciens subordonnés dans le NKVD de Géorgie, un certain Khazan. Et là, surprise ! Koboulov révèle que ce Khazan était très proche des trotskystes... et que Koboulov (donc indirectement Beria !) l'a protégé :

« *Nous avons reçu des informations sur le fait que Khazan, en 1927 ou 1920 était lié à Odessa avec un groupe de lycéens liés à l'opposition trotskyste.* » L'enquêteur feint alors de s'indigner : « *Donc, alors que Khazan était lui-même trotskyste, vous lui avez confié l'instruction d'affaires d'individus arrêtés pour appartenance aux trotskystes ?* » La seule réponse de Koboulov est : « *Mais ce n'est pas sur mon ordre !* » (3).

Beria dénonciateur des répressions staliniennes !

Dans le même sens, le 24 août 1953, le chef adjoint de l'Inspection de contrôle près le MVD (ministère de l'Intérieur), Bolkhovistine, évoquera avec indignation les déclarations de Beria, dans une réunion de cadres du ministère de l'Intérieur au printemps 1953 : « *Beria avait avancé des chiffres ahurissants sur "l'intelligentsia exterminée", selon ses propres mots, dans le pays, il s'en affligea sans dire un mot sur le fait que les organes [du NKVD-MVD] ont combattu non pas l'intelligentsia, mais les trotskystes, les boukhariniens et autre pourriture, et que même ses chiffres fantai-*

sistes, exagérés sur la prétendue "intelligentsia exterminée", contiennent en eux de façon cachée les résultats effectifs du travail du parti et des services de la sécurité soviétique dans la lutte contre les saboteurs, les espions et les opportunistes de toutes sortes. Il est clair que Beria sympathisait avec tout ce rebut de la société et c'est pourquoi il les associait à "l'intelligentsia martyrisée" (4).

Un cadre du ministère de l'Intérieur nommé par Beria fait l'éloge de Trotsky !

Le secrétariat du comité central a ordonné la tenue de réunion des cadres de la Sécurité à tous les niveaux. Ces réunions se tiennent du 8 au 23 juillet 1953. A l'évidence sur ordre d'en haut, certains dénoncent les sympathies de Beria pour les trotskystes qu'il aurait même introduits dans l'appareil du ministère de l'Intérieur (MVD) ! D'après le rapport de cinq secrétaires des cellules de cadres du ministère, Beria avait nommé, en mars 1953, chef adjoint de la 5^e direction du MVD un certain Trofimov, qui « *reçut une instruction écrite [de Beria] lui ordonnant de clore l'enquête sur "T" [sans autre précision sur celui que désigne cette initiale suspecte], en dénigrant bruyamment le travail effectué (...). Trofimov s'engageant sur la voie incorrecte de l'escamotage de l'affaire de "T" a, en présence de toute une série de camarades, fait l'éloge de Trotsky, qu'il a qualifié de grand "orateur", d'organisateur, etc.* » (5).

Ainsi, un homme nommé par Beria à l'un des postes clés du MVD, aurait glorifié Trotsky devant ses cadres sans subir apparemment ni sanction ni même réprimande !

(2) *Ibid.*, p. 279.

(3) *Ibid.*, p. 326.

(4) *Ibid.*, p. 320.

(5) *Ibid.*, pp. 1022-1023.

L'entourage proche de Beria : un nid de trotskystes !

Beria, enfin, aurait si bien protégé les trotskystes que certains de ses adjoints les plus proches étaient eux-mêmes des trotskystes... et Beria ne pouvait l'ignorer. La liste de ces prétendus trotskystes laisse pantois. Ainsi, un ancien cadre du Guépéou de Transcaucasie, dans une lettre à Malenkov, affirme : « *Merkoulov a été trotskyste dans le passé. Les dépositions d'un membre du centre trotskyste (...) le confirment. Cependant, (...) Merkoulov, grâce aux fonctions dirigeantes de Beria, a été nommé ministre du Contrôle d'Etat de l'URSS* » (6). Or Merkoulov a été, dès le milieu des années vingt, un très proche collaborateur de Beria, au point de rédiger plusieurs de ses discours, et, en 1940, son autobiographie officielle. Lorsqu'en 1943 Staline divise le NKVD en deux branches : le NKVD proprement dit entre les mains de Beria et le NKGB (la Sécurité d'Etat), il nomme Merkoulov à ce dernier poste, assurant ainsi le contrôle effectif de Beria sur la Sécurité !

Le secrétaire personnel de Beria, Piotr Charia, était lui aussi trotskyste, à en croire ces policiers en folie. Un an plus tard, l'acte d'accusation contre Charia et ses quatre collègues prétendra : « *Charia était sérieusement compromis par ses liens avec les trotskystes. Sachant cela, non seulement Beria n'a pas écarté Charia de l'appareil du MVD, mais il l'y a associé et l'a fait monter en grade* » (7). Donc Beria l'a protégé, et a promu des trotskystes.

Quant à Stepan Mamoulov, nommé par Beria, en mars 1953, chef du secrétariat du ministère de l'Intérieur, un document de Roudenko et de Krouglov du 28 septembre 1953 affirme que, dans les années trente, « *Stepan Mamoulov était un trotskyste actif* » (8).

On l'a vu plus haut, son bourreau en chef, Bogdan Koboulov, est accusé de faiblesse pour les trotskystes !

De toute cette construction délirante, il ne reste rien ni dans l'acte d'accusation ni dans le verdict du procès à huis

clos de Beria et de cinq de ses adjoints (dont Merkoulov et Koboulov), condamnés à mort et fusillés le 23 décembre 1953. Beria y est qualifié d'espion britannique, accusé d'avoir voulu, en 1942, livrer le pétrole de Bakou à la fois aux Allemands, aux Américains et aux Anglais, puis livrer l'Allemagne de l'Est aux Américains, rétablir le capitalisme, rendre une partie des conquêtes territoriales de la Seconde Guerre mondiale aux pays vaincus, bref accusé d'être un traître et d'avoir préparé un putsch pour prendre le pouvoir. Le qualifier d'espion britannique est certes à peu près aussi grotesque que de l'accuser d'avoir protégé les ou des trotskystes, mais c'est sans doute plus inoffensif pour la bureaucratie dirigeante. Pourquoi en effet suggérer, même de façon caricaturale, que le trotskysme n'avait pas été totalement liquidé et que Trotsky suscitait des sympathies jusques et y compris chez des cadres même du régime... chargés de sa liquidation ?

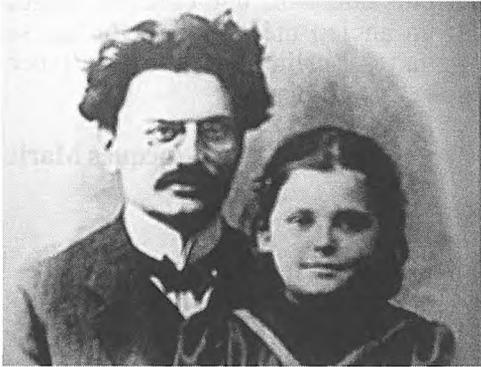
Jean-Jacques Marie

(6) *Ibid.*, p. 919.

(7) *Ibid.*, p. 649.

(8) *Ibid.*, p. 380.

Le Guépéou et la deuxième fille de Trotsky



Un article du spécialiste russe de la psychanalyse, Alexandre Etkind, publié dans le *Times literary supplement* du mois d'août, attire l'attention sur un fait peu connu de l'histoire de la deuxième fille de Trotsky, Zina, qui se suicida le 5 janvier 1933 à Berlin où, vu la gravité de sa dépression, elle était en traitement psychanalytique.

Alexandre Etkind rappelle qu'elle était soignée dans une clinique psychiatrique dirigée par le docteur Kronfeld. Son psychanalyste traitant était le docteur May dont Etkind écrit : « *Il s'agissait peut-être d'un pseudonyme car May devait parler russe : Zina ne parlant pas l'allemand.* »

Or, premier fait troublant, son psychanalyste insistait pour la convaincre de retourner en Union soviétique, alors qu'en février 1932, Staline avait, par décret, privé Trotsky et toute sa famille à l'étranger (à l'exception donc de son second fils Serge resté en URSS) de la nationalité soviétique. Que lui serait-il arrivé si elle était retournée en URSS ? Staline et son Guépéou n'auraient-ils pas tenté d'utiliser sa fragilité et ses rapports tendus avec son père pour lui arracher des déclarations contre lui comme ils tenteront en vain de le faire plus tard avec Serge ? Si tel était le cas, écrit

Etkind : « *Zina empêcha un tel scénario en se suicidant.* »

Deuxième fait troublant, le directeur de la clinique où elle était en traitement, le docteur Kronfeld, quittera l'Allemagne en 1934, émigrera d'abord en Suisse et ensuite en Union soviétique où il s'installera avec sa femme et son assistant, le juif polono-russe Eric Sternberg. Kronfeld ne pouvait ignorer — c'est le moins que l'on puisse dire — le conseil donné à Zina de repartir en URSS.

Selon Alexandre Etkind, il y publia en 1941 une petite brochure antinazie intitulée *Les dégénérés au pouvoir*, où il accusa un grand nombre de membres de la clique de Hitler d'être des homosexuels, « crime » puni en URSS d'une peine de prison depuis un décret imposé par Staline le 1^{er} avril 1934. Il prit même la parole à la radio Moscou pour dénoncer la clique de Hitler. C'était donc un homme considéré par le NKVD comme digne de confiance, à tel point que l'arrestation de Sternberg comme espion allemand en 1938 ne rejaillit pas sur lui.

Le 15 octobre 1941, devant l'avance nazie sur Moscou, les membres de l'institut où travaillaient Kronfeld et sa femme furent évacués loin de la capitale. Kronfeld et sa femme ne figuraient pas sur la liste des évacués. Ils périrent tous les deux au cours de la nuit suivante.

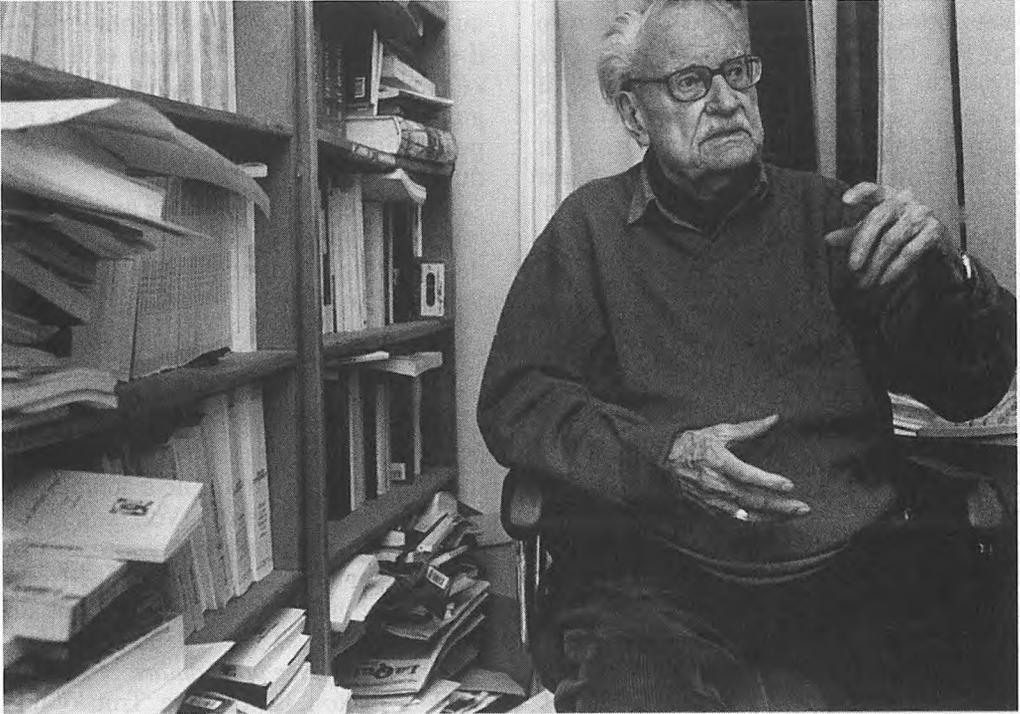
Selon la version officielle, Kronfeld aurait tué sa femme puis se serait donné la mort en ingurgitant une grande quantité de soporifiques. Etkind trouve cette version officielle douteuse. Impossible, certes, de trancher ; mais, qu'il se soit suicidé ou l'ait été, il est très probable, vu son émigration en URSS et le rôle qu'il y a joué, que Kronfeld ait été lié au Guépéou, et l'on peut penser que les conseils donnés à Zina par son psychanalyste de retourner en URSS ont dû plus aux directives du Guépéou qu'à une réflexion purement psychanalytique...

Un élément cependant va à l'encontre de cette hypothèse. Trotsky lui-même pensait encore en janvier 1933 que sa fille aurait pu retrouver « *une situation normale* » en URSS ; l'évolution terroriste du stalinisme, encore embryonnaire, ne laisse encore pressentir à personne, même en URSS, le passage prochain de la répression à la saignée. Dans une lettre ouverte au comité central du parti communiste soviétique, Trotsky accusera d'ailleurs Staline d'être responsable de sa mort, par « *pure vengeance* », car la persécution dont sa fille a été la victime, écrit-il, « *est privée de toute ombre de sens politique* ».

Mais pour Staline, le nom même de Trotsky (ou de Bronstein ou de Sedov) avait un sens politique, et il est donc hautement probable que Zina ait été placée sous la surveillance d'au moins un agent du Guépéou... d'autant qu'en 1932 et jusqu'en mars 1933, le fils aîné de Trotsky, Léon Sedov, assassiné cinq ans plus tard dans une clinique dirigée par un ancien médecin du Goulag, se trouvait à Berlin sous la surveillance étroite du Guépéou.

Jean-Jacques Marie

**Rencontre avec Maurice Nadeau (93 ans !),
11 janvier 2005, 15 h 30, à la Quinzaine Littéraire**



Rapports Surréalisme-Révolution
Propos recueillis par Jean-Pierre Plisson

Jean-Pierre Plisson : *“Les deux nécessités dont je rêvais autrefois de ne faire qu’une seule : “Transformer le monde” selon Marx, “changer la vie” selon Rimbaud, se sont, au cours des quinze dernières années, de plus en plus disjointes et opposées, mais je ne désespère pas qu’elles se retrouvent. Le grand obstacle actuel à leur rencontre est le stalinisme, qui en faussant toutes les valeurs révolutionnaires, a coupé le pont qui, du temps de Saint-Simon, de Fourier, de l’abbé Constant, d’Enfan-*

tin, de Flora Tristan, faisait communiquer librement et rendait indiscernables les uns des autres ceux qui travaillaient à la libération de l’homme et de la femme, ceux qui avaient en vue l’émancipation de l’esprit. A ce moment-là, il était possible d’œuvrer sur les deux plans sans être taxés d’illuminisme. Aujourd’hui, le joug est le même qu’autrefois, sauf qu’il peut être échangé pour un autre, encore plus lourd. Il ne s’agit pas pour autant de se réfugier dans les préoccupations abstraites, mais bien de mainte-

nir l'intégrité de l'aspiration humaine, pour y retrouver la force de rejeter ces jougs l'un après l'autre » (interview de Francis Dumont, parue dans *Combat*, le 16 mai 1950 [OC 3, p. 618]).

Ce n'est pas le langage des « avant-gardes » de l'après-guerre et d'après. D'où le surréalisme tire-t-il encore à cette époque, une telle force, une telle conviction (que Breton aura eu toute sa vie) de la grandeur humaine et donc de la capacité de l'homme à s'émanciper malgré tout, alors que les forces révolutionnaires opposées à la politique du PCF ne sont pas au meilleur de leur forme, et que la plupart des autres courants de pensée, malgré une volonté d'intervention sur la place publique, se constituent en avant-gardes-refuge. D'abord à l'ombre du stalinisme et de la « poésie de la résistance » dans le cadre du CNE dont Aragon est le cacique ou dans la mouvance de l'existentialisme, mais aussi d'un néo-dadaïsme élitiste (lettrisme/situationnisme), d'un formalisme de laboratoire (nouveau roman, structuralisme, Lacan, Tel Quel, déconstruction de Jacques Derrida/J. F. Lyotard..., qui auront leur plein épanouissement après la mort de Breton, où la lutte politique est finalement reléguée au statut de la spéculation littéraire, au même titre que la poésie d'ailleurs). Aussi, le surréalisme — même revu et corrigé par le Situationnisme — est-il une référence forte lors des événements révolutionnaires de 1968, tandis qu'Aragon et ses maîtres du PCF seront hués et disqualifiés à jamais par la jeunesse, et que Tel Quel, etc. ne survivront guère à leur allégeance à la bureaucratie maoïste. Ce vide sera rempli par ce qu'on appelle aujourd'hui sans lui donner de contours précis, le « post-modernisme ». Mais ceci est une autre histoire.

D'où vient la force de ce mouvement, qui, comme vous le dites dans *Serviteur*, reste « l'orgueil » de ceux qui, à un moment ou à un autre de leur vie et quels que soient les aléas, y ont participé ? D'où vient la force d'un mouvement, qui, semble-t-il, n'est aujourd'hui certainement pas

passé aux oubliettes, et pas seulement sur le marché de l'art ou de la publicité. J'en prendrai pour preuve les positions publiques que M. Jean Clair a exprimées dans son article du *Monde* du 22 novembre 2001 (ensuite dans son livre édité en 2003 : *Du surréalisme considéré dans ses rapports au totalitarisme et aux tables tournantes*), où — au nom des « valeurs occidentales » — il s'acharne à rendre Breton et le surréalisme, mais aussi les « avant-gardes » en général, intellectuelles ou politiques, responsables des attentats du 11 septembre 2001.

D'où vient donc, à votre avis, la pérennité des exigences surréalistes, au-delà du mouvement dissous par Jean Schuster en 1969 ?

Maurice Nadeau : La question est dense. Il faudrait peut-être aller voir Annie Le Brun, une des rares à avoir gardé le feu intérieur ; c'est un peu « l'héritière spirituelle de Breton ». Elle a adhéré très jeune au mouvement... Voir son livre édité en 2000, *Du trop de réalité*, qui se termine par « *Non, non, non !* ». Nous avons récemment publié une critique de ses œuvres parues il y a deux mois chez Gallimard, *Ombre pour ombre*.

Pour Breton, la politique, Trotsky lui-même, était le « passage obligé », mais il s'est « brûlé les ailes ». Il visait autre chose, ce qu'il avait vu chez Rimbaud et Lautréamont.

J.-P. P. : Le surréalisme n'a pas abouti, la révolution non plus, mais je pense qu'il y a eu des « avancées », ce qui le distingue des autres « avant-gardes » intellectuelles. Le surréalisme est le mouvement qui, finalement, a résisté le mieux, dans ce monde hostile à la vie, à la poésie. Ce qui explique sans doute la violence de Jean Clair.

M. N. : Nous avons répondu à Jean Clair dans un numéro de la *Q. L.* Sans doute la hargne de quelqu'un qui est passé à côté du surréalisme et qui s'en est mordu les doigts...

J.-P. P. : Au-delà d'une réaction caractérielle, Jean Clair est un respon-

sable, un « institutionnel » de la culture, il y a quelque chose de plus profond qui vient de la « superstructure » de la société. Est-ce que sa violence ne traduit pas quelque chose, qui vient des forces sociales dominantes qui dirigent le monde aujourd'hui ? C'est ce que j'essaie de comprendre.

Je ne suis pas convaincu que les idées du surréalisme soient utopiques. Je pense plutôt que « l'utopie » n'a pas pu encore se réaliser. Souvent, ce qui a été « utopie » est devenu réalité. On peut le dire aussi des idées révolutionnaires en général et de Trotsky en particulier. Il y a quelques années, au vernissage du mur de l'atelier de Breton à Beaubourg, devant Aube Breton, Werner Spiess (directeur du musée d'Art moderne) a eu cette expression, reprise depuis par la presse : « *Le surréalisme est la seule révolution du XX^e siècle qui ait réussi.* » Cela est faux, il n'y a jamais eu la volonté d'une « révolution surréaliste », mais cela traduit bien la présence réelle du surréalisme dans la société aujourd'hui. Les traces laissées sont assez considérables pour qu'au-delà des proclamations « modernistes » ou conciliantes de façade, les forces conservatrices s'en inquiètent. Breton est toujours là, l'émoi causé autour de la vente du 42, rue Fontaine en témoigne. C'est à cette pérennité de Breton et des idées du surréalisme, que Jean Clair s'attaque et non à une « utopie ».

M. N. : C'est vrai. Vous avez raison.

J.-P. P. : Parenthèse : à propos de votre *Histoire du surréalisme* (écrite en juillet 1944 et parue en 1945 au Seuil), elle est réparée, y compris aux États-Unis sous l'égide de Franklin et Penelope Rosemont, mais sans les *Documents surréalistes*. Comment s'explique cela ?

M. N. : Je ne voulais pas demander de droits d'auteur là-dessus, j'estimais en effet qu'ils appartenaient aux surréalistes. Mais Breton n'a pas donné suite. Alors, le Seuil a décidé de republier sans les *Documents*.

J.-P. P. : Pour revenir aux idées du surréalisme. Souvent, dans l'histoire humaine, ce qui était hier utopie est devenue réalité. L'utopie est finalement l'expression d'une nécessité. Le surréalisme a une « méthode », il est dans et hors de la réalité en même temps, et de ce fait, il a déjà fait avancer la réalité de l'intérieur.

M. N. : Elias Canetti (1905-1994) appelle cela la « *capacité des métamorphoses* ».

J.-P. P. : De l'intérieur, le surréalisme dégage de la gangue qui l'entrave, les sentiments humains. C'est là que réside sa puissance.

M. N. : Les surréalistes ne se voulaient pas « artistes », mais la « déception » vint sans doute de voir leurs œuvres érigées à leur tour en œuvres d'art. Qu'est-ce qu'il reste alors de cette force dans ces œuvres ?

J.-P. P. : On a l'impression qu'une force est partie de très loin, qui nous fait encore agir pour certains d'entre nous, une force qui fait encore sentir son impact (mais jusqu'à quand ?). On écho de ce qui pourrait être, mais sans pouvoir aller plus avant dans l'instant présent. Je fais partie de ceux qui ont quand même confiance. Si la vie se poursuit, elle reprendra sans doute une large partie du « legs » surréaliste. Elle repartira sans doute de là, où le surréalisme s'est arrêté malgré lui.

M. N. : Ce serait intéressant que vous écriviez tout cela.

J.-P. P. : Et Benjamin Péret ?

M. N. : Péret était un ami. Il était un peu « le petit dernier » de la bande, placé très haut mais mal publié, le dernier à partir de Marseille en 1941 (alors que son dossier politique était plus chargé que beaucoup d'autres partis avant lui)... Il avait un surnom, « la surenchère », par rapport à Breton. Breton et lui étaient comme des frères. Dans le mouvement trotskyste, c'était un peu le ludion. Je ne

l'ai jamais rencontré dans l'organisation française. On se voyait chez lui. C'est lui qui m'a amené au surréalisme. Nous nous sommes retrouvés en 1938 pour éditer CLE, l'organe de la FIARI, dont j'étais responsable avec lui. Il m'a envoyé du Mexique un poème : *Dernier malheur, dernière chance*. Dans ma brouille avec Breton sur l'*Histoire du surréalisme* il se dit navré dans une lettre d'avoir à « rompre » avec moi, de ce fait.

Sur le plan politique, il avait épousé les idées « ultra-gauches » de Munis et de Natalia Sedova Trotsky, différentes de son mari. Trotsky lui-même avait évolué dans les derniers moments, sur la nature de l'URSS... Sur *La main à plume*, je n'ai plus grand souvenir, malheureusement. C'est Adolphe Acker (membre du GS) qui m'a introduit dans le groupe en 1941, en tant que trotskyste... J. F. Chabrun, un « fidèle » d'Aragon, se prenait pour Breton. On se réunissait chez le peintre Jacques Hérold. Je me réunissais aussi sur le plan politique de la Résistance avec Gérard de Sède (tk), Delmas (celui de la future agence), Acker, Rius...

J.-P. P. : Le *Manifeste de Mexico de 1938* a constitué la convergence unique entre la révolution sociale et la poésie pleinement consciente de ses moyens, et cela à la veille d'un des moments les plus sombres de l'histoire humaine. Pensez-vous que ce manifeste reste un phare pour notre époque, et pourquoi ?

M. N. : Absolument. Les mêmes obstacles à la création existent qu'en 1938. Ce manifeste garde sa vérité. Trotsky a eu le mérite de lire les livres de Breton, que Naville m'avait demandé de lui envoyer. Trotsky était un puissant cerveau,

un des plus grands de son siècle, à l'égal d'Einstein et de quelques rares autres. Chez lui, des qualités normalement opposées se retrouvent, peut-être pas les qualités poétiques de Breton, mais sa révolution était déjà une construction poétique. L'histoire de la révolution permanente, c'est tout-à-fait dans le droit fil du surréalisme aussi. Jamais les choses ne s'arrêtent, même la révolution, empêcher que les choses ne se figent... c'est une création poétique déguisée sur *un plan politique, car pour l'action, il faut toujours prendre des formes pragmatiques, mais c'était quand même une conception poétique*.

J.-P. P. : Intéressant ! C'est la première fois que j'entends cela.

M. N. : Sinon, Trotsky n'a pas fait que des choses admirables, Cronstadt, sa position sur les syndicats, une certaine rigueur. On ne peut l'approuver en tout, mais c'est une des têtes les mieux faites de son époque, capable de non seulement modifier le monde, mais aussi la capacité qu'on a d'envisager le monde. Esprit beaucoup plus large que Lénine.

La jeunesse militante de Maurice Nadeau vue par lui-même

L'adhésion au Parti communiste

Au début de son livre *Grâces leur soient rendues*, Maurice Nadeau évoque sa jeunesse militante. Il est élève à l'École normale supérieure de Saint-Cloud et, avec trois autres élèves de l'ENS, il forme une sorte de cellule autonome, sans liens formels avec le Parti communiste dont ils se réclament. Ils lisent *La Sainte Famille*, *Le 18-Brumaire de Marx*, le petit *Précis du léninisme* de Boukharine, les brochures d'Engels sur la « dialectique de la nature », les gros volumes cartonnés verts des *Œuvres complètes* (« un peu étouffantes », précise-t-il) de Lénine. Puis un jour, ils décident d'adhérer officiellement au PC.

« Nous sommes rattachés à la cellule locale qui nous accueille, amicale et un peu effrayée, fière malgré tout : nous appartenons à la grande école qui domine la colline, des "intellectuels". Cheminots, anciens combattants de l'ARAC (1), ouvriers de la Compagnie du téléphone de l'autre côté de la Seine. Un militant hongrois immigré qui a participé à la Commune de Bela Kun. Par lui, nous entrons un peu dans la légende révolutionnaire. De toute façon nous avons pour nous le droit, la raison, l'avenir. »

En 1932, à l'âge de vingt et un ans, il fait la connaissance de Pierre Naville. « Je suis encore un stalinien bon teint, souligne-t-il, du moins en apparence. Des doutes me sont venus à propos de l'URSS, de Staline et de sa politique internationale. » Mais il a décoré sa chambre de portraits de Staline et de Marcel Cachin. Il fait venir à l'école, « afin de mettre en difficulté les socialistes d'Albertini (2), un Paul Bouthonnier, com-

mis par le bureau politique aux intellectuels et que pulvérise dans la discussion un Marceau Pivert, social-démocrate certes, mais intellectuellement mieux armé. (...) »

Le parti est en cours de "bolchevisation". Vient d'être exclue "la bande Barbé, Celor, Lozeray" (3) accusés de "fractionnisme". Nous vivons la "Troisième Période", celle qui doit voir l'écroulement de l'impérialisme, "stade suprême du capitalisme". Nos ennemis les plus proches sont les "social-fascistes", ceux qui, en Allemagne, sous le gouvernement Noske, ont assassiné Liebknecht et Rosa Luxemburg ; en France leurs complices : les Blum, Renaudel, Jouhaux, "valets du capitalisme". Je lis Monde, l'hebdomadaire de Barbusse, qui, sous ce rapport, me paraît

(1) Association républicaine des anciens combattants créée par le PCF et présidée un temps par le très médiocre écrivain Henri Barbusse, auteur du roman pacifiste *Le Feu* et de trois biographies sans aucun rapport avec la réalité historique : *Jésus, Gandhi et Staline*.

(2) Georges Albertini (1911-1983), alors membre du Parti socialiste et élève à l'École normale de Saint-Cloud, membre des Etudiants socialistes, dirigés par Marcel Déat, Marceau Pivert et Jean Zyromski... aux parcours ultérieurs très différents. Sous l'Occupation, Albertini sera le secrétaire général du parti ultra-collaborationniste le Rassemblement national populaire présidé par Marcel Déat. Etrangement condamné à une peine très légère à la Libération, il poursuit une carrière politique dans les coulisses des divers gouvernements ultérieurs. L'auteur de sa biographie, l'ancien maoïste Pierre Rigoulot, le définit en sous-titre de son ouvrage comme « socialiste, collaborateur, gaulliste ».

(3) Henri Barbé et Pierre Celor, dirigeants du PCF à la fin des années vingt, furent écartés de la direction en 1931 puis exclus à des dates différentes, avant d'être qualifiés de « groupe policier Barbé-Celor » sur ordre du Kremlin. Leur élimination ouvrit la porte à Thorez. Ils appartiendront ultérieurement à la direction du RNP d'Albertini... et se retrouveront avec lui dans l'équipe qui animera le bulletin *Est-ouest*, financé à la fois par le patronat français et les services américains.

un peu pâle, mais me satisfont les critiques de livres par Marc Bernard ou Augustin Habaru. Mon jour de sortie, le jeudi, je le passe auprès de Georges Cogniot (4) secrétaire de l'Internationale de l'enseignement, avenue Mathurin-Moreau.

Je suis bombardé, comme représentant des étudiants (désigné non par mes pairs mais par le parti) au comité directeur de l'AEAR (5). J'y côtoie Aragon (qui pousse le dandysme jusqu'à coiffer la casquette ouvrière), Léon Moussinac, Paul Vaillant-Couturier. Je milite, par la plume et la parole, pour une littérature "prolétarienne" à l'image des Soviétiques : les Fourmanov, Gladkov, Lébédinski. Commune, la revue d'Aragon, me guide un peu mieux chaque mois dans la bonne direction. Je refuse de lire le Gandhi de Romain Rolland qui vient de paraître. Je n'ai que sarcasmes pour cet apôtre de la non-violence et son panégyriste. »

La politique du KPD en Allemagne... et les premiers doutes

En juillet 1932, il part avec des étudiants parisiens pour des vacances en Forêt-Noire. Se déroulent alors des élections au Reichstag. Il s'étonne « *de voir campés devant les lieux de vote des SA en uniforme. Les gens entrent et sortent en feignant de les ignorer. Où sont passés les communistes, mes camarades ? Pas de réaction de leur part ? Ils laissent les nazis en bottes et casquette surveiller les opérations ? (...)*

Si, au cours de nos longs cheminement sur les sentiers de la Forêt-Noire, nous pique-niquons, le soir nous accueillent les fameuses auberges de jeunesse, les Deutsches Herberge, avec leur mère hôteesse. Et nous lisons leurs journaux de bord où tout un chacun exprime ses impressions ou ses doléances. La plupart exaltent Hitler, le national-socialisme, une nouvelle chevalerie héritière des Teutoniques et destinée à bâtir un Reich de mille ans. Je n'ai envie ni de rire ni de me moquer. La contagion a gagné la jeunesse. Aucun jeune du KPD (6) n'est-il passé par là ? Ou bien, découragé, est-il resté sans voix ?

De retour à Paris pour ma deuxième année d'Ecole, à mes camarades je fais part de mon voyage. J'exprime mes doutes sur les capacités du KPD et d'Ernst Thaelmann, son chef, à endiguer l'hitlérisme. Plutôt que de s'en prendre aux "social-fascistes", ne feraient-ils pas mieux de combattre Hitler et ses troupes, de vrais fascistes, eux ? On m'écoute sans trop me comprendre. "Nos camarades allemands savent ce qu'ils font, ils sont sur le terrain, que penses-tu connaître d'un pays où tu es resté trois semaines ? Pour battre le nazisme, il faut d'abord se débarrasser de leurs complices, les pires endormeurs, et tu crois qu'à Moscou on n'est pas plus malin que toi ?" Je bats en retraite.

A Henri Lefebvre (7), philosophe du parti, qui vient nous rejoindre dans le parc où nous nous réunissons avec quelques sévriennes, je ne peux m'empêcher de poser des questions. "L'hitlérisme ? Un feu de paille. La classe ouvrière allemande est forte. Elle en a vu d'autres." Ah bon ! Mais quand viendra le réveil ?

Je récidive lors d'une réunion de la cellule locale. Cette fois on m'entend, notre camarade hongrois paraît même inquiet. A l'une des réunions suivantes, on me présente le camarade Routier, secrétaire du rayon de Versailles. Tiens ! Pourquoi est-il là ? Qui lui a demandé de venir ? Il m'écoute sans mot dire. Je le raccompagne à la gare de Saint-Cloud. J'ai le sentiment qu'il a été sensible à mon désarroi, à mes questions.

4) Georges Cogniot (1901-1978) agrégé de lettres, nommé en 1926 secrétaire général du comité spécial des professeurs de l'Internationale des travailleurs de l'enseignement, dirigée par le PCF puis, promu permanent, devient l'un des secrétaires de cette Internationale avant de faire une longue carrière de permanent dans les sommets du PCF dans une situation que Philippe Robrieux qualifie ainsi : « *Constamment dans les allées du pouvoir communiste de la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'en 1961-1962 mais sans aucune prise sur les décisions et à l'écart des honneurs* » (Philippe Robrieux : *Histoire intérieure du Parti communiste*, tome 4, p. 148).

(5) Association des écrivains et artistes révolutionnaires, créée par le PCF.

(6) Kommunistische Partei Deutschlands, Parti communiste allemand.

(7) Henri Lefebvre, philosophe officieux, à l'occasion vaguement critique, du PCF.

“Sois prudent, camarade”, me dit-il en me quittant. “Prudent ?” »

L'exclusion

« Quinze jours plus tard, notre secrétaire de cellule, un brave homme et courageux militant, me fait savoir que le rayon de Versailles m'a exclu du parti. Je m'étonne, je proteste, invoque les statuts. Il n'a rien d'autre à me dire. “Inutile d'insister, le parti vous rend à vos études” (le tutoiement a disparu).

A la différence de beaucoup d'exclus de la même époque, je n'en fais pas un drame. Je ne me crois pas, non plus, important au point d'alerter les instances supérieures. On ne veut plus de moi, tant pis : je n'en demeurerai pas moins communiste. Ma sérénité est malgré tout entamée quand je vois mes camarades de l'Ecole, et parmi eux ceux que j'ai poussés à franchir le pas, me tourner le dos. J'avais oublié qu'on ne discute pas avec un exclu. Avec mon compagnon de turne, cela tourne, après les injures, au pugilat. »

Mais Nadeau n'avait pas été amené à réfléchir sur la politique suicidaire du KPD par la seule vertu de ce qu'il avait vu en Allemagne. Il avait fait une rencontre qui lui avait déjà en partie dessillé les yeux :

« Un matin, à la gare de Saint-Cloud, avec L'Humanité j'achète une feuille frappée elle aussi de la faucille et du marteau, elle s'appelle La Vérité et je la lis. On y dénonce la politique suicidaire du KPD et de Staline, on y évoque Trotsky, “l'un des artisans d'Octobre” et “organisateur de l'Armée rouge”, exilé par Staline en Turquie, et qui préconise, lui, un front commun avec les socialistes allemands pour “barrer la route à Hitler”. Je suis doublement ébranlé : de voir les doutes que je formulais à l'état de certitudes pour d'autres, de voir ces autres rompre avec ce qu'ils appellent “le stalinisme”. Serais-je un “stalinien” ? Je décide de garder pour moi ce que je viens de découvrir. Je cache La Vérité dans un tiroir. »

“Mieux connaître Trotsky”

« Je n'ai de cesse, malgré tout, de mieux connaître Trotsky. A la Librairie du travail, quai de Jemmapes, le militant qui la dirige, Hatzfeld (8) me procure un petit livre, Cours nouveau, signé Trotsky, et me recommande la lecture de Rosa Luxemburg. A la Librairie de L'Humanité, dirigée par Paul Nizan, je tombe, dans un coin, sur une pile de laissés-pour-compte. En lettres noires sur fond rouge : 1905. Au-dessus, le nom de l'auteur : Léon Trotsky. J'en saisis un, le pose négligemment sur le comptoir au milieu de quelques autres. Nizan le prend en main, actionne sa caisse, le pousse vers moi. Je ne saurai jamais s'il a fermé les yeux, s'il pensait à autre chose ou si, quatre ans après l'exclusion de Trotsky, germait en lui le péché déviationniste. Que faisait en tout cas, en 1933, dans un coin de la librairie de L'Humanité — Trotsky exclu, exilé, voué à la vindicte — une pile de 1905 ? »

Nadeau ne répond pas à la question qu'il pose sur Paul Nizan et ne peut guère y répondre. Ce jeune romancier talentueux, auteur du roman *Antoine Bloyé* et de l'essai *Aden Arabie*, rompra avec le PCF lors du pacte germano-soviétique. Le très docile et servile Aragon le représentera comme un flic sous un pseudonyme transparent dans son roman illisible à épisodes *Les Communistes*. S'il est certes difficile de voir dans son attitude de 1933 le germe de cette rupture future, le fait, en 1933 de vendre, à la librairie de L'Humanité un livre de Trotsky... privé de la nationalité soviétique par Staline en février 1932 est en tout cas significatif d'une certaine distance avec le Kremlin.

Trotsky n'est pas le seul à faire réfléchir Nadeau. Si c'est Trotsky qui l'ébranle sur le plan politique, c'est Victor Serge qui ébranle ses convictions littéraires un

(8) Hatzfeld : fondateur de la Librairie du travail qui, jusqu'à sa faillite au milieu des années trente, publia de nombreux ouvrages marxistes (comme le tome un de *L'Accumulation du capital* de Rosa Luxemburg) ou plus largement historiques comme *L'Incroyable vénalité de la presse* de Rafalovitch — sur la prostitution de la presse bourgeoise française au tsarisme —, et en particulier sur la Première Guerre mondiale.

peu simplistes dictées par la propagande soviétique.

Le second ébranlement : Victor Serge

« Une autre lecture m'a ébranlé. Celle d'un petit volume bleu (...) : Littérature et Révolution, de Victor Serge. Un auteur que j'ai découvert par Les Hommes dans la prison. Pour Victor Serge, la littérature prolétarienne dont je fais le panégyrique aux réunions des Amis de l'URSS, rue Jacob, n'est pas forcément révolutionnaire. En URSS, elle n'est même que littérature de propagande. Les ouvrages que j'exalte dans mes causeries ont été écrits là-bas sur commande, et dans un but précis : illustrer les mots d'ordre de la politique officielle. Littérairement, soyons honnêtes, ils ne sont pas si fameux.

La pilule est dure à avaler. Je les relis, les yeux ouverts. Je dois me rendre à l'évidence. Cette découverte me chagrine, je la tais à mes amis. Et même, je me tais tout à fait. (...)

Exclu du parti, je suis désormais libre d'afficher mes goûts. J'ai même hâte de connaître ces trotskystes (ils se présentent comme "bolcheviks-léninistes") qui publient La Vérité. J'écris. On me répond : "Passe à la permanence, rue des Vinaigriers."

Un local sombre, vide, poussiéreux. Une grande table posée sur tréteaux, un couple y plie des journaux, les met sous bande. L'air un peu exotique, la jeune femme avec sa toque de fourrure, ses yeux verts en amande, son accent étranger, belle. "Une camarade russe", pensé-je. Le monde de Conrad, celui de L'Agent secret (9) où s'ourdissent les complots révolutionnaires, celui de Dostoïevski, celui du 1905 de Trotsky. La révolution, la vraie, celle qui va changer le monde, c'est ici, dans le dénuement et la poussière, derrière cette fenêtre aveugle, avec ces jeunes "possédés". Je reviens sur terre quand Naville m'interroge, veut savoir à qui il a affaire. Etudiant ? Frais exclu ? Mes responsabilités dans le parti ? L'Union des étudiants ? Mes liaisons avec les autres écoles normales supérieures ? L'AEAR ? Ouais. Est-ce que je connais un

peu l'allemand ? Des camarades ont quitté l'Allemagne, arrivent de Berlin. "Tiens, aide-nous à plier les journaux !" »

La rencontre décisive avec Pierre Naville

La rencontre avec Pierre Naville qui dirige alors la Ligue communiste, l'organisation des trotskystes français, puis le Parti ouvrier internationaliste (POI) fondé en juin 1936, et ce jusqu'en 1939, est décisive pour Nadeau. Pierre Naville et sa femme Denise, « allaient devenir plus que des camarades : mes amis pour la vie », souligne Nadeau. Naville lui en impose d'autant plus qu'il a une expérience déjà considérable : il a connu Victor Serge à Moscou où il est allé voir Trotsky ; c'était en 1927, en pleine bagarre de l'Opposition. Il vient voir Nadeau à Reims où ce dernier est un moment en vacances et l'invite à participer au congrès des instituteurs qui s'y tient dans les jours qui suivent. Il lui déclare :

« Tu es syndiqué, tu as travaillé avec Cogniot, je voudrais que tu y assistes. Il y aura les amis de l'Ecole émancipée, Dommanget, le ménage Bouet (10). Les staliniens vont faire donner Fournial et sa bande. Il faut soutenir nos copains. »

Maurice Nadeau explique : « Nous soutenons l'intervention de Dommanget. Instituteur dans l'Oise, ancien dirigeant syndical, il est aussi l'historien de Blanqui, de Sylvain Maréchal et de Babeuf, de la Commune. Taillé en lutteur, martelant ses phrases, il attaque les bonzes de la fédération, dénonce le travail de sape qu'y font les staliniens, fustige un de leurs notables qui a osé arborer la Légion d'honneur au revers de son veston.

Gitton (11), un des secrétaires de la CGTU, vient saluer le congrès. Naville le

(9) *L'Agent secret* : roman de Joseph Conrad.

(10) Gabrielle et Louis Bouet, instituteurs, adversaires de l'Union sacrée pendant la guerre, et fondateurs de la Fédération unitaire de l'enseignement, confédérée à la CGTU dirigée par le PCF, où les staliniens restèrent minoritaires jusqu'à la fusion avec la CGT en 1936.

(11) Marcel Gitton (1903-1941) pseudonyme de Marcel Giroux, élu au bureau politique du PCF en 1932, puis nommé secrétaire à l'organisation en 1936, agent de la police depuis on ne sait quelle date, il rompt avec le PCF en septembre 1939, crée le fantomatique Parti

caricature en Père Ubu, le dessin passe de main en main. Ce Gitton bedonnant dont on apprendra à la Libération qu'il avait ses entrées à la préfecture de police.

Je me sens à l'aise parmi mes nouveaux amis. A la fin du congrès, quand nous quittons la salle, je me trouve face à face avec Cogniot, m'apprête à lui tendre la main, il me tourne le dos. Je n'en reviens pas. Il faudra que je me fasse à ma condition de pestiféré. »

Devenu à la sortie de l'École normale surveillant au lycée Jean-Baptiste-Say, Nadeau décide de militer dans « ce qui n'est pas encore un parti, l'Opposition de gauche, surtout formée d'exclus. Elle a, dans les meetings, un orateur : Pierre Rimbert (12), du syndicat des correcteurs. Ces meetings que viennent chahuter les nervis staliniens : "Sales trotskystes ! Alliés d'Hitler !", parfois ils sortent les matraques. »

Nadeau précise à regret : « Je n'ai jamais approché Trotsky. Naville me promet de m'emmener le soir à Barbizon, c'est le soir où Rudolf Klement, un des secrétaires qui fait la liaison avec Paris à vélomoteur, se fait arrêter sur la route par des gendarmes. Sur un concert de vociférations staliniennes, Trotsky est expulsé de France. »

Quelques mois plus tard, Nadeau se marie avec une institutrice, Marthe Forni. Le jour du mariage, Naville le convoque pour une réunion. Nadeau lui indique que ce jour-là il se marie. Naville lui rétorque :

« D'accord, mais tu ne te maries pas toute la journée. » Nadeau « quitte sur un au revoir les amis qui nous ont servis de témoins, l'oncle parisien de Marthe qui a réglé les frais du repas dans un restaurant de la place de l'Odéon, et la mariée qui va, un temps, leur tenir compagnie. « Jamais, dira l'oncle, on n'a vu mariage pareillement bâclé. Je te souhaite, ma petite Marthe, bien du bonheur. »

“Un militant de base”

Nadeau évoque avec humour le rôle politique modeste qu'il joue dans le groupe trotskyste :

« Dans “l'Organisation”, je ne suis qu'un militant de base. Trop timide pour prendre la parole, je dois m'y forcer, dans les discussions de thèses ou de tac-

tiques, et c'est surtout de mon travail local que je parle. Trop peu au courant de ce qui se trame dans l'instance internationale ou avec Trotsky. Pourquoi, soudain, entrer dans la SFIO ? Marthe et moi adhérons à la section socialiste du XIII^e — braves gens et affairistes mêlés auprès de qui nous ne tardons pas à passer pour des “bolcheviks” —, nous vendons, le cœur gros, Le Populaire, je monte la garde, rue Feydeau, siège du PS, en vue d'éventuelles agressions fascistes. Puis, constatant que nous ne parvenons pas à “rassembler les masses ouvrières”, que la guerre est proche, Trotsky nous fait quitter la SFIO, décide de fonder la IV^e Internationale. Nous ne pouvons déjà plus nous réunir dans des cafés sans attirer l'attention. Une séance préparatoire au grand dessein du “Vieux” se tient une nuit dans notre deux-pièces de la rue de la Vistule, aux cloisons si sonores que, le lendemain matin, je dois m'expliquer avec voisins et concierge : enseignants, nous avons veillé, leur dis-je, aux destins de la pédagogie ! »

Sous l'uniforme en juin 1936

Nadeau effectue son service militaire pendant la vague de grèves de juin 1936 et sous le Front populaire. Mais il participe autant qu'il le peut à la vie du groupe trotskyste :

« Alors qu'entre membres actifs de la région parisienne, nous remplissions à peine la salle du premier étage du café de la Mairie, place Saint-Sulpice, le “local”, passage Dubail, est le siège d'une activité vibrionnaire. Défilent, dans une agitation que nous n'avons encore jamais connue, les responsables syndicaux en mal de

ouvrier et paysan... dont le nom rappelle de façon provocatrice celui du Parti socialiste ouvrier et paysan fondé par Marceau Pivert en juin 1938 et dissous par décret du ministre socialiste de l'Intérieur Sérol. Abattu le 4 septembre 1941 sur ordre de la direction clandestine du PCF.

(12) Pierre Rimbert, correcteur d'imprimerie, rompra avec le trotskysme en 1937 pour participer au groupe d'opposition interne au PC « Que faire ? » créé par André Ferrat, puis, comme ce dernier, rejoindra la SFIO après la guerre.

consignes. Les “trotskystes” sont partout, du moins la presse les voit-elle partout, ils ont pris la tête des grèves, il s’en révèle de nouveaux : chez Renault, à la raffinerie Say dans le XIII^e, chez Chausson en banlieue, et ils ne passent pas leur temps à danser au son de l’accordéon. Le camarade Dautun, qui vend des chaussettes à l’étal, est en train de former — un comble ! — le syndicat des marchands à la sauvette.

Nous nous méfions des embrassades Blum-Thorez de la place de la Nation, des radicaux de Daladier. Je quitte l’uniforme pour, de la fenêtre d’une chambre d’hôtel, faubourg Saint-Antoine, déverser avec Marthe sur un des nombreux cortèges “de la Bastille à la Nation” une volée de tracts appelant les ouvriers à la vigilance.

Comme nous l’avions prévu, le Front populaire s’enlise. Les politiciens ont repris le dessus. On apprend qu’en Espagne les troupes de Franco marchent sur Barcelone. »

“Des adhésions une à une”

Après son service militaire, Nadeau et sa femme Marthe, militante dans le XIII^e arrondissement, avec la tâche de gagner au Parti ouvrier internationaliste, créé le 1er juin 1936, les ouvriers de deux usines : Gnome et Rhône, moteurs d’avions, Panhard, automobiles. Mais la tâche est rude : « Dans notre cellule, peu d’ouvriers, mais des jeunes comme nous, venus en général des Jeunesses socialistes — l’un d’eux, Jean Haeck, ira se battre en Espagne.

Journaux d’usines, tracts, collages d’affiches, réunions, vente de La Vérité à la criée, nous sommes mobilisés de jour et souvent de nuit. Marthe fait le porte-à-porte dans une cité Jeanne-d’Arc à demi clochardisée. Nous arrachons des adhésions une à une. Place d’Italie, les staliniens montent la garde, voudraient décourager ceux qui viennent nous acheter La Vérité. A Marthe : “Tu le sais, vipère du trottoir, que Marx il a dit que Trotsky était un traître.” Quelques-uns, malgré tout, viennent prêter main-forte contre les Jeunesses patriotes, jeunes gommeux et nervis mêlés, pas si

courageux qu’ils voudraient le paraître dans leurs tentatives de nous arracher nos journaux. Place d’Italie, rue Nationale, ils y sont moins à l’aise qu’au Quartier latin ou aux Champs-Élysées.

Le Front populaire bat de l’aile. En Espagne les républicains reculent. A nouveau de grandes grèves. Chez Gnome et Rhône, les ouvriers, en lutte depuis plusieurs semaines, sont à cran. Le matin, à la relève de six heures, ils acceptent volontiers le journal d’usine que je leur tends, mais le jour où Thorez annonce qu’“il faut savoir terminer une grève”, je me fais cueillir d’un crochet au menton, mes journaux éparpillés. Les staliniens les ramassent, font le cercle autour, y mettent le feu, tandis que mon beau-frère, qui m’a aidé à me relever, fait le coup de poing. Nous sommes tellement habitués à recevoir des coups que pareille réaction les étonne. Ils nous laissent partir, un peu honteux, cela fait longtemps qu’ils nous connaissent, ils craignent que nous n’ayons raison. “Ce n’était pas le moment”, me dit un ouvrier qui, amicalement, me raccompagne. Pour les “trotskystes”, ce n’est jamais le moment. Le “grand meeting” que notre cellule du XIII^e organise sur le mot d’ordre : “Des soviets en Espagne !”, à grand renfort d’affiches collées dans la nuit, en nous gardant des flics, et qui nous ont coûté cher, réunit une dizaine de personnes. A cette occasion également, “ce n’était pas le moment” ou, plutôt, le moment était passé. »

“Très près de Naville”

« Durant toutes ces années, je me suis tenu très près de Naville. Je l’aide, tous les jeudis, à confectionner La Vérité. Je corrige les morasses — Trotsky s’emporte à propos des coquilles que j’y laisse —, Naville me laisse y publier quelques articles, en général littéraires. Dans la lutte des tendances, je me range de son côté. Il est pour Marthe et moi “le chef”, à l’intelligence brillante, avec un savoir et une expérience, et si d’aucuns lui reprochent son ton parfois tranchant (qu’il tient peut-être de son passé surréaliste), il est pour moi l’ami venu me rendre visite à Lariboisière quand

j'étais malade, celui qui nous reçoit, Marthe et moi, chez lui, là-haut, à Ménilmontant où, fils de famille genevoise ayant rompu avec son milieu, il vit en "révolutionnaire professionnel".

Pour Trotsky, il porte les stigmates de son passé "intellectuel et artiste". Il a été l'un de ses secrétaires, mais le Vieux lui préfère un activiste, plus capable, selon lui, de briser le relatif isolement où nous nous trouvons (13). Il lui fait finalement confiance, mais au prix de combien de changements tactiques, de déchirements organisationnels ! Marthe et moi, qui apprécions Naville, son respect de la vérité et de l'adversaire, sa droiture, son refus de se constituer une clique de "sui-vueurs", nous sommes quasi naturellement auprès de lui dans les grandes décisions, celles qui engagent l'Organisation dans son ensemble. »

"J'ai coudoyé pas mal de ces militants"

Nadeau conclut cette évocation de son militantisme trotskyste qui se tarira au cours de la guerre et s'achèvera à sa fin en ajoutant :

« J'ai coudoyé pas mal de ces militants dont les noms sont inscrits au martyrologe trotskyste.

Le doux Rudolf Klement, membre du secrétariat international, dont on retrouve le tronc et les membres, dépecés, au fil de la Seine, à Meulan.

Ernst Wolf, auprès de qui je suis assis, lors d'un meeting avec qui je m'entretiens du Vieux, il a été son secrétaire, assassiné par le Guépéou en Espagne.

Blasco, un des fondateurs avec Gramsci du PC italien, exilé en France et que nous appelions "Staga, staga" (c'était sa façon de dire et cetera, et il y avait beaucoup de et cetera dans ses interventions), qui sera assassiné dans un maquis du Sud-Est par les staliniens.

Hic, mon ami Hic, responsable de La Vérité clandestine durant l'Occupation, qui mourra en déportation, à Dora, pour s'être avoué "trotskyste" auprès d'un kapo stalilien.

Léon Sedov, l'un des fils du Vieux et son collaborateur actif lors des procès de

Moscou, mort dans des circonstances mystérieuses après une opération de l'appendicite dans une clinique du XVI^e arrondissement tenue par des Russes blancs. Je ferai la connaissance durant la guerre du D' Smirnov, appartenant à cette clinique et dont les deux enfants ont péri dans la forêt de Fontainebleau, étouffés dans une sablière. Par hasard ? Je lui parlerai de Sedov. D'un commun accord nous ne nous adresserons plus la parole.

Van Heijenoort, pour nous "Van", qui, en 1939, me donne à lire les épreuves de l'Histoire de la révolution russe, secrétaire du Vieux durant sept ans (je publierai ses souvenirs), dont j'apprends après la guerre sa carrière aux Etats-Unis comme mathématicien et logicien, assassiné par sa femme à Mexico en 1985.

Ceux que je n'ai pas connus : Ignace Reiss, assassiné par le NKVD sur une route de Lausanne. De sa compagne, Elsa Poretsky, je publierai les souvenirs.

Le général Krivitsky, agent en rupture du NKVD, comme Ignace Reiss. Passe par Paris, se réfugie aux Etats-Unis. Assassiné dans sa chambre d'hôtel à Washington. Le poète André Frénaud a écrit une "Ode à Krivitsky".

Pour mémoire : les milliers de "trotskystes" russes du Goulag. Anéantis jusqu'au dernier.

Ceux qui sont revenus des camps nazis. Dans quel état ! David Rousset atteint du typhus et mourant, quarante kilos (il en pesait cent dix). Il s'en tire, écrit L'Univers concentrationnaire, puis Les Jours de notre mort.

Filiôtre et sa femme, tous deux déportés, qui se retrouvent, reviennent ensemble. Je ne figurais pas sur le carnet d'adresses de Filiôtre qui, du Val-de-

(13) Maurice Nadeau fait allusion ici à Raymond Molière à qui Trotsky avait fait confiance jusqu'en 1935 mais avec lequel il avait alors pris ses distances. Naville, quant à lui, rompra définitivement avec la Quatrième Internationale au lendemain de l'assassinat de Trotsky en 1940, adhérera au Parti socialiste unitaire (le premier PSU), proche du PCF, puis à la Nouvelle Gauche, à l'Union de la gauche socialiste (UGS) née de la fusion de cette Nouvelle Gauche et d'autres petits groupes, et enfin au Parti socialiste unifié (le second PSU) né de la fusion de cette UGS et du Parti socialiste autonome (PSA) issu d'une scission avec la SFIO en septembre 1958, et dirigé jusqu'en 1974 par Michel Rocard.

Grâce, venait me rendre visite en voisin. Tous ceux qui y figuraient ont été arrêtés, quelques-uns déportés.

Georges Fournie, mon ami "Philippe", celui qui a initié Roland Barthes au marxisme, et qui mourra quelques années plus tard sur une table d'opération. »

Mais, ajoute-t-il, il n'a pas connu que les martyrs du trotskysme. Il a eu le triste privilège de fréquenter l'agent tueur du Guépéou Etienne :

« Le trotskysme a eu ses brebis galeuses et ses traîtres. Je ne veux pas me souvenir d'"Etienne", homme de confiance de Léon Sedov, à qui je remets, en tant que boîte aux lettres, les corres-

pondances et le Bulletin de l'Opposition venus d'URSS "Etienne", alias Zborovski, démasqué après la guerre aux Etats-Unis comme agent du NKVD.

Ramon Mercader, connu passage Dubail comme le "camarade belge" Frank Mornard, celui qui, présenté à Mexico par Alfred Rosmer à Trotsky, défonce le crâne du Vieux d'un coup de piolet. Après quelques années de prison, Ramon Mercader rejoint sa maman, elle aussi agent du NKVD en URSS où Staline le décore de l'ordre de Lénine.

(Les notes sont de la rédaction des CMO.)

Deux textes de Maurice Nadeau

L'escroquerie d'une dédicace

Maurice Nadeau, ayant reçu un exemplaire dédicacé du *Livre noir du communisme* avec son bandeau « 85 millions de victimes » par les deux auteurs, Courtois et Panné, commente : « J'ai le regret de dire que ces deux esprits sérieux (Panné et Courtois), que ces "historiens et universitaires", coauteurs du *Livre noir du communisme*, viennent de commettre une escroquerie (...). Ce qui m'étonne, c'est que, ce qui me semblait clair il y a soixante ans : Staline, dix ans après la mort de Lénine, trois ans après l'exclusion et l'envoi en exil de Trotsky, Staline avec qui la contre-révolution s'installe, soit tenu par des "historiens et des universitaires" d'aujourd'hui pour un "communiste", et ce qu'il incarne et représente, pour le "communisme". Où donc ont-ils fait leurs classes, ces "historiens" ? Pour quelques-uns, tiens, pardi !, chez Staline, précisément.

Ces "historiens et universitaires" ignorent-ils qu'à 1793 succède 1794, à Robespierre Thermidor et le Directoire, à la Convention Napoléon, l'Empire, la Restauration ? Pourtant, elle a bien eu

lieu, cette révolution, et elle a changé beaucoup de choses, que n'oubliera pas, par exemple, Stendhal (...). Staline se disait le fidèle disciple de Lénine et même "communiste". Depuis quand les "historiens" croient-ils les gens sur parole, confondent-ils la parole et l'acte, le "dire" et le "faire" ? »

Sur les prix littéraires

« J'ai été coopté au jury Renaudot, jury de journalistes, en 1945. J'en ai démissionné en 1969. Le lauréat n'est pas forcément le meilleur "romancier" du moment, mais celui qui suscite le moins la controverse entre les jurés. Il est le plus petit dénominateur commun d'une composante de plusieurs générations, de différents journaux et périodiques, de plusieurs individualités. Quand on travaille en même temps dans l'édition, ce qui était mon cas, ma règle de conduite était de ne jamais voter en faveur d'un auteur publié par la maison qui m'employait, encore moins, bien sûr, pour un auteur publié par mes soins. »

Notes de lecture

Guerres "humanitaires"

Yann Bouyrat,
Devoir d'intervenir ?
L'expédition « humanitaire »
de la France au Liban, 1860,
Vendémiaire, Paris, 320 pages,
20 euros.

Depuis une vingtaine d'années, les guerres « humanitaires » se sont multipliées aux quatre coins de la planète. Il ne s'agit pourtant pas d'une invention moderne. D'après Yann Bouyrat, la première du genre remonte à un bon siècle et demi, en 1860. Le récit détaillé, outre son intérêt historique, souligne plusieurs aspects de cette intervention « humanitaire » qui semblent annoncer des traits caractéristiques des actions contemporaines du même type. On voit ensuite se dessiner dans son livre, les divisions, voire les déchirures du Liban d'aujourd'hui, lourd héritage d'un passé jamais réellement surmonté.

En mai-juin de cette année 1860, la partie du Liban dite le Mont-Liban ou la Montagne, alors partie, comme tout le reste du territoire, de l'Empire ottoman, fut le théâtre de massacres qui décimèrent les populations chrétiennes.

La région était partagée en diverses communautés — six en tout — et était tout l'inverse du fameux melting pot américain. Y coexistaient, plus ou moins bien et plutôt moins que plus, sous l'autorité nominale du sultan de Constantinople, des communautés définies par leur nature religieuse, trois communautés chrétiennes, les maronites (orthodoxes reconnaissant l'autorité du Vatican dit « uniates »), des grecs-catholiques dits melkites, des grecs orthodoxes, et

trois communautés musulmanes, les druzes, dominés par une aristocratie féodale, des sunnites et des chiites dits metoualis. Ces divisions communautaristes, où les divers clergés, acharnés à défendre leur place dominante, jouaient un grand rôle, suscitaient des tensions récurrentes.

Yann Bouyrat ajoute : « *Le Mont-Liban n'est pas seulement une région-mosaïque. Plus que toute autre province orientale, il apparaît aussi, aux yeux des grandes puissances européennes, comme une région stratégique de premier plan. Dès le XVIII^e siècle, ces dernières ont commencé à s'y livrer une lutte d'influence de tous les instants. Au milieu du siècle suivant, celle-ci atteint son acmé.* »

Chacune des puissances qui participe à cette farouche lutte d'influence (France et Angleterre au premier chef, puis la Russie, la Prusse et l'Autriche) y cherche des clients plus encore que des alliés. Cette concurrence a évidemment peu de rapport avec les intérêts des populations concernées, mais elle en revêt le masque en utilisant ces derniers comme prétexte pour intervenir. Les massacres de chrétiens, déclenchés en mai 1860 à l'initiative des chefs druzes et qui font plusieurs milliers de victimes (les estimations vont de 3 000 ou 4 000 victimes à 11 000), culminèrent par une tuerie à Damas au début de juillet, qui suscita de vives réactions dans la presse française en large majorité catholique et ou progouvernementale.

Yann Bouyrat souligne : « *Les événements de mai-juin 1860 ne sont pas brutalement intervenus dans un ciel serein. Ils sont en réalité l'aboutissement de plusieurs mois de tensions entre Druzes et Maronites et, au-delà, entre musulmans et chrétiens à la fois au Mont-Liban et dans la plaine voisine de la Bekaa.* »

Après les massacres de Damas, le gouvernement de Napoléon III décide

d'intervenir. Il obtient l'accord réticent du gouvernement anglais pour l'envoi d'un corps expéditionnaire dont l'action est validée par une commission de représentants de cinq pays européens (France, Angleterre, Russie Prusse et Autriche-Hongrie) qui impose au gouvernement ottoman la signature d'une convention définissant les cadres et les limites de son intervention.

Alors que trente navires de guerre européens s'installent devant Beyrouth pour montrer leur détermination, un corps expéditionnaire français de 6 000 hommes débarque au Liban et y rétablit l'ordre. Le commissaire ottoman lui-même organise une répression rigoureuse : 1 000 émeutiers de Damas sont envoyés aux galères ou enrôlés dans les galères, le 20 août 1860, 57 émeutiers musulmans sont pendus à Damas. Le commissaire ottoman fait fusiller le gouverneur de Damas et les commandants de deux garnisons qui ont laissé les émeutiers ravager leur ville.

Le gouvernement français engage ensuite une campagne d'aide matérielle aux rescapés, que Yann Bouyrat décrit en détail, et dont il souligne les ressorts politiques avec des accents très modernes : « Cette mobilisation (...) de l'Etat français en faveur des chrétiens du Liban n'a pas seulement été un acte de générosité désintéressée. Elle a aussi été riche d'arrière-pensées politiques. Deux exemples le montrent clairement : la véritable compétition à laquelle se sont livrés missionnaires protestants et catholiques pour recueillir les orphelins ; les désaccords entre les diplomates français et les missionnaires jésuites quant à leur prise en charge. » La défense des orphelins se transforme ainsi en conflit pour le contrôle des esprits. « La lutte entre latins et protestants, poursuit Yann Bouyrat, se focalisa sur les fils et filles des grandes lignées libanaises (...). Les uns comme les autres déployèrent des moyens considérables pour les attirer dans leurs écoles » afin de maintenir et renforcer leur contrôle sur les élites sociales et politiques.

L'intervention « humanitaire » débouche enfin sur un conflit politique entre les gouvernements français et anglais. Ces derniers défendent les grands

féodaux druzes, leurs alliés et clients traditionnels, alors que, souligne Yann Bouyrat, « le principal objectif de la France est l'abaissement définitif des Druzes au profit des Maronites pour rendre possible le rétablissement d'un pouvoir chrétien indigène dans la montagne ».

L'exercice de la justice pose les mêmes problèmes politiques. Sanctionner sévèrement les chefs druzes qui avaient pris une grande part aux massacres, « c'était la mort politique de la communauté avec, pour corollaire inévitable, le rétablissement de l'emirat chrétien ». L'enjeu n'est donc pas la « justice » mais un équilibre politique par ailleurs instable qui dresse les Anglais, protecteurs des Druzes, contre les Français, protecteurs des maronites. Comment régler l'affaire ? Le principal chef druze, Saïd Joublatt — chef d'un clan qui reste aujourd'hui l'un des grands clans politiques druzes, est condamné à mort ; sa condamnation à mort est commuée en détention perpétuelle, mais à peine est-il jeté en prison qu'il meurt dans des conditions qui font dire à Yann Bouyrat : « Le décès, trop opportun pour ne pas être suspect, du cheikh druze dans sa prison de Beyrouth, début mai 1861, devait mettre un point final au conflit. » Il n'y a donc pas que le hasard qui fait bien les choses.

Si Yann Bouyrat conclut son ouvrage par un chapitre intitulé : « Du bon usage de l'ingérence », le chapitre précédent, intitulé : « Le Liban et la Syrie, champ de bataille des grandes puissances » (déjà !), donne, me semble-t-il, la véritable dimension de ladite ingérence. Il y insiste sur la « ligne de fracture » qui oppose alors « le concert européen, désireux de remodeler à sa guise l'Orient arable tout entier, à l'Empire ottoman ». Ce désir colonialiste ou impérialiste de « remodeler à sa guise l'Orient arabe », comme toute autre partie du monde, et qui s'appliquera peu après à la Chine, montre que l'humanitaire a le dos large.

Jean-Jacques Marie

Les Cahiers du Cermtri

**Pour permettre aux lecteurs des CMO
d'approfondir leurs connaissances de l'histoire
du mouvement ouvrier et des révolutions,
nous publions ci-après la liste des *Cahiers du Cermtri*,
dont le n° 149 vient de sortir.
Pour les aider à consulter cette liste,
nous regroupons ci-dessous les numéros
de ces *Cahiers* par thèmes.**

Liste des *Cahiers du Cermtri* par numéros

- 12 - Documents du secrétariat international de la IV^e Internationale (1946).
- 13 - Documents du groupe trotskyste belge,
Contre le courant (Verreken) (1940-1944).
- 14 - Documents du groupe trotskyste belge PSR (IV^e Internationale) (1944-1945).
- 15 - Documents du PCI (section française de la IV^e Internationale) (1944-1945).
- 16 - Catalogue du fonds Louis et Gabrielle Bouet, 1903-1922, deuxième partie.
- 17 - Inventaire des documents de l'Union communiste (1940-1946).
- 18 - Bibliographie des bulletins intérieurs du secrétariat international
de la IV^e Internationale, (1947-1951).
- 19 - Catalogue des documents divers du secrétariat international
de la IV^e Internationale, (1947-1951).
- 20 - Inventaire des documents et revues révolutionnaire (Europe moins France).
- 21 - Inventaire des documents et revues révolutionnaires (France).
- 22 - Inventaire des journaux et revues révolutionnaires (Amérique).
- 23 - Inventaire des journaux et revues révolutionnaires (sauf Europe et Amérique).
- 24 - Sommaire des numéros de la revue *La Vérité* (1958-1980).
- 25 - Inventaire des documents du PCI
(section française de la IV^e Internationale) (1946).
- 26 - Inventaire des documents du PCI
(section française de la IV^e Internationale) (1947).
- 27 - Contribution à l'histoire du trotskysme en Belgique.
- 28 - Les travailleurs indochinois en France pendant la Seconde Guerre mondiale.
- 29 - Contribution à l'histoire du trotskysme en Allemagne.
- 30 - Inventaire des documents du PCI
(section française de la IV^e Internationale) (1948).
- 31 - Sommaire de la revue *Les Humbles* (1918-1939).
- 32 - La plate-forme politique de l'Opposition russe de 1927.
- 33 - Document sur la question de la laïcité.
- 34 - Sommaire des numéros du *Bulletin communiste* (1920-1924).
- 35 - Documents sur la tragédie du prolétariat allemand en 1933.
- 36 - Inventaire des documents du secrétariat européen
de la IV^e Internationale (1944-1945).
- 37 - Documents sur les crimes du Guépéou (Ignace Reiss et Rudolph Klément).
- 38 - Documents sur la révolution espagnole (1936-1939).

- 39 - Inventaire des documents du PCI
(section française de la IV^e Internationale) (1949).
- 40 - Documents sur les événements de février 1934 en France.
- 41 - Documents sur la révolution espagnole (50^e anniversaire).
- 42 - Inventaire des documents du PCI
(section française de la IV^e Internationale) (1950-1951).
- 43 - Déclaration des 83 de l'Opposition unifiée (1927).
- 44 - Documents sur la scission de 1952 du PCI français (première partie).
- 45 - Documents sur la scission de 1952 du PCI (deuxième partie).
- 46 - Sommaire des numéros de la revue *La Révolution prolétarienne* (1925-1939).
- 47 - Documents de 1953 sur la scission de la IV^e Internationale.
- 48 - Documents sur la politique du front ouvrier (POI, 1943)
et sommaires de *Front ouvrier* (1944-1948).
- 49 - Documents sur la grève générale d'août 1953.
- 50 - Documents sur l'histoire du mouvement ouvrier français au XIX^e siècle.
- 51 - *Teamster rebellion*. En 1934, la grève des camionneurs à Minneapolis,
par Farrell Dobbs
- 52 - Inventaire des documents sur les organisations révolutionnaires françaises
(1926-1939).
- 53 - Documents sur la Ligue révolutionnaire française (bolcheviks-léninistes)
(1932-1936).
- 54 - Documents sur le mouvement révolutionnaire en Chine (première partie).
- 55 - Documents sur le mouvement révolutionnaire en Chine (deuxième partie).
- 56 - James P. Cannon : « La lutte pour un parti prolétarien » (extraits).
- 57 - *La nouvelle politique économique des soviets et la révolution mondiale*
(Léon Trotsky).
- 58 - *Vers le capitalisme ou vers le socialisme*, août 1926 (Léon Trotsky).
- 59 - *Problèmes de la révolution allemande* (1929-1931) (Léon Trotsky)
- 60 - Documents sur la révolution grecque de décembre 1944.
- 61 - Documents sur le mouvement révolutionnaire en Afrique du Sud.
- 62 - Inventaire des brochures en dépôt au Cermtri.
- 63 - Documents sur la question juive et la révolution palestinienne.
- 64 - Deux textes de Léon Trotsky sur l'URSS.
- 65 - Documents sur le front unique ouvrier et le PCF (1921-1922).
- 66 - Documents sur le programme du Parti ouvrier français (1882)
et celui de la social-démocratie allemande (1891).
- 67 - Documents sur le 75^e anniversaire de la révolution d'Octobre.
- 68 - Documents sur l'Association internationale des travailleurs,
Première Internationale, de 1864 à 1870.
- 69 - Les marxistes et les syndicats.
- 70 - Articles et textes de Léon Trotsky (1923-1930).
- 71 - Documents sur la révolution espagnole.
- 72 - Documents sur le trotskysme en Afrique du Sud.
- 73 - Documents sur la question balkanique (1908- 1923).
- 74 - Documents sur le mouvement ouvrier aux Etats-Unis
au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle.
- 75 - Documents sur la lutte des trotskystes français
pendant la Seconde Guerre mondiale.
- 76 - Documents sur la Commune de Paris.
- 77 - Catalogue de *Correspondance Internationale-La Vérité*,
de *Tribune Internationale-la Vérité* et *La Vérité* (1980-1994).
- 78 - Documents sur la question balkanique (1912-1943).
- 79 - Documents sur la révolution italienne et la IV^e Internationale.
- 80 - Documents sur l'Opposition de gauche et la IV^e Internationale en Italie.
- 81 - Documents sur les rapports entre CGT et PS (SFIO) (1907-1914).

- 82 - Documents sur les premières années du combat pour un parti ouvrier aux Etats-Unis (I).
- 83 - Documents sur les premières années du combat pour un parti ouvrier aux Etats-Unis (II) (1875-1900).
- 84 - La révolution russe et la CGT (documents Congrès CGT 1917, 1918 et 1919).
- 85 - Documents de la IV^e Internationale sur la Yougoslavie (1948-1950).
- 86 - *Le Livre rouge* sur les procès de Moscou, Léon Sedov (1936).
- 87 - La grève des dockers à Liverpool (1945).
- 88 - Documents sur l'époque du « produire d'abord », France (1945-1947).
- 89 - Témoignages sur la Russie soviétique (1917-1924).
- 90 - Documents sur la lutte de classes en France (1955-1957).
- 91 - La révolution allemande (1918-1919). Témoignages et documents.
- 92 - I/Témoignages sur la Russie soviétique, Moscou, 1920. II/catalogue *Correspondance Internationale-La Vérité* (1980-1994).
- 93 - Colonialisme et Front populaire (France, 1936-1938).
- 94 - La IV^e Internationale et la révolution chinoise (1949-1950).
- 95 - *La Lutte des classes en France en 1789*, Kautsky (1901).
- 96 - *Entre pacifisme et révolution* (« La Vague », de Pierre Brizon (1918-1923).
- 97 - La révolution prolétarienne en Hongrie (mars-août 1919).
- 98 - Le mouvement révolutionnaire en Inde et la IV^e Internationale (1930-1944).
- 99 - L'assassinat de Trotsky. Documents.
- 100 - L'Opposition de gauche en Indochine entre 1930 et 1937.
- 101 - 25 ans d'activités du Cermtri.
- 102 - La gauche du PC d'Italie. Bordiga au V^e comité exécutif élargi de l'Internationale communiste, février-mars 1926.
- 103 - La révolution allemande. Documents (1919-1923).
- 104 - « 1848 », documents, discours et textes.
- 105 - Les oppositions à Staline (1923-1953), documents et textes.
- 106 - Les trotskystes et l'Algérie (1945-1954).
- 107 - 108 - « 1848 », chapitre 6 de *La Vie de Marx*, par Franz Mehring (traduction Gérard Bloch), numéro double, 10 euros.
- 109 - « 1793 ». Documents, textes, discours.
- 110 - Cronstadt 1921. Documents (6 euros).
- 111 - Berlin 1953. Documents.
- 112 - Les trotskystes et l'Indochine (1945-1954).
- 113 - « 1905 ». Textes et documents sur la révolution de 1905.
- 114 - Italie (1919-1920). Situation révolutionnaire ?
- 115 - 1905 et le mouvement ouvrier international.
- 116-117 - 1934-1939. La gauche révolutionnaire de la SFIO et le PSOP (10 euros).
- 118 - 1905. Le mouvement ouvrier américain, la fondation de l'IWW et la révolution russe.
- 119 - La révolution bolivienne et le POR (1952-1953).
- 120 - La Fédération unitaire de l'enseignement (1919-1935).
- 121 - Juin 1936. « La révolution française a commencé... ». Documents.
- 122 - « Le printemps en octobre... », Pologne-Hongrie (1956).
- 123 - 124 - L'Octobre hongrois de 1956. La révolution des conseils. Récits et souvenirs de Marika (10 euros).
- 125 - Barcelone, mai 1937.
- 126 - 1793, la contre-révolution en Vendée.
- 127 - Irlande. Le nationalisme et le mouvement ouvrier.
- 128 - La révolution russe et le mouvement ouvrier français (1917-1919).
- 129 - 130 - Mai-juin 1968. La grève générale (10 euros).
- 131 - 1958 : agonie de la république parlementaire, naissance de la V^e République.
- 132 - La Palestine, 1947. Documents.
- 133 - La fondation de l'Internationale Communiste (2-6 mars 1919).

- 134 - Afrique du Sud. Documents sur l'histoire du mouvement ouvrier et les positions de la IV^e Internationale (1921-1943).
- 135 - Problème de la révolution chinoise. Chen Du-Xiu.
L'Opposition de gauche et la IV^e Internationale.
- 136 - Octobre 1934 : la « Commune » des Asturies.
- 137 - Naissance du Parti communiste en France (1920-1922).
- 138 - Moyen-Orient (1936-1949).
Documents : le mouvement ouvrier et ses problèmes.
- 139 - Afrique du Sud (2). Documents sur le mouvement national, le mouvement ouvrier et les positions de la IV^e Internationale.
- 140 - Procès staliniens dans les « démocraties populaires » (1949-1952).
- 141 - La « bolchevisation » du Parti communiste français (1923-1924).
- 142 - Daniel Renard : Cinq ans de luttes de classes (1944-1949).
- 143 - Les premières organisations de la IV^e Internationale en Argentine (1929-1943).
- 144 - La grande grève des postiers de 1974.
- 145 - De la « bolchevisation » à la stalinisation du Parti communiste français (1925-1930).
- 146 - Brésil : de l'Opposition de gauche au combat pour la IV^e Internationale (1929-1936).
- 147 - La grève des mineurs de 1963.
- 148 - Les oppositions dans le PCF (1924-1929).
- 149 - L'action de la classe ouvrière allemande et la reconstruction du mouvement ouvrier (1944-1949).

Liste des *Cahiers du Cermtri* par thèmes

- La question balkanique : n° 73, 78.
- La révolution allemande : n° 29, 35, 59, 91, 103, 111, 149.
- La révolution bolivienne : n° 119.
- La révolution chinoise : n° 54, 55, 94, 139.
- La révolution espagnole : n° 38, 41, 71, 125, 136.
- La Révolution française : n° 95, 104, 109, 121, 126, 129-130.
- La révolution grecque : n° 60.
- La révolution italienne : n° 79, 102, 114.
- La révolution russe : n° 32, 43, 57, 58, 64, 67, 70, 84, 86, 89, 92, 99, 105, 110, 113, 115, 118, 128.
- La révolution vietnamienne : n° 28, 100.
- Le Parti communiste français : n° 57, 65, 88, 137, 141, 145, 148.
- Pologne-Hongrie 1956 : n° 122, 123, 124.
- Le stalinisme : n° 37, 86, 105, 140.
- Le trotskysme
- en Afrique du Sud : n° 61, 72, 134, 139 ;
 - en Allemagne : n° 29 ;
 - en Argentine : n° 143 ;
 - en Belgique : n° 13, 14, 27 ;
 - au Brésil : n° 146 ;
 - aux Etats-Unis : n° 56 ;
 - en France : n° 15, 17, 24, 25, 26, 42, 44 et 45, 47, 53, 75, 77 ;
 - en URSS : n° 43.
- La Palestine et le Moyen-Orient : n° 53, 63, 132, 138.
- La Première Internationale : n° 68.
- La Quatrième Internationale : n° 18, 19, 36, 79, 85, 94, 98, 139.
- Le mouvement ouvrier :
- américain : n° 51, 74, 82, 83, 118 ;

-- français (en dehors du PCF et des trotskystes signalés à part) : n° 40, 46, 49, 66, 88, 90, 96, 116-117, 120, 121, 129-130, 131, 142, 147.

La lutte des classes en Angleterre : n° 87,

La lutte des classes en France : n° 40, 48, 49, 90, 93, 116-117, 142, 144.

La Commune de Paris n° 76.

Léon Trotsky : n° 57, 58, 59, 64, 99.

L'Inde : n° 98.

L'Internationale communiste : n° 133.

L'Irlande : n° 127.

Le syndicalisme : n° 69, 81, 120.

Tous les *Cahiers* peuvent être commandés au Cermtri, au prix de 5 euros + 1,85 euro de port par exemplaire.

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire 0913 G 78360